

Y A-T-IL DES OGM DANS VOTRE PANIER D'ÉPICERIE ?



Comment reconnaître les organismes génétiquement modifiés (OGM)?

Faut-il rendre l'étiquetage obligatoire?

Quels sont les avantages et les risques des cultures OGM?

Un grand dossier à lire en pages A 2 et A 3 et dans le cahier Zoom

LA QUESTION DU JOUR

@ QU'EN PENSEZ-VOUS ?

Faudrait-il rendre obligatoire l'étiquetage des produits contenant des OGM ?

ÉCRIVEZ-NOUS À opinion@lesoleil.com Pour que votre commentaire soit publié, vous devez fournir votre nom, votre adresse et votre numéro de téléphone.

« Un risque » pour le Parti

Boisclair inspire de plus en plus la crainte des militants, croit Marois

MARTIN OUELLET
 Presse canadienne

Le passé trouble d'André Boisclair inspire de plus en plus la crainte et la méfiance des militants péquistes, a fait valoir, hier, sa rivale dans la course à la direction du Parti québécois Pauline Marois.

Selon la candidate à la succession de Bernard Landry, de nombreux militants jugent que l'élection de M. Boisclair à la tête du PQ serait « un risque » pour le Parti et pour la cause souverainiste.

« Moi, c'est ce que j'entends sur le terrain », a dit M^{me} Marois, en entrevue à la Presse canadienne.

Manifestement, le favori de la campagne n'est pas parvenu, selon elle, à fermer « la canne de vers » lorsqu'il s'est confié jeudi aux animateurs Claude Charron et Pierre Bruneau.

Bien au contraire, des militants ont continué à désertir le camp Boisclair, confirmant ainsi la tendance qui s'est

Voir **RISQUE** en A 4 ▶

Plus d'information Page A 19

Deux solitudes !

Les propos de Michaëlle Jean dénoncés par sa propre sœur

LAURA-JULIE PERREAULT
 La Presse

Il n'y a pas que les gens que Michaëlle Jean a égratignés lors de son récent discours devant la Tribune de la presse qui grincent des dents. Son unique sœur a été tellement choquée par les pro-



Michaëlle Jean devant la galerie de presse

pos de la nouvelle gouverneure générale qu'elle a décidé de les dénoncer publiquement.

Dans une lettre cosignée avec son mari, Nadège Jean déplore que son aînée, nommée chef d'État il y a moins d'un mois, ait profité d'un discours qui se voulait « humoristique » pour régler certains comptes. « Nous avons éprouvé un grand malaise, une certaine honte » à l'écoute du discours, écrivent Nadège Jean et son mari, Jean-Manuel Weisz.

Dans son allocution, la nouvelle gouverneure générale a adressé quelques railleries à des personnalités québécoises des médias qui ont critiqué sa nomination, dont Denise Bombardier et Nathalie Petrowski. Elle a aussi blagué sur les habitudes de consommation de cocaïne d'André Boisclair en disant notamment que ce dernier suivait la « ligne » de son parti.

Ces plaisanteries sont loin d'avoir amusé la cadette de M^{me} Jean, qui n'a pas apprécié non plus le toast de la gouverneure générale. Cette

Voir **SOLITUDES** en A 4 ▶

SOMMAIRE

Agenda cinéma	G 9	Editorial	A 31
Agenda culturel	C 17	Est et Côte-Nord	A 32
Agenda familial	A 13	Habitat immobilier	E 1
Arts week-end	C 1	Le monde	A 21
Avis légaux	B 3 et B 7	Loterie	A 22
Bourses	B 10	Météo	S 8
Carrières	I 1	Opinions	D 4
Cinéma	G 1	Petites annonces	E 29
Chroniqueurs		Sports	S 1
Alain Dubuc	A 31	Supergrille	F 8
Julie Lemieux	C 5	Télévision	C 4
Normand Provencher	A 5	Voyages	F 1
Décès	B 12	Zoom	D 1
Diversissements	G 10		
Economie	B 1		

MÉTÉO

Max. 5, min. 3
 Ciel nuageux avec possibilités d'averses ce soir.
 Détails page S 8.

Accumulation de neige (avant hier)
 Ce mois-ci: 4,0 cm Lan dernier: 0 cm
 Cet hiver: 4,0 cm L'hiver dernier: 0 cm

QUÉBEC,
 109^e ANNÉE, N° 305
 FLORIDE, 3,05 \$ US
 MONTREAL,
 OTTAWA 2 \$
 PLUS TAXES



1,74 \$ PLUS TAXES 6 27657 00076 6

NOUVEAUTÉ CHEVROLET HR 2006

LES RABAIS DE FIN DE SAISON 2005

jusqu'à 9000\$ de rabais

FOURNIER CHEVROLET
 AUT. DE LA CAPITALE, SORTIE PIERRE BERTRAND
 687-5200
 www.fournierchevroletcanada.com

DES OGM DANS VOTRE PANIER D'ÉPICERIE ?

► Que retrouve-t-on dans les comptoirs?

PIERRE ASSELIN
PAsselin@lesoleil.com

■ Est-ce que ce mélange à gâteau est transgénique ? Est-ce que cette pomme cache un gène de citrouille quelque part ? Faire son épicerie a déjà été plus facile, mais toutes les allées d'épicerie ne sont quand même pas infestées d'OGM.

Comme il n'y a pas encore de sections « avec OGM » et « sans OGM » dans les allées d'épicerie, le consommateur qui veut acheter le moins possible d'aliments contenant des ingrédients transgéniques doit procéder par déduction.

Le seul guide publié sur le sujet est celui de Greenpeace (www.greenpeace.ca), qui répertorie les aliments susceptibles de contenir des ingrédients génétiquement modifiés. Le guide contient trois listes : une liste verte pour les produits dont on est certain qu'ils ne possèdent aucun ingrédient transgénique, comme les produits bio ; une liste jaune pour les produits dont le fabricant doit éliminer les OGM et enfin une liste rouge pour les produits susceptibles d'en contenir.

Les cultures transgéniques les plus répandues en Amérique du Nord sont le soja, le maïs, le coton et le canola. La liste rouge de Greenpeace ne peut donc que faire l'inventaire de tous les produits qui contiennent un ou plusieurs de ces ingrédients et dont les fabricants n'ont pas pris de mesure pour s'assurer qu'ils soient sans OGM.

Pour ce qui est du soja destiné à la consommation humaine, il n'y a pas de variété OGM, souligne François Belzile, chercheur à la faculté des sciences de l'agriculture et de l'alimentation. Donc, le tofu et tous les autres produits dérivés du soja pour consommation humaine sont exempts d'OGM, conclut-il.

Une analyse réalisée pour l'émission *L'Épicerie* et le quotidien *Le Devoir*, en 2004, avait d'ailleurs révélé que sur un échantillon de 27 produits de consommation courante, les deux tiers ne contenaient aucun OGM et dans seulement six produits on retrouvait une présence moyenne ou importante de gènes modifiés.

La raison est que l'huile ou le sucre extraits des végétaux ne contient la plupart du temps ni ADN ni protéine produite par l'ADN, que le végétal ait été modifié génétiquement ou pas.



LES LÉGUMES FRAIS

Si vous commencez habituellement votre épicerie par la section des fruits et légumes, vous ne risquez pas de rapporter chez vous une tomate avec des gènes de poisson, puisque ces variétés sont seulement cultivées à des fins expérimentales.

On ne trouve en fait aucun fruit ni aucun légume génétiquement modifiés sur les tablettes des épiceries. Aucun maïs sucré n'a été approuvé ou commercialisé au Canada. Si un épi de maïs vous semble un peu trop parfait, ce n'est pas grâce à la génétique, mais seulement aux méthodes traditionnelles de sélection.

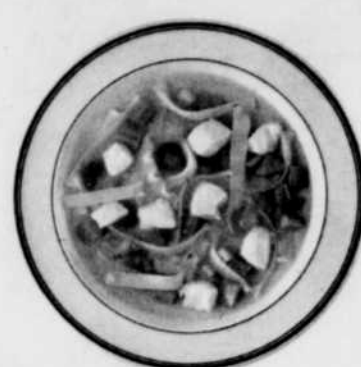


LES VIANDES

Il y a bien des animaux transgéniques au pays, mais vous ne les retrouverez pas non plus dans le comptoir des viandes. Santé Canada n'a en effet pas approuvé d'animaux OGM à des fins de consommation humaine.

« C'est important que les gens sachent qu'il n'y a aucun OGM dans les produits non transformés, que ce soient les fruits et légumes ou les viandes », insiste François Belzile.

« Dans les allées du milieu, poursuit-il, comme pour les biscuits et les gâteaux, il y a des ingrédients OGM, mais il s'agit le plus souvent d'ingrédients hautement raffinés comme du sucre ou de l'huile, qui sont aussi purs que le même ingrédient provenant d'une plante non OGM. »



LES PRODUITS TRANSFORMÉS

Rares sont les produits transformés où on ne retrouve pas de féculé ou d'huile de maïs, de l'huile de canola ou de soja, du fructose ou du sirop extrait du maïs, ou encore de la farine de maïs. La liste rouge de Greenpeace est longue : aliments en conserve, aliments pour bébés, boissons, céréales, condiments, desserts, etc.

La majorité du canola, du maïs grain et du soja cultivés au Canada est transgénique, donc la majorité des produits transformés sont susceptibles de contenir des ingrédients provenant de ces cultures, mais ça ne veut pas dire pour autant que les OGM se rendront jusqu'à votre assiette.

Peut-être que du maïs grain Bt résistant à la pyrale a été utilisé, mais la protéine qui provient du Bt est digérée dans l'estomac des mammifères comme n'importe quelle autre protéine alimentaire dit encore M. Belzile.



LES PRODUITS BIO

Même s'ils ne sont pas étiquetés « sans OGM », les produits bio n'en contiennent pas, à moins d'une contamination accidentelle. Le guide de Greenpeace rappelle d'ailleurs que les normes tant canadiennes qu'américaines qui régissent la certification biologique interdisent purement et simplement l'utilisation d'ingrédients OGM. C'est donc encore la meilleure garantie que le consommateur peut obtenir si cette question le préoccupe.

« Notre clientèle est déjà sensibilisée, observe Robert Beauchemin, président de la Filière biologique du Québec. C'est par ailleurs certain que si on assouplissait les règles qui permettent l'étiquetage sans OGM, ce serait bénéfique pour nos produits, mais on n'en est pas encore là. »

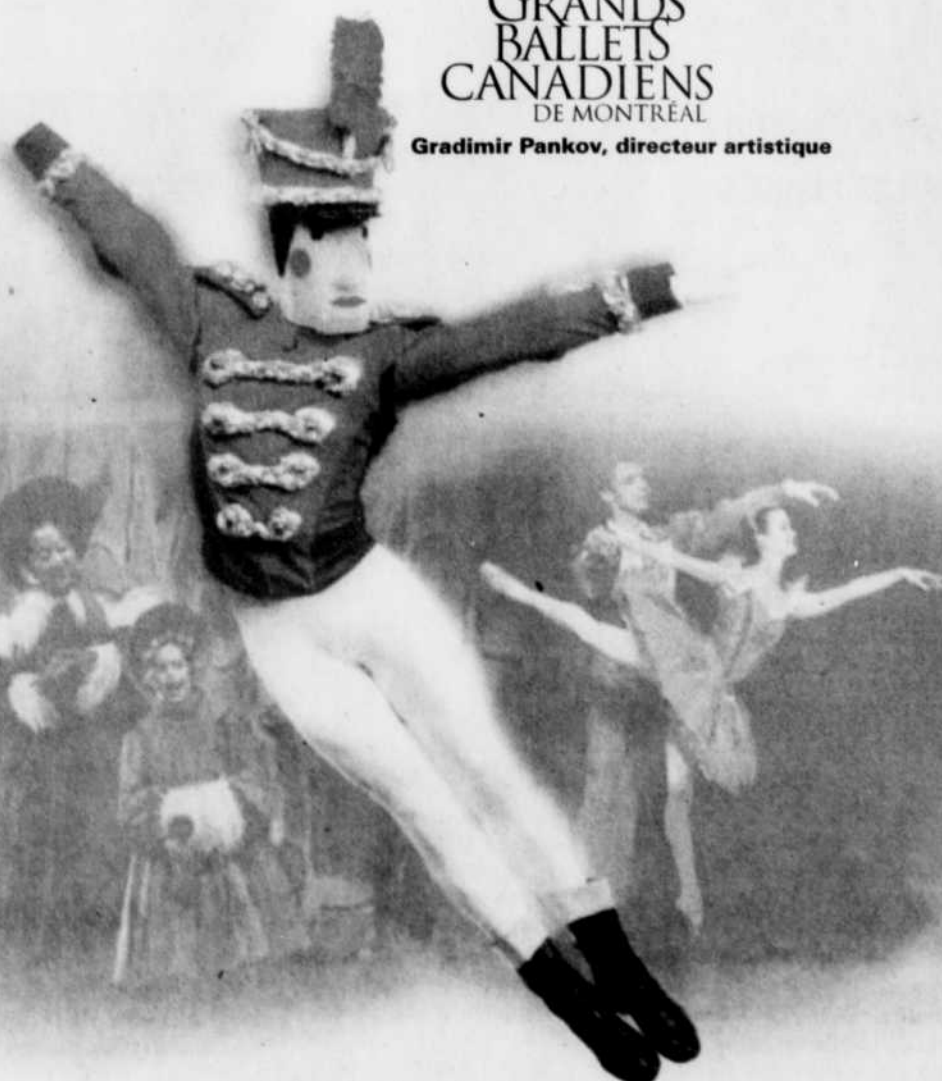
INFOGRAPHIE LE SOLEIL

La Maison Simons présente

CASSE NOISETTE

LES GRANDS
BALLET
CANADIENS
DE MONTRÉAL

Gradimir Pankov, directeur artistique



Un ballet Nault/Tchaïkovsky

Grand Théâtre de Québec

1^{er} et 2 décembre à 19h30

3 et 4 décembre à 14h et 19h30

simons

Naviguez et achetez vos billets www.grandtheatre.qc.ca

Billetterie 643-8131 1 877 643-8131

LE SOLEIL

THEATRE

OSO

Grand Théâtre
de Québec
Québec

Laborieux étiquetage

PIERRE ASSELIN

PAsselin@lesoleil.com

Rien n'empêche un fabricant d'apposer l'étiquette « sans OGM » sur son produit alimentaire, mais personne ne l'a encore fait. Les exigences de la norme sont beaucoup trop lourdes, affirme le président de la Filière biologique du Québec, Robert Beauchemin.

Le Conseil canadien des normes a approuvé en 2004 une norme nationale volontaire visant les aliments issus ou non du génie génétique. La norme prévoit, entre autres choses, qu'un produit peut être étiqueté « sans OGM » s'il contient moins de 5 % d'ingrédients génétiquement modifiés. En Europe, la norme est de moins de 1 %.

« J'ai fait partie pendant trois ans du comité qui a élaboré les modalités, mais quand je relis ça, je ne sais même plus ce que j'ai le droit de faire ou pas », affirme M. Beauchemin en entrevue au SOLEIL.

Le langage employé fait en sorte que le fardeau de la preuve retombe sur les épaules du fabricant, explique-t-il, et même si la norme est en vigueur depuis un an, aucun produit ne porte cette étiquette. « On a rendu ça plus compliqué qu'il fallait. Ce serait plus simple d'exiger l'étiquetage de la part de ceux qui utilisent des ingrédients avec des OGM. »

Prenons l'exemple de l'étiquetage nutritionnel pour les gras trans et le cholestérol, qui est prescrit par la loi. Le fabricant qui appose une étiquette « sans cholestérol » est responsable de son allégation et peut être puni s'il induit le consommateur en erreur, mais il ne doit pas pour autant faire certifier son produit avant d'apposer l'étiquette.

FARDEAU DE LA PREUVE

Les distributeurs étaient les plus réticents à voir arriver des étiquettes « sans OGM », observe encore le président de la filière. « Avant que la norme soit en vigueur, on recevait des avis de non-conformité de Loblaw et de Metro dès que quelqu'un indiquait qu'un produit bio ne contenait pas d'OGM. Ça laissait planer le doute que tous ceux qui n'apposaient pas le label en avaient. »

On a donc fait porter le fardeau de la preuve par ceux qui voulaient étiqueter sans OGM, conclut-il. En théorie, donc, rien n'empêche un fabricant d'apposer l'étiquette, mais elle n'a toujours pas été testée. « Pour se plier à la certification, on devrait faire tester régulièrement tous nos approvisionnements, c'est très dispendieux. Si je faisais des chips de maïs, mon fournisseur devrait me garantir que chaque lot de maïs est sans OGM, ça veut dire qu'il doit les faire tester lui aussi. C'est la même chose pour tous les ingrédients, comme l'huile que j'utilise pour les faire frire et après tout ça je dois aussi faire tester mon produit fini. »

Les produits bio sont déjà soumis à un grand nombre de contrôles, remarque Robert Beauchemin, et les producteurs ne voient pas l'intérêt d'investir autant pour cette étiquette. « Je souhaiterais qu'on renverse le fardeau de la preuve et qu'on oblige tous ceux qui en ont le droit, au lieu de faire payer ceux qui n'en ont pas. »

Les organismes Greenpeace, les Amis de la Terre, l'Union des consommateurs et l'ACEF de Québec font pression sur le gouvernement de Jean Charest pour qu'il remplisse sa promesse

de rendre l'étiquetage obligatoire.

« Au fédéral, c'est bloqué, constate le porte-parole de Greenpeace dans ce dossier, Éric Darier. S'il y a un endroit où ça peut bouger, c'est au Québec, non seulement parce que le Parti libéral en a fait une promesse, mais aussi parce que la Commission de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation en a fait une recommandation unanime, c'est-à-dire péquistes et libéraux. En politique, c'est rare. »

Le ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation (MAPAQ) attend toujours les conclusions finales d'une étude de l'Université du Québec à Montréal, portant sur les coûts d'une telle mesure, avant de rendre sa décision.

« Nous sommes en faveur du droit de savoir pour le consommateur », explique André Ménard, attaché de presse du ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation, Yvon Vallières.

Mais il rappelle que le programme du PLQ prévoit que le Québec agirait de concert avec le Canada sur la question de l'étiquetage obligatoire. « Le dossier a été présenté aux autres ministres de l'Agriculture lors de la dernière rencontre et ils ont demandé qu'un rapport d'étape leur soit présenté lors de la prochaine, qui est prévue pour 2006. » Québec espère parvenir à convaincre les autres provinces d'emboîter le pas, conclut-il.

OBLIGATOIRE DANS 40 PAYS

L'étiquetage obligatoire est en vigueur dans plus de 40 pays dans le monde, rappelle pour sa part Éric Darier. « Le Canada et les États-Unis sont des exceptions. On nous dit que dans une économie de marché, le consommateur est roi, mais on lui refuse l'information qu'il demande. Les sondages montrent que s'ils avaient le choix, 70 % des consommateurs achèteraient un autre produit plutôt qu'un produit contenant des OGM. »

Mais François Belzile, chercheur à la faculté des sciences de l'agriculture et de l'alimentation IGA, est un peu plus sceptique. D'après lui, il n'y a rien de surprenant à ce que 90 % des gens se disent en faveur de l'étiquetage quand on leur pose la question en parlant des OGM.

« On prétend que c'est une préoccupation dévorante des gens, mais c'est à mon avis de la foutaise. Ce que j'ai vu de plus éclairant sur la question, c'est quelqu'un qui a pris l'initiative de demander aux gens ce qu'ils aimeraient voir sur les étiquettes, mais sans leur parler d'OGM. C'est à peu près 5 % qui ont identifié ça comme une lacune. Créer un nouveau système pour ça irait bien au-delà de la demande sociale. »

Sur tout le continent européen, il n'y aurait pas plus d'une soixantaine de produits contenant des OGM, mentionne pour sa part le porte-parole de Greenpeace. L'étiquetage est en effet obligatoire dans toute l'Europe et le Conseil européen avait en plus décrété en 1999 un moratoire interdisant la culture des OGM sur le continent.

Ce moratoire a toutefois pris fin l'année dernière quand la commission européenne a autorisé l'importation et la commercialisation du maïs BT 11, une variété transgénique.

« Les gens ont des doutes sur l'impact des OGM sur la santé. Est-ce que c'est fondé, on ne le sait pas, admet Éric Darier. L'objectif de Greenpeace, c'est d'empêcher leur dissémination dans la nature et l'étiquetage obligatoire nous assure qu'on ne les cultivera pas parce qu'aucun consommateur n'en voudra. »

DES OGM DANS VOTRE PANIER D'ÉPICERIE ?



Les OGM commercialisés subissent parfois plus d'examen que les aliments traditionnels, selon France Brunelle, conseillère scientifique au ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation du Québec.

Des risques difficiles à évaluer

Pour l'instant, rien n'indique que les OGM présentent un danger pour la santé

PIERRE ASSELIN
PAsselin@lesoleil.com

■ La majorité des consommateurs aimeraient mieux ne pas avoir d'aliments transgéniques dans leur assiette, mais on n'a pas démontré, jusqu'ici du moins, que les OGM présentent plus de risques que les autres aliments.

À tort ou à raison, une grande proportion des consommateurs considère que les organismes génétiquement modifiés représentent une menace pour leur santé. La toxicité et les risques de développer des allergies sont les inquiétudes les plus souvent mentionnées, indique l'avis de la Commission de l'éthique de la science et de la technologie.

Mais la commission signale que «rien n'indique jusqu'à maintenant que les plantes transgéniques présentent un risque d'intoxication ou de réaction allergique à court terme différent de celui des autres produits. À long terme toutefois, la prudence semble de mise en raison de l'apparition toujours possible d'effets imprévus...»



ARCHIVES LE SOLEIL, RAYNALD LAVOIE
L'impact méconnu des OGM sur la santé inquiète plusieurs organismes.

Les évaluations des plantes transgéniques, puisqu'il n'y a pas d'animaux transgéniques commercialisés pour l'alimentation, sont extrêmement rigoureuses, rappelle récemment France Brunelle, conseillère scientifique en biotechnologie au ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation du Québec, à l'occasion d'un colloque sur la sécurité alimentaire et les OGM.

«Les OGM commercialisés jusqu'ici ont non seulement subi tous les examens nécessaires pour s'assurer de leur sécurité, ils subissent même plus d'examen que les aliments traditionnels.»

Aux yeux du chercheur François Belzile, de l'Université Laval, les activistes alimentent les craintes en jouant ce qu'il appelle le jeu de l'absolu. «On soulève le risque qu'il puisse y avoir des changements qu'on ne connaît pas à long terme, mais aucun scientifique ne peut dire que ce risque est inexistant. Est-ce que c'est plus dangereux qu'un paquet d'autres choses auxquelles on est exposé quotidiennement ? Les risques d'empoisonnement liés à la salubrité et la contamination bactérienne sont de loin plus importants, mais ça ne nous apparaît pas aussi monstrueux.»

Dans l'huile qu'on a tirée du canola ou du soja, il ne reste pratiquement aucune trace d'ADN, dit-il. «De toute façon, quand je mange une pomme, je mange aussi de l'ADN, mais ce dont on parle ici c'est d'un gène additionnel sur 50 000, on est dans l'infiniment petit.» La protéine additionnelle que produit le gène «étranger» peut toutefois être présente dans une farine complète, où le grain entier est broyé, admet le chercheur.

À ce sujet, le site du gouvernement québécois sur les OGM (www.ogm.gouv.qc.ca), indique que même si de la

IMPACTS SUR LA SANTÉ

LES RISQUES

- ☐ Toxicité et allergies liées à la présence du gène inséré
- ☐ Développement de résistance aux antibiotiques
- ☐ Diminution de la valeur nutritive de certains aliments
- ☐ Risques liés à la consommation de produits dérivés d'animaux nourris aux OGM
- ☐ Risques imprévisibles associés à la consommation d'aliments avec OGM

LES BÉNÉFICES

- ☐ Moins de produits chimiques
- ☐ Moins de moisissures sur le maïs
- ☐ Plus de bon gras dans les plantes
- ☐ Des aliments plus nutritifs
- ☐ Des aliments moins allergènes
- ☐ Des plantes-usines qui produisent des médicaments

IMPACTS SUR L'ENVIRONNEMENT

LES RISQUES

- ☐ Toxicité pour les insectes
- ☐ Insectes résistants
- ☐ Dispersion de gènes
- ☐ Mauvaises herbes tolérantes

LES BÉNÉFICES

- ☐ Moins de pesticide
- ☐ Moins de labour
- ☐ Pesticides moins toxiques
- ☐ Production agricole accrue
- ☐ Impact sur la biodiversité
- ☐ Solution pour l'avenir



Source : Réjean Lacombe

INFOGRAPHIE LE SOLEIL

farine issue de maïs GM est par exemple utilisée dans la fabrication de biscuits, la majorité de son matériel génétique sera détruite soit par la cuisson du biscuit, soit par notre propre système digestif.

«Pour le maïs BT, ajoute François Belzile, la protéine qui rend la plante résistante aux insectes reste présente, mais elle a déjà été jugée sans danger et elle est digérée dans l'estomac comme n'importe quelle autre protéine. On nous dit qu'il y aura peut-être des changements auxquels on n'a jamais pensé, mais là

c'est de la pure spéculation.»

Le site gouvernemental rappelle par ailleurs que les OGM peuvent aussi apporter des bénéfices pour la santé. Des plantes résistantes aux insectes pourraient par exemple réduire l'usage de produits chimiques.

Certains OGM qui sont déjà approuvés ou au stade de développement sans pour autant être rendus à l'étape de commercialisation visent aussi à améliorer directement la santé humaine : des plantes qui contiendront plus de « bon gras », comme du cano-

la et du soja à haute teneur en acides gras insaturés ; on essaie aussi d'obtenir des aliments moins allergènes en empêchant le gène responsable de produire la protéine allergène ; il serait aussi possible d'obtenir des aliments plus nutritifs, par exemple du riz capable de fabriquer de la bêta-carotène que l'organisme peut convertir en vitamine A, ou encore des plantes capables d'extraire le fer du sol avec plus d'efficacité.

La suite dans le Cahier Zoom



gastronomi

Que
SERA
SERA

Le restaurant Que Sera Sera,
fine cuisine du marché.

Salons privés
Valet de stationnement en soirée

850, Place D'Youville
Réservations 692-3535

Faites de chacune de vos visites
une découverte des saveurs

POUR NOUS JOINDRE

Abonnements 686-3344
1-866-686-3344
abonnements@lesoleil.com

Carrières et professions 686-3270

Petites annonces 844-4444
petitesannonces@lesoleil.com

Promotion 686-3342

Publicité détaillants 686-3435

Publicité générale 686-3270

Rédaction 686-3394
redaction@lesoleil.com

Renseignements 686-3233

LE SOLEIL, une division de 3834310 Canada Inc., est publié et édité par LE SOLEIL, 410, boul. Charest Est, case postale 1547, succursale Terminé, Québec (Québec) G1K 7J6. LE SOLEIL est imprimé au 5000, rue Hugues-Randoin, bureau 4, à Québec (Québec) G2C 2B4, par Transcontinental de la Capitale, une filiale de Transcontinental Inc., 1, place Ville-Marie, bureau 3315, Montréal (Québec), H3B 3N2.

Envoi de publication - Numéro de convention 40065022. Seule la Presse canadienne est autorisée à utiliser et à diffuser les informations publiées dans LE SOLEIL. ISSN 0319-0730

RISQUE

Suite de la Une

dessinée ces derniers jours, pense M^{me} Marois.

« Il y a un changement dans le sens qu'il y a un appui plus significatif de mon côté, et une certaine inquiétude que les gens manifestent (à l'égard de M. Boisclair) », a-t-elle estimé.

Néanmoins, M^{me} Marois n'entend pas exiger de son adversaire principal qu'il lève le voile sur son passé de consommateur de cocaïne.

« Qu'est-ce qu'il peut faire de plus, qu'est-ce qu'il peut dire de plus, c'est à lui de décider », a-t-elle mentionné.

Pour le député Sylvain Simard, ardent partisan d'André Boisclair, il apparaît évident que Pauline Marois joue ses dernières cartes en tentant de semer l'inquiétude chez les militants.

« Sa situation est extrêmement inquiétante et elle tente de mettre toutes les chances de son côté. Dans mon pointage, elle n'est même pas dans la course », a-t-il soutenu.

Mais la députée de Taillon en a assez d'être montrée du doigt par l'organisation rivale comme étant celle qui a manigancé en coulisse la fronde contre M. Boisclair.

Elle répète qu'elle n'a pas « téléguider », mercredi, la sortie anti-Boisclair de quatre candidats marginaux à la direc-

DEMAIN

DANS LE SOLEIL

BRIGITTE FONTAINE S'AMUSE



Excentrique, iconoclaste, fantasque, ingérable. Complètement déjantée, folle à lier... Tant de choses ont été dites sur Brigitte Fontaine, depuis ses débuts dans la chanson il y a 40 ans. Ce n'est pas fini. La « diva surréaliste » publie ces jours-ci un roman inclassable, tout à son image, *La Bête curieuse* (Flammarion).

Dans le cahier Arts et vie

LA MAISON DE JUSTICE



Un secret bien gardé au cœur du quartier Saint-Roch; en face de la bibliothèque Gabrielle-Roy. Créée il y a deux ans, la Maison de justice a fourni des services juridiques gratuits à plus de 13 000 citoyens. Un véritable « CLSC de la justice ».

Dans le cahier Québec

tion du PQ. « Voyons donc! Comme si j'étais capable de manipuler les gens comme ça. Je n'ai rien à voir là-dedans. Jean Ouimet, Pierre Dubuc et les autres (Gilbert Paquette et Ghislain Lebel) sont parfaitement capables de se faire une idée par eux-mêmes », s'est-elle défendue.

En s'en prenant à sa personne, le clan Boisclair montre qu'il est « en état de panique » parce qu'il sent « le tapis lui glisser sous les pieds », a-t-elle analysé.

Pour sa part, Jean Ouimet n'a pas du tout été convaincu par les explications données mercredi et jeudi par André Boisclair au sujet de son passé.

L'ancien chef du Parti vert entend même exiger le désistement du candidat favori s'il ne met pas cartes sur table « d'ici quelques jours ».

« Il faut clarifier les choses. Il y a un problème et on ne doit pas prendre le risque de se retrouver dans un cul-de-sac durant la prochaine campagne électorale », a-t-il dit, assurant du reste que Pauline Marois n'a d'aucune façon influencé sa position.

Pierre Dubuc aussi affirme qu'il n'a pas été manipulé par Pauline Marois. Il est d'ailleurs assez satisfait de la réaction de M. Boisclair depuis les événements de mercredi.

« Il a commencé à donner des entrevues, c'est déjà ça. On va lui laisser du temps et analyser la situation », a-t-il indiqué.

IC'ÉTAIT HIER

2004 — L'ancien footballeur montréalais Tommy Kane écope 18 ans de prison pour avoir tué sa femme en 2003.

2003 — Les néo-démocrates de Lorne Calvert sont reportés au pouvoir en Saskatchewan avec 30 sièges contre 28 pour le Parti saskatchewanais.

1998 — Le premier ministre français Lionel Jospin est le premier dirigeant à reconnaître que des soldats ont été fusillés, pour l'exemple, par Philippe Pétain afin de mater des mutineries en 1917.

Les profs anglophones abandonneraient le boycott des activités culturelles

■ MONTRÉAL (PC) — Les 7500 enseignants anglophones de la province sont sur le point d'abandonner le boycott des activités culturelles.

Selon la résolution adoptée mercredi soir, les membres du conseil d'administration de l'Association provinciale des enseignants du Québec (APEQ), le pendant anglophone de la Fédération des syndicats de l'enseignement (FSE-CSQ), jugent que ce moyen a servi son objectif et que le temps est venu d'utiliser de nouvelles munitions.

La dizaine de syndicats membres de l'APEQ doit se prononcer d'ici au 17 novembre au sujet d'un nouveau plan de mobilisation qui ne comprend pas le boycott systématique des activités parascolaires et culturelles, mais plutôt la possibilité d'une grève de trois jours, comme ailleurs en éducation.

« Ce moyen de pression a servi son objectif », a expliqué hier la présidente de l'APEQ, Françoise Stake, à propos de la pause faite sur les activités culturelles. « Le public a été conscientisé, le gouvernement aussi, sur le fait que c'est une tactique parmi d'autres. Nous avons décidé de réajuster notre tir et de mettre l'accent sur l'administration dans les écoles. »

La recommandation de l'APEQ, que 9 syndicats sur 10 ont adoptée lors du conseil d'administration, survient à un moment où la FSE, qui travaille en tandem avec son pendant anglophone, affirme au contraire vouloir « cristalliser » sa position sur cette délicate question.

Vivement déploré par les acteurs de première ligne tels les artistes, le boycott des activités culturelles a régulièrement alimenté la chronique, au point où la ministre de la Culture et des Communications, Lise Beaudet, a récemment tenté sans succès de déposer une motion à l'Assemblée nationale pour bannir l'usage

« Ce moyen de pression a servi son objectif »

« immoral » du boycottage en période de négociation. Cette incursion politique dans leurs moyens de pression a « choqué » les enseignants de la FSE, comme l'a encore indiqué cette semaine la présidente du syndicat de 80 000 profs, Johan-

ne Fortier.

M^{me} Fortier croit qu'il est impossible de comparer la situation de l'APEQ avec celle de la FSE car « les conditions d'exercice ne sont pas les mêmes ».

« Les activités culturelles ne sont pas dans notre tâche, c'est du bénévolat », a expliqué Françoise Stake, évoquant le « malaise » de bon nombre d'enseignants devant l'obligation d'éliminer ces « activités de plaisir partagé par les élèves et les enseignants ».

Les professeurs francophones se prononcent eux aussi sur un nouveau plan de mobilisation comportant trois jours de grève, mais ils n'ont pas mis de côté le boycott des activités culturelles. « C'est une question délicate, on en convient », a expliqué M^{me} Fortier.

« Nos gens aiment ces activités. Mais la réaction politique les choque d'autant plus qu'on ne reconnaît pas toute l'énergie et le temps qu'ils mettent à ces activités en temps normal. »

L'APEQ et la FSE partagent toutefois le profond désaccord avec Québec sur la manière de régler le dossier des élèves en difficulté d'apprentissage.

« Le cœur des problèmes, il est là », a expliqué Françoise Stake.

La FSE en est à rédiger une nouvelle proposition pour relancer les échanges avec le ministère de l'Éducation. Les 10 et 11 novembre, au prochain conseil fédéral de la FSE, la base de cette relance et un nouveau plan de mobilisation seront soumis au vote.

SOLITUDES

Suite de la Une

dernière a d'abord lancé « Vive le Québec... » avant de se raviser pour lever son verre au « Canada libre ».

« Par certains des propos que tu as tenus, tu as fait fi de ton devoir de respecter le caractère strictement sym-

bolique de ta fonction. Tu as eu la maladresse de mettre tes deux pieds sur le terrain politique », écrivent Nadège Jean et son mari.

« La prochaine fois que tu auras à porter un toast (...), évite donc de bégayer... Se moquer aussi subtilement de tous ceux et de toutes celles qui aspirent à faire du Québec un pays souverain, n'y a-t-il pas là une intention politique à peine dissimulée? » demande le couple.

CONFLIT POLITIQUE

Jointe par téléphone hier à son domicile montréalais, Nadège Jean n'a pas caché que sa sœur et elle ont « des divergences politiques » majeures.

L'orthopédiste de 44 ans, mère de trois enfants, est membre du Parti québécois. « Je ne peux pas avoir des convictions souverainistes sans être opposée à la monarchie », a-t-elle expliqué.

Nadège Jean était en vacances en Europe quand elle a appris par des amis que sa sœur était pressentie pour devenir gouverneure générale. Quand elle a su que son aînée avait accepté le poste, elle a tenté en vain de la joindre. « Je n'étais pas d'accord avec son choix, mais je le respecte. J'ai toujours eu beaucoup d'admiration pour Michaëlle. C'était une excellente journaliste au parcours remarquable. Maintenant, elle porte le flambeau en tant que femme, immigrante, noire. Et ça, ça a son importance », soutenait hier Nadège Jean.

Son mari et elle se sont retenus de critiquer ouvertement la nouvelle représentante de la reine lorsque la polémique entourant les convictions politiques de M^{me} Jean et de son mari, Jean-Daniel Lafond, a éclaté. Nadège Jean s'est présentée à l'installation de sa sœur avec deux de ses filles. Sa troisième fille et son mari ont refusé d'y assister.

Mais le discours prononcé à Gatineau, devant la Tribune de la presse, a été la goutte qui a fait déborder le vase de Nadège Jean. « Au début, j'ai essayé de mettre son discours en contexte. Ce gala n'est pas habituellement rendu public. C'est supposé être drôle. Mais la position de Michaëlle était tellement *touchy*. Si tu viens d'Alberta, tu peux dire des conneries comme ça. Mais quand tu viens du Québec, c'est une autre chose », se désole Nadège Jean. « Michaëlle doit faire attention aux propos qui pourraient faire mal au Québec. »

La cadette de la famille Jean n'a pas digéré non plus les déclarations que son aînée a faites au magazine *L'actualité*. Dans sa lettre ouverte, elle ne manque pas de lui rappeler. « Tu as récemment déclaré avoir été comme « bannie du Québec », que tu craignais même que l'on te crache au visage! Soit dit en passant, quelle image des Québécoises et des Québécois souhaites-tu donner au reste du Canada (...) ? »

Hier, le bureau de la gouverneure générale n'a pas commenté les propos de Nadège Jean et de son mari.

La totale est de retour

Jouez votre RABAIS

à notre

CASINO

15 à 50%

Rabais applicable sur tous les luminaires, miroirs, reproductions et accessoires décoratifs à prix régulier en magasin

ÉCLAIRAGE CONTRASTE

Achats payables en 12 mois sans intérêt.*

* Conditions en magasin. Sur approbation du crédit.

Bien plus que des luminaires
■ UN DÉCOR ■

boiteau
luminaire

1295, boul. Charest Ouest, Québec
(angle St-Sacrement)

Tél. : 687-2271 • 1 800 luminaire

5 \$ versés*
à la Fondation des Maladies de l'œil

Notre santé, on y voit de près!

RICHARD GIGUÈRE
OPTICIEN

C'est clair depuis **20** ans.

Examen de la vue
sur place par un optométriste ou un ophtalmologiste

12 mois
pour payer
Certaines conditions s'appliquent.
Détails en magasin.

50 % de rabais
en tout temps sur une vaste sélection de montures mode

15 cliniques
Beauport Cap-Rouge Charlesbourg Lévis
Montmagny Québec Sainte-Anne-de-Beaupré Sainte-Foy

POLYCLINIQUE LEBOURGNEUF 627-0677
Services offerts : ophtalmologie, optométrie, optique d'ordonnances et orthoptie.

* Pour chaque paire de lunettes vendues au prix régulier, détails en magasin.

www.richardgiguereopticien.ca



« In » et « out » à Québec

Normand PROVENCHER NProvencher@lesoleil.com

Les gens de Québec sont tous un peu fière-pet. Ils aiment savoir ce que les visiteurs pensent de leur ville, surtout qu'ils savent fort bien, au fond d'eux-mêmes, les snors, que ce sera toujours de bonnes choses. Même si les compliments sont usés à la corde, ils sonnent toujours comme de la musique à leurs oreilles.

Ah! votre Vieux-Québec. Ah! votre fleuve. Ah! vos merveilleux restaurants. Ah! votre french touch. Ah-louette!

Mais les touristes ne sont pas cons. Ils n'aiment pas tout de Québec — nous non plus d'ailleurs, mais on se réserve la joie d'en débattre une autre fois. Par politesse, ils préfèrent se taire. C'est seulement de retour à la maison qu'il en parlent à leurs amis. Ou l'écrivent dans les magazines.

C'est le cas d'*Afrique Magazine*. Avant cette semaine, je n'avais jamais entendu parler cette revue au look branché. Faut croire que je ne suis pas le seul. Il m'a fallu faire quatre magasins à journaux avant de la trouver. C'était dans le fin fond de Sainte-Foy, chez Lecto. Il y a de la revue là, les copains, c'est épuissant. S'il existe un magazine pour philatélistes gauchers, on l'a, c'est sûr.

Toujours est-il que je cherchais à mettre la main sur *Afrique Magazine* pour un article sur Québec. Un petit article de rien du tout, une page seulement, même pas signé. On en avait parlé un matin de la semaine dernière, en vitesse, à l'émission de radio de Marie-France Bazzo. Ma curiosité avait été piquée.

Ça s'intitule *In & Out: Ce qui est à la mode et ce qui ne l'est plus. Tout ce qu'il faut savoir pour ne pas avoir l'air ridicule à Québec*.

Ciel! avoir l'air ridicule à Québec, comme si la chose était possible. Pour cela, il faut aller à Montréal.

Alors, qu'est-ce qui est *in* et *out* à Québec, selon *Afrique Magazine*, qui, soit dit en passant, est publié à... Lille, en France?

□ À Québec, il est *in* d'aller jusqu'à l'île d'Orléans, voisine de 15 km, à laquelle vous accédez par un pont réplique du Golden Gate de San Francisco, et y déguster un homard, au bord du fleuve Saint-Laurent, dans l'un des innombrables et charmants restaurants de ce havre de paix.

Le Golden Gate, c'est vrai lorsqu'on y regarde de plus près, sauf pour la couleur. Manger du homard à l'île? Je suis vraiment *out*, la dernière fois c'était pour prendre une crème glacée. Un havre de paix? Le journaliste n'y est sûrement pas allé dans le temps des pommes.

□ À Québec, il est *in* d'aller au Festival d'été, «énorme événement francophone où 900 000 personnes fréquentent la ville, début juillet, pour y voir des groupes ou artistes d'Europe, d'Afrique et d'Amérique. On a même vu, cet été, un ambassadeur africain, en poste à Toronto, faire le déplacement pour venir voir un artiste de son pays».

Rien à redire, sauf ajouter qu'on a même vu une ex-mairesse partir de Sainte-Foy pour venir assister à un concert dans la cour du Petit Séminaire, c'est dire le pouvoir d'attraction de l'événement.

□ À Québec, il est *in* de passer une semaine de rêve dans l'hôtel Château Frontenac, qui évo-

que celui de la Belle au Bois dormant. Promenez-vous sur les «planches»: elles rappellent celles de Deauville.

Les planches de la Terrasse Dufferin, bien entendu.

□ À Québec, il est *in* de «passer ses soirées sur la Grande-Avenue, avec ses restaurants et bars branchés, et finir la virée Chez Dagobert (Le Dag), une boîte de nuit dont la réputation est connue dans tout le pays et, même, jusqu'aux États-Unis voisins.

La Grande-Avenue, connais pas. La Grande-Alée, peut-être?

□ À Québec, il est *in* de «partir à l'aventure, avec son vélo de montagne, au mont Sainte-Anne, à 20 km de la ville, et dévaler les pistes à vive allure».

Vingt kilomètres? Si on s'entendait pour le triple de la distance?

□ À Québec, il est *in* de venir étudier à l'Université de Laval, le plus important campus francophone de la province. Des étudiants africains, en provenance de 27 pays, étudient la foresterie, les sciences de l'agriculture, de l'administration, les lettres ou l'enseignement musical.

On ignorait l'existence d'une université à Laval.

Voyons maintenant ce qui est *out* à Québec, histoire de ne pas avoir l'air fou. Toujours désagréable avoir l'air fou.

□ À Québec, il est *out* de «s'empiffrer de «sous-marins», vulgaires hot-dogs au pain élastique ac-

commodés de sauces diverses, répliques d'une cuisine américaine plus *fast* que *food*».

Pas un mot sur la poutine au fromage élastique, étrange...

□ À Québec, il est *out* de «visiter une réserve d'Indiens, comme le village des Hurons. On s'attend à une image de western, et on traverse sa réserve sans même s'en rendre compte».

Sauf, bien sûr, si vous avez besoin de «cigarettes à plumes».

□ À Québec, il est *out* de faire du «camping en forêt, sport national canadien, mais où vous serez dérangé par des invasions de moustiques, dignes d'une forêt tropicale».

Dans la forêt tropicale, au moins, il fait chaud.

□ À Québec, il est *out* d'aller faire un tour dans «l'ambiance guidée de l'Astral, le restaurant soucoupe volante au dernier étage de l'hôtel Concorde. La salle qui tourne tout au long du repas vous permet d'avoir une vue à couper le souffle sur la ville et ses environs, mais donne le vertige à plus d'un client».

Des petites natures, ces Africains...

□ À Québec, il est *out* de faire des «virées en motoneige, où le bruit assourdissant du moteur et le froid enlèvent toute magie à la nature environnante».

Là-dessus, on applaudit à trois mains.

□ À Québec, il est *out* de «vouloir perfectionner son anglais. Québec est une place forte de la francophonie. Mieux vaut aller à Montréal ou Vancouver».

Et Vancouver, tous les touristes français vous le diront, c'est à deux heures de route de Montréal...



Jean Charest a été intercepté par la presse jeudi dans les couloirs du Parlement.

NÉGOCIATIONS DANS LA FONCTION PUBLIQUE

Jean Charest hausse le ton

Les syndicats «répondront» de leur mauvaise foi, avertit le premier ministre

■ MONTRÉAL (PC) — Le premier ministre Jean Charest a servi hier une mise en garde aux syndiqués des secteurs de l'éducation et de la santé, dont les leaders de la CSN et la FTQ avaient annoncé la veille leur intention de déclencher un mouvement de grèves tournantes de quatre jours, du 10 au 18 novembre, changeant de région d'une journée à l'autre.

«Ce qu'on vise, c'est une région par jour et tous secteurs confondus» avait alors précisé la présidente de la CSN, Claudette Carboneau.

«Nous on veut négocier. On a dit jeudi qu'on voulait accélérer les négociations. On est prêts à les accélérer, à se mettre à la table et à conclure de ententes le plus rapidement possible. C'est ce que nous souhaitons», a déclaré M. Charest hier en mi-journée, au moment où il amorçait une rencontre avec des stagiaires de l'Office franco-québécois.

«Nous sommes en mode négocier et on va rester en mode négociation», a-t-il poursuivi.

Interrogé sur la crainte qu'inspire généralement dans la population un arrêt de services, particulièrement dans les hôpitaux, M. Charest s'est fait plus incisif. «Nous comptons sur la bonne foi des syndicats. Si les syndicats décident d'agir autrement ils

en répondront», a-t-il averti. Selon la CSN et la FTQ, la première région touchée par la grève, le 10 novembre, sera celle de la Mauricie et le Centre du Québec.

Pour sa part, le président de la FTQ, Henri Massé a indiqué que le mouvement des grèves tournantes «va être assez lent» et que «les services essentiels seront maintenus».

Le calendrier mis au point par la CSN-FTQ prévoit que la grève touchera le 10 novembre le Cœur-du-Québec, la région de Laurentides-Lanaudière le 11 novembre (une partie des syndicats), l'Estrie, la Montérégie et la région Laurentides-Lanaudière (l'autre partie des syndicats) le 14 novembre, l'Outaouais et l'Abitibi le 15 novembre, le Bas-Saint-Laurent et la Gaspésie le 16 novembre, Montréal le 17 novembre et le Saguenay-Lac-Saint-Jean, Québec et la Côte-Nord le 18 novembre.

Faire la lecture aux enfants ne les aiderait pas à apprendre à lire

■ TORONTO — Les parents doivent en prendre bonne note: faire la lecture aux enfants d'âge préscolaire avant qu'ils ne s'endorment ne les aide pas nécessairement à reconnaître les lettres ou à apprendre à lire des mots. Une nouvelle étude démontre que le temps de lecture à des bienfaits sur le plan du développement, mais que les enfants d'âge préscolaire ne portent que très peu d'attention aux mots contenus dans une page. «Nombreux sont les parents qui pensent que lire à leurs enfants peut les aider à apprendre à lire, explique la co-auteur de l'étude, Mary Ann Evans, qui enseigne la psychologie à l'Univer-

sité de Guelph. C'est vrai lorsqu'on considère que lire à votre enfant lui apprend à comprendre la trame d'une histoire. Mais ça ne l'aide pas nécessairement à décoder les mots sur la page.» Lire aux enfants est considéré comme une bonne activité d'alphabétisation à la maison, mais M^{me} Evans souligne que peu de recherches ont été effectuées sur les liens avec la capacité de lecture des enfants. Pour apprendre à lire, les enfants doivent s'attarder aux lettres et reconnaître les mots. Or, selon l'étude publiée dans la revue *Psychological Science* de ce mois-ci, les enfants concentreraient leur attention ailleurs. PC

Raymond Lévesque reçoit plus du double du prix qu'il a refusé

LONGUEUIL (PC) — L'auteur-compositeur-interprète Raymond Lévesque a reçu hier, au terme d'une collecte en son honneur, plus du double du prix de la gouverneure-générale qu'il a refusé.

Plutôt que les 15 000 \$ assortis au prix de la gouverneure-générale pour les arts de la scène, Raymond Lévesque a reçu plus de 33 000 \$, soit les recettes de la collecte de solidarité organisée par la députée bloquiste Caroline St-Hilaire et la Société Saint-Jean-Baptiste de Montréal pour lui venir en aide.

BESOIN D'ARGENT

Prenant la parole pour remercier tous ceux qui avaient participé à cet effort, il a livré un discours en faveur de l'indépendance et a eu des mots très durs à l'endroit de la gouverneure générale

Michaëlle Jean, lui reprochant d'avoir des allégeances politiques adaptables aux besoins de la cause.

Il a reconnu qu'il avait initialement accepté le prix parce qu'il avait besoin d'argent, mais a ajouté qu'il ne pouvait pas aller s'incliner devant la gouverneure générale.

Il s'est dit surpris par le résultat de la collecte, lui qui croyait qu'il n'avait pas beaucoup d'importance et qu'il ne comptait pas pour grand-chose pour les Québécois.

Aujourd'hui âgé de 77 ans, Raymond Lévesque a soulevé beaucoup d'émotion dans l'auditoire en entonnant à capella «Bozo les culottes». L'ancien premier ministre Jacques Parizeau assistait à l'événement mais n'a pas accordé d'entrevues.



Raymond Lévesque

SÉJOURS LINGUISTIQUES
Apprenez une langue, tout en voyageant
Début des cours en tout temps
Anglais, Espagnol et autres
Adultes, affaires, ados, à la carte

www.immersion-vte.com

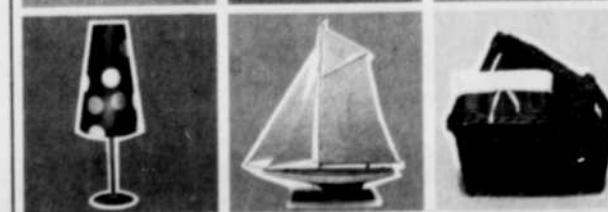
solde 2 jours

le samedi 5 et dimanche 6 novembre 2005



OBTENEZ
20%

DE RABAIS SUR TOUS LES
ARTICLES DE DÉCORATION
À PRIX RÉGULIER



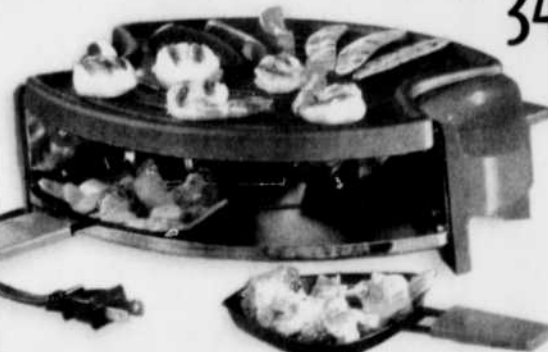
CLÉMENT
meubles & déco

5830, boul. Pierre-Bertrand (Québec)
T (418) 623-0531 ou info@clement.qc.ca

Enfin!

Petit four à raclette pour 4 personnes

34.40\$ l'ens.



POM

LE COIN CULINAIRE

PLACE LAURIER
653-5878

École de diction
orale de communication

QUELQUES JOURS
SEULEMENT POUR
VOUS INSCRIRE

DÉBUT DES COURS
12, 14, 15, 16, 17 nov.

15 ou 30 heures, 5 semaines

VOUS APPRENDREZ À :

- Vous exprimer clairement d'une façon ordonnée
- Maîtriser votre TRAC
- Respirer, poser et projeter votre voix
- Être naturel, crédible et convaincant
- Acquérir plus d'aisance, d'assurance et de confiance
- Être performant en entrevue
- Améliorer votre langage non verbal
- Faire des présentations
- Perfectionner votre diction et votre français parlé (articulation, débit, pauses, intonation, messages téléphoniques...)

Chambre de la sécurité financière UFC

Pour information :

653-1127

Bureaux ouverts samedi et en semaine de 9 h à 16 h.

Pour les fonctionnaires provinciaux, l'École est inscrite au RAP.



MARIE-LAURENCE NADEAU
professeure de diction



JEAN MARTIN, professeur
de communication orale
Formateur agréé,
Emploi-Québec

ENTREVUE ÉDITORIALE AVEC LE PDG DE LOTO-QUÉBEC

La société d'État craint le retour des appareils de loterie vidéo illégaux

ÉLISABETH FLEURY
EFleury@lesoleil.com

■ Le président et directeur général de Loto-Québec, Alain Cousineau, dit avoir des « signaux » lui indiquant un retour des appareils de loterie vidéo (ALV) illégaux.

« On veut fouiller ça davantage, mais on sait qu'à certains endroits, dans des établissements licenciés, il y a des machines d'amusement autorisées qu'on peut transformer avec une commande à distance. Instantanément, la machine d'amusement devient des *free games* ou des crédits que tu peux monnayer au bar », a dit Alain Cousineau en entrevue éditoriale au SOLEIL, hier.

À la police de Québec, les membres du programme ACCES n'auraient encore rien remarqué. « Ils visitent régulièrement les bars, et ils n'ont vu aucune machine illégale depuis plusieurs années », a indiqué l'agent Sylvain Boisvert, porte-parole de la police de Québec. Même chose du côté de la Sûreté du Québec, qui n'a noté « aucune recrudescence » de machines illégales. Il n'a pas été possible d'obtenir hier le son de cloche du SPVM et de la Corporation des bars du Québec à ce sujet.

Le pdg de Loto-Québec estime par

ailleurs que le gouvernement devrait faire davantage en matière de prévention du jeu pathologique, particulièrement en milieu scolaire. « Les études démontrent que le taux de pathologie est aussi élevé, sinon plus, chez les jeunes de moins de 18 ans que chez les adultes (...). Il faut vraiment faire plus en termes de prévention, mettre plus de ressources, parce qu'il y a encore des besoins importants.

La police de Québec n'a encore rien remarqué à cet effet dans les bars

« À l'époque, a poursuivi M. Cousineau, Loto-Québec avait financé le développement d'un vidéo pour les jeunes (...), et on aimerait bien ça qu'il soit distribué dans toutes les écoles. Mais bon, on ne peut pas agir parce que ce n'est pas notre responsabilité. On nous dit : "Ce n'est pas

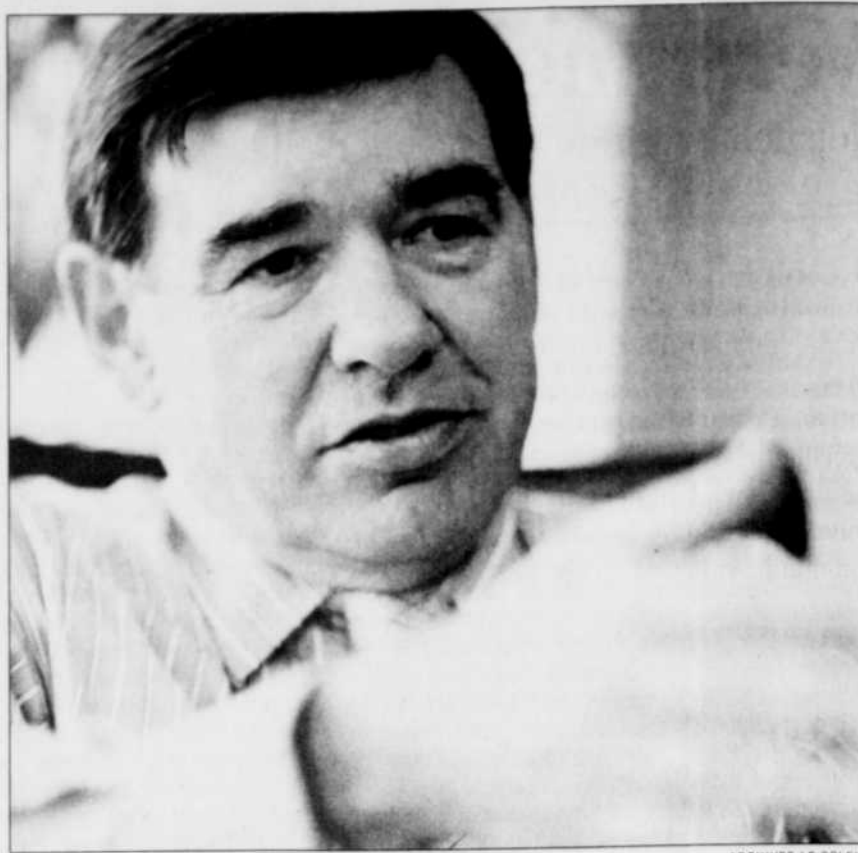
dans votre mandat, vous seriez en conflit d'intérêts." »

Alain Cousineau, qui fait le tour des médias pour mousser le tout nouveau *Bilan de la responsabilité sociale* de Loto-Québec, a insisté sur le nombre de mesures prises par la société d'État pour encourager l'adoption de comportements de jeu sains.

« Il y a des technologies nouvelles qu'on souhaite mettre sur pied pour mieux contrôler le jeu, notamment un système de cartes à puces qui permettrait à la personne de fixer d'avance combien de temps elle veut jouer et combien d'argent elle est prête à perdre. Une fois les limites qu'elle s'était fixées atteintes, la machine pourrait l'arrêter de jouer. »

RESPONSABILITÉ SOCIALE

M. Cousineau s'est par ailleurs défendu de faire la promotion du *Bilan de la responsabilité sociale* de Loto-Québec pour répondre à la controverse liée au déménagement du Casino de Montréal dans le quartier Pointe-Saint-Charles, un des plus pauvres du Canada. « On a commencé à travailler sur le document il y a 18 mois, alors que les échéanciers des autres dossiers n'étaient pas encore fixés. Ce n'est donc absolument pas relié », a-t-il assuré.



ARCHIVES LE SOLEIL

« Les offres de collaboration viennent d'un peu partout sur la planète », a reconnu le pdg de Loto-Québec, Alain Cousineau, lors d'une rencontre éditoriale au SOLEIL.

L'organisation a l'œil sur la Chine

PIERRE COUTURE

PCouture@lesoleil.com

■ Loto-Québec pourrait prendre de l'expansion du côté de la Chine. Des promoteurs désireux d'implanter un casino à Macao s'intéressent de près à l'expertise développée par la société d'État dans la gestion de maisons de jeu.

« Les offres de collaboration viennent d'un peu partout sur la planète », a reconnu hier le pdg de Loto-Québec, Alain Cousineau, lors d'une rencontre éditoriale au SOLEIL.

Selon le pdg, des promoteurs asiatiques souhaitant ouvrir à Macao une maison de jeu auraient démontré un véritable intérêt pour retenir les services de la filiale Casino Mondiale de la société d'État.

Ancienne colonie portugaise rétro-cédée à la Chine en 1999, Macao est devenue ces dernières années un véritable paradis du jeu. Située à 64 km de Hong-Kong, Macao accueille sur son territoire des dizaines de casinos dont les profits annuels dépassent les 5 milliards \$US. « Il y a donc là pour nous une perspective de croissance intéressante », a souligné le pdg.

Alors que ses revenus plafonnent au Québec, Loto-Québec voit grand dans le potentiel international. Seulement dans le marché des casinos, la croissance anticipée est de 40 % d'ici 2012, franchissant la barre des 100 milliards \$US par année.

Outre la Chine, des promoteurs voulant construire un casino à la Barbade seraient également en pourparlers avec Loto-Québec.

« Nous faisons maintenant face à un choix stratégique important qui déterminera notre orientation commerciale future », a notamment fait valoir le pdg.

TOUJOURS EN LICE À LILLE

Il faut dire que Loto-Québec, par

l'entremise de sa filiale Casino Mondiale et de son partenaire français Tahoé, se retrouve toujours finaliste pour l'exploitation d'un casino à Lille, en France.

La société d'État a présenté à la Ville de Lille un projet de construction et de gestion d'un casino jumelé à un hôtel (quatre étoiles), à deux restaurants et à une salle de spectacles. La superficie des installations proposées dépasserait les 25 000 pi².

EXPERTISE RECONNUE

Loto-Québec fait valoir que son expérience dans le domaine de l'hôtellerie, par la gestion de ses casinos-hôtels du lac Leamy, en Outaouais, et de La Malbaie, entre autres, joue maintenant en sa faveur. « Notre expertise dans ces domaines est reconnue à l'échelle mondiale », a indiqué M. Cousineau.

Et il ne fait aucun doute qu'en remportant le concours de Lille, Loto-Québec pourrait ensuite s'en servir comme vitrine internationale. « Ça nous permettrait surtout d'aller chercher des revenus supplémentaires et de montrer notre savoir-faire au reste du monde », d'ajouter le pdg.

Rappelons que dans une première tentative pour « percer » le marché international, Loto-Québec — et son partenaire Tahoé — a perdu plus tôt cette année un contrat d'environ 88 millions \$ pour la construction et l'exploitation d'un casino à Toulouse, toujours en sol français.

Sortez vos orthèses.

Vous sacrifiez vos goûts pour votre confort ? Pouliot, le spécialiste des pieds depuis plus de 30 ans, peut vous aider. Dernières tendances, importations exclusives... ses maîtres-chaussiers vous offrent la plus belle et la plus vaste sélection de chaussures pour orthèses sur le marché. Faites-vous du bien, venez chez Pouliot aujourd'hui.

Montréal • Rimouski • Gatineau
Québec : 2990, chemin Sainte-Foy • 418 652.0100
1 800 363.6172

POULIOT
LABORATOIRE D'ORTHÈSES DU PIED

ÉLECTIONS MUNICIPALES 2005



QUI DÉSIGNEREZ-VOUS
À LA MAIRIE DE VOTRE
MUNICIPALITÉ ?

ÉMISSION SPÉCIALE QUÉBEC ET EST DU QUÉBEC

DIMANCHE, 22 H 30

ANIMATION JULIE DROLET

WWW.RADIO-CANADA.QC



RADIO-CANADA

VOUS ALLEZ VOIR.

Vers une guérilla urbaine à Paris

Neuvième nuit de violence dans les banlieues nord-est de la capitale française

LOUIS-BERNARD ROBITAILLE
Collaboration spéciale

■ PARIS — Des émeutes spontanées des premières heures qui ont suivi la mort par électrocution de deux jeunes, le 27 octobre, on est passé, pour la neuvième nuit consécutive, à ce qui ressemble à une sorte de guérilla urbaine. Au départ, des affrontements très violents entre manifestants et policiers à Clichy-sous-Bois et dans les communes voisines, au nord-est de Paris.

Mais, en cette neuvième nuit de violences, les incidents graves se sont multipliés dans diverses banlieues, parfois très éloignées du lieu du drame qui a mis le feu aux poudres. Dans la soirée d'hier, la contagion avait gagné des quartiers sensibles de Toulouse, de Lille et de Rouen. Selon les services de police, il s'agit désormais de petits groupes très mobiles, qui attaquent par surprise des commerces ou une entreprise puis disparaissent.

Le maire communiste de Stains, en banlieue parisienne, Michel Beaumale, a vu des jeunes émeutiers tenter d'incendier sa voiture, « et ils n'étaient manifestement pas du quartier ». Du coup, la police, qui fonctionnait en grosses formations de 30 ou 40 hommes, privilégie les petites unités de cinq ou six personnes, plus nombreuses et plus mobiles elles aussi.

Mais il est difficile de savoir où les bandes de casseurs vont frapper. Peu avant minuit, hier soir, le bilan était déjà assez lourd, avec une centaine de voitures incendiées, pour la plupart dans le département de la Seine-Saint-Denis, le fameux « 93 », qui compte 1,4 million d'habitants et regroupe un grand nombre de « quartiers sensibles ». À l'image de Clichy-sous-Bois, avec ses 25 % de chômeurs.

Pour éviter le « caillassage » ou l'incendie de nouveaux autobus, souvent pris pour cibles par les bandes de jeunes, le service a été interrompu dès 19 h hier sur 33 des 70 lignes de bus du département. Dans la journée d'hier, il a été interrompu aussi sur la ligne B du Réseau express régional, qui mène de la gare du Nord à Aulnay-sous-Bois (et l'aéroport de Roissy). Il devait reprendre ce matin. Avec des escortes policières. Hier également, on apprenait qu'une femme han-

dicapée de 56 ans avait failli périr brûlée dans l'incendie d'un bus à Sevran, et qu'elle avait été hospitalisée avec de très graves brûlures.

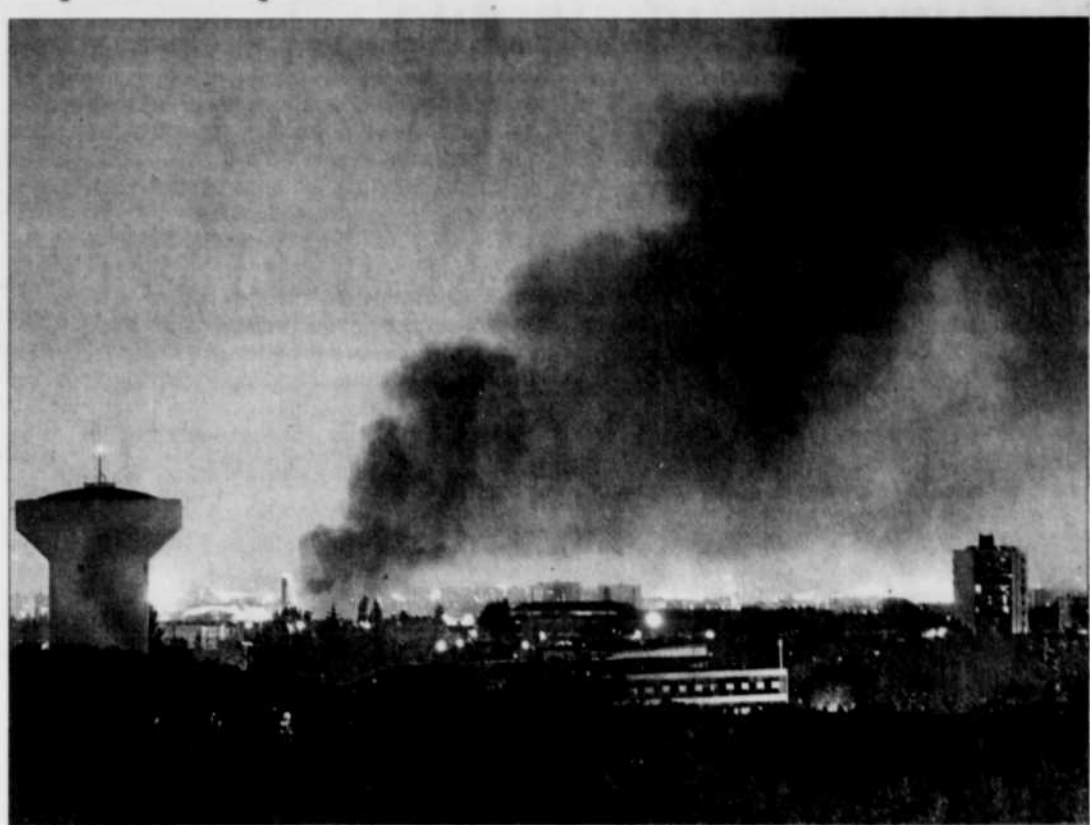
Sur ce qui ressemblait à un front éclaté, les nouvelles tombaient au cours de la soirée : un stationnement souterrain incendié à Suresnes, banlieue plutôt paisible de l'ouest parisien ; un concessionnaire Opel incendié à Corbeil-Essonne, au sud, mais aussi deux grands entrepôts de textile d'Aubervilliers, en proche banlieue, mobilisant 160 pompiers — mais sans qu'on sache encore s'il s'agissait d'un incendie criminel. Ailleurs, on enregistrait une attaque au cocktail molotov contre un camion de pompiers venus secourir une malade. Dans l'après-midi, cinq voitures avaient été incendiées au sous-sol du palais de justice de Bobigny, la préfecture de Seine-Saint-Denis.

Comme au cours des nuits précédentes, il faudrait attendre le lever du jour pour faire le compte exact des incidents. Dans la nuit de jeudi à hier, il s'établissait à 519 voitures incendiées, et à de nombreux bâtiments publics, entreprises et commerces saccagés. On estimait hier soir à près de 1 400 les voitures incendiées en neuf jours. Et, si l'on peut dire, « seulement » 250 arrestations et 17 personnes maintenues en détention : il est vrai que les fauteurs de trouble sont le plus souvent insaisissables.

LES MAIRES SE RASSEMBLENT

Hier, en fin d'après-midi, 30 maires de Seine-Saint-Denis, gauche et droite confondues, et des dizaines d'élus locaux étaient rassemblés sur le parvis de l'hôtel de ville de Bobigny pour manifester leur inquiétude devant ce que le MRAP, mouvement antiraciste, appelait « une insurrection prévisible ». Constitution de ghettos immigrés dans les banlieues pauvres des grandes villes, chômage endémique chez les jeunes, situations de non-droit absolu dans de grandes cités HLM : « On ne peut pas excuser les voyous et les incendiaires », dit Jean-Pierre Brard, maire communiste de Montreuil, mais il faut entendre la désespérance. De son côté, Éric Raoult, maire UMP (droite) d'une ville voisine, expliquait : « Ça me fait vraiment mal d'entendre la télévision portugaise s'inquiéter de la sécurité des ressortissants portugais de la région parisienne. Ou la télé russe comparer notre département à la Tchétchénie... »

De son côté, le premier ministre de Villepin re-



De nombreux commerces ont été saccagés et brûlés, comme cet entrepôt près de Le Bourget.

cevait 16 jeunes de la banlieue de 18 h à 20 h 30, pour entendre leur point de vue et leurs propositions. Plus tôt, il s'était concerté avec son ministre de l'Intérieur, Nicolas Sarkozy, accusé par beaucoup d'avoir attisé le feu par ses déclarations sur « les canailles » et « le nettoyage des cités au Kärcher ». De petites formations de gauche — le Parti communiste et les Verts — ont d'ailleurs demandé sa démission. Ce que n'a pas fait le Parti socialiste.

Même si tous les principaux acteurs sociaux reconnaissent que les « quartiers sensibles » posent des problèmes à très long terme, et demandent « une action suivie et volontariste sur plusieurs années », la plupart accusent Nicolas Sarkozy non pas tellement de tenir un discours « sécuritaire », mais d'avoir privé ces banlieues de police de proximité et d'avoir fortement diminué les subventions aux associations de quartier, qui jouent un rôle de médiation indispensable.

Sempron 3000+ 512 megs DDR Disque 160g Graveur DVD + 9 en 1 Moniteur ACL 17 Imprimante Windows + Antivirus 999⁹⁹	acer 999⁹⁹	ROUTER DI-604 D-Link 39⁹⁹	PORTABLE ACER Centrino 1.7 512 MB 80 GB Réseau sans fil Ecran 15.4" Graveur DVD 1259⁹⁹	GRAVEUR DVD NOUVEAU MODELE LG4167B 58⁹⁹
MICRO DATA 4825, 1re Avenue, Châteaubourg, QC H1N 2T5	(418) 623-3073 www.microdata.ca Valable jusqu'au 8 octobre 2005	MEMOIRE DDR 512 KINGSTON 59⁹⁹	DISQUE DUR 80 G 79⁹⁹	

En exclusivité

Four à raclette rouge
999⁹⁹
pour 8 personnes

Cuisinart

CUISINE actuelle. Place Ste-Foy 658-5879

Deux noms...
DEUX NOMS... UNE RÉPUTATION
une réputation

Fidèle
compagnon
des jours froids...

votre manteau
PRÉMONT FORGUES

Nous payons les taxes
sur les cuirs et
les lainages*

* Manteaux
à prix régulier.
Jusqu'au
19 novembre.

PRÉMONT FORGUES

PLACE DE LA CITÉ • SAINTE-FOY (418) 654-3660

cérémonie de remise des prix

Jeunes diplômés de l'Université Laval

Lors de la cérémonie de remise des prix « Jeunes diplômés de l'Université Laval », l'Association des diplômés a honoré, le 1^{er} novembre dernier, quatre de ses jeunes membres en leur remettant la médaille « Raymond-Blais ». Cette médaille, qui est attribuée depuis 1987, reconnaît les faits d'armes remarquables réalisés par de jeunes diplômés au cours de leur carrière naissante.

Récipiendaires 2005

- | | |
|--|--|
| | M. Marc Boutet
(Sciences et génie 2000)
Coprésident et directeur général
De Marque Inc. |
| | Mme Marie-Josée Garneau
(Droit 1993)
Vice-présidente
Le Canard Goulu inc. |
| | Mme Hélène Guilmette
(Musique 1999)
Cantatrice de renommée internationale |
| | M. Frédéric Picard
(Sciences et génie 1996 et médecine 1999 et 2000)
Professeur-chercheur
Faculté de pharmacie |

L'Association des diplômés de l'Université Laval et son partenaire TD Meloche Monnex ont aussi profité de cette cérémonie pour remettre des bourses d'étude à quinze nouveaux étudiants méritants. L'Association des diplômés de l'Université Laval est fière des mérites exceptionnels de ces récipiendaires et de la contribution tangible de ses 210 000 membres au développement de notre société. L'Association poursuit ainsi cette tradition de reconnaissance depuis 1987. Pour plus d'information sur les récipiendaires et sur l'Association des diplômés : www.adul.ulaval.ca

Avec la collaboration de



UNIVERSITÉ LAVAL

Le Groupe gai encore victime d'homophobie

ELISABETH FLEURY
EFleury@lesoleil.com

Le Groupe gai de l'Université Laval (GGUL), qui a reçu des menaces de mort l'hiver dernier, se dit toujours victime d'homophobie.

En entrevue au SOLEIL, hier, le président du GGUL, Florent Tanlet, a affirmé que les affiches du Groupe étaient systématiquement arrachées des babillards des différents pavillons de l'Université Laval. « Depuis le début de l'année que c'est comme ça, a déploré M. Tanlet. On installe des affiches "Soyons nous-mêmes", sur lesquelles on voit deux hommes et deux femmes se prenant par la main, et elles sont constamment arrachées. On les remplace, et elles disparaissent encore. »

Florent Tanlet s'est plaint au service de sécurité de l'Université, sans succès. « Ils nous disent qu'ils ne voient rien sur leurs caméras », a expliqué le président du GGUL, qui souhaite maintenant que

la direction de l'Université « prenne position ». « Elle ne doit pas tolérer l'homophobie à l'intérieur de ses murs, et devrait entreprendre des démarches pour lutter contre ça », croit-il.

Pour M. Tanlet, il est inacceptable que l'homophobie existe encore en 2005 malgré les nombreuses campagnes d'éducation. « La plupart des gens homophobes sont pleins de préjugés, d'où l'importance de continuer à faire de l'éducation. »

Le 25 février dernier, les responsables du GGUL avaient trouvé dans leur local une enveloppe contenant des messages haineux s'apparentant étrangement à des menaces de mort. « À mort l'homosexualité », pouvait-on lire sur l'un d'eux. « Les mariages gais égalent la mort du Canada », disait un autre.

Le GGUL a porté plainte à la police, et les menaces ont cessé. « Même si on ne reçoit plus de messages haineux, l'homophobie est encore bien présente », dit M. Tanlet.

EN BREF

Mandat de grève chez Renaud-Bray

■ Quelque 350 syndiqués de certaines librairies Renaud-Bray situées à Montréal, à Brossard, à Sherbrooke, à Saint-Jérôme et à Victoriaville viennent de se donner un mandat de grève. Ces travailleurs, membres du Syndicat des employés professionnels et de bureau, affilié à la FTQ, travaillent dans 11 des 26 succursales de la chaîne de librairies. En entrevue, le président du Syndicat des employés, Patrick Rondeau, a dit vouloir laisser toutes les chances à la négociation durant le mois de novembre. Il ne compte pas exercer son mandat de grève avant le mois de décembre, qui est toutefois une période de pointe pour les librairies, à cause des cadeaux de la période des Fêtes. Les principaux points en litige sont les salaires, les horaires de travail et la sécurité d'emploi. **PC**

Richer Lapointe poignardé

■ L'ancien employeur de la meurtrière Karla Homolka, Richer Lapointe, a été victime d'une agression au couteau, jeudi soir, à Longueuil. M. Lapointe, qui n'a été blessé que très légèrement, sortait de son véhicule, dans l'entrée de sa résidence de l'arrondissement Saint-Hubert, lorsqu'un homme cagoulé l'a poignardé au dos, puis s'est enfui rapidement. Richer Lapointe a lui-même appelé les policiers; il a par la suite refusé d'être transporté par ambulance vers un centre hospitalier. La police de Longueuil a ouvert une enquête. **PC**

2 milliards \$ d'opérations financières suspectes

■ Dans son rapport annuel 2004-2005, le Centre d'analyse des opérations et déclarations financières du Canada (CANAFE) a ciblé des cas de blanchiment d'argent et de financement d'activités terroristes totalisant plus de 2 milliards \$ au pays. Le CANAFE a remis cette année 142 dossiers à la police et au Service canadien de renseignement et de sécurité (SCRS). C'est moins que les 197 cas étudiés l'année précédente, mais les dossiers en question impliquent trois fois plus d'argent. **PC**

Il lègue 1,3 million \$ à une Église pour son chat

■ L'avenir de Red semble parfaitement assuré jusqu'à la fin de chacune de ses neuf vies. Quant à elle, l'Église unie du Canada compte 1,3 million \$ de plus dans ses coffres, gracieusement d'un homme d'Ottawa qui, selon ses voisins, aimait les fleurs et les animaux, mais n'assistait jamais à la messe. David Harper, qui est décédé à l'âge de 79 ans, n'en a pas moins légué sa fortune à l'Église, à la condition qu'elle s'assure que l'on prenne soin de son chat marbré. M. Harper, un célibataire qui vivait en toute simplicité, était jardinier à la Ferme expérimentale centrale, à Ottawa. D'ici à la fin de ses jours, Red obtiendra pour 80 \$ par mois de nourriture et de soins, l'Église unie devant en outre payer les factures du vétérinaire. **PC**

DÉBAT PARTICIPE PRÉSENT

Donner pour soulager sa conscience ?

MARIE CAQUETTE

MCAquette@lesoleil.com

■ Les grandes campagnes de charité du temps de Noël soulagent-elles plus la conscience de ceux qui donnent que la pauvreté elle-même? Le thème du prochain débat devant public, dans la série Participe Présent, lundi, fait tiquer l'un des quatre conférenciers invités, l'économiste Jean-Yves Duclos, professeur à l'Université Laval.

« Cela sous-entend qu'on donne pour se faire plaisir sans que cela ait beaucoup d'effet », dit-il. Comme si l'on choisissait de se faire plaisir plutôt que d'aider ceux qui sont dans le besoin, poursuit M. Duclos, qui participera lundi au débat présenté au Musée de la civilisation en collaboration avec LE SOLEIL, la radio de Radio-Canada, l'Université Laval et la librairie Pantoute.

L'économiste convient toutefois que ces campagnes gagneraient à s'étirer toute l'année et à privilégier les dons en argent.

La formule actuelle « déstabilise le fonctionnement des familles pauvres, où Noël est comme une loterie alors que la vie, tout le reste de l'année, est difficile ».

Il y a des politiques et des programmes qui peuvent mieux contribuer à redresser les inégalités, signale le professeur. Selon son expertise cependant, ni les propositions de la gauche, où l'on privilégie une meilleure redistribution des revenus, ni celles de la droite, qui insistent uniquement sur l'augmentation de la richesse, ne sont en mesure de venir à bout de la pauvreté.

Sur le plan économique, Jean-Yves Duclos se situe un peu inconfortablement sur la clôture. Une sorte de libéral comme on l'entendait au siècle dernier, dit-il, qui croit à l'intervention de l'État pour éviter des déséquilibres flagrants, mais qui refuse d'aller jusqu'à un interventionnisme pesant, source d'inefficacités coûteuses.

L'économiste est convaincu que ce sont les entrepreneurs qui créent la richesse. Même si les Québécois, dit-il, n'aiment pas cette race de monde, qu'on enterre sous la réglementation et les charges fiscales et qui sont toujours suspects ou facilement traités de voleurs. « S'il est actif dans le milieu social, on dit qu'il veut racheter sa conscience. Ici, on ne voit pas l'entrepreneur comme quelqu'un qui gagne sa vie et aide les autres à gagner leur vie. »

Les Vincent Lacroix sont une petite minorité, à son avis. La majorité des entreprises agissent de façon responsable et ont besoin d'une certaine liberté de manœuvre pour contribuer à la croissance économique.

REVENU MINIMUM GARANTI

Tout de suite après ce credo en faveur de l'initiative privée et de la liberté, Jean-Yves Duclos enchaîne avec... la proposition d'instaurer un régime de revenu minimum garanti pour tous.

Une formule qui a trouvé preneur tant chez le syndicaliste Michel Chartrand qu'à l'ADQ, rappelle-t-il. Une vieille idée recyclée des années 1960, intéressante « pour restaurer la dignité des gens sur l'aide sociale, trop dépendants d'un soutien qui les pénalise s'ils commencent à essayer de s'en sortir. »

Ce revenu de base pour tous, non imposable, ne peut prendre forme qu'au prix de l'abolition de la panoplie d'aides financières de toutes sortes que l'État assume à grands frais.

Cela dégagerait des sommes qui pourraient être d'environ 7000 à 8000 \$ par adulte, 3000 \$ par enfant et 10 000 \$ pour un chef de famille



La formule de dons actuelle « déstabilise le fonctionnement des familles pauvres, où Noël est comme une loterie alors que la vie, tout le reste de l'année, est difficile », soutient l'économiste Jean-Yves Duclos.

monoparentale. En compagnie de deux universitaires de Laval, le professeur Duclos a signé, en 2004, une étude qui confirme la faisabilité de cette mesure.

C'en serait, par contre, fini avec les logements sociaux. Une mesure inéquitable, à son avis, parce que ces logements ne seront jamais accessibles à tous ceux qui en ont besoin. Et onéreux, parce que la construction d'un quatre pièces et demie coûte de 80 000 à 100 000 \$ et que son entretien revient à 10 000 \$ par an, dit-il.

« On comprend que ceux qui y ont accès vont tout faire pour garder un tel logement, comme refuser un emploi qui les obligerait à déménager. On met les gens dans un ghetto. On les attache. Ils perdent confiance et deviennent fatalistes. » Une réalité que Jean-Yves Duclos dit avoir observé, au Royaume-Uni, où il a séjourné pendant cinq ans.

Le côté sombre (ou surprenant) d'un régime de revenu de base garanti serait un taux d'imposition universel de 60 % sur tout revenu supplémentaire. C'est la seule façon de financer ce régime. Mais c'est moins que le taux d'imposition de 100 % qui frappe le bénéficiaire de l'aide sociale qui gagne un sou de plus que le montant auquel il a droit, souligne-t-il. Mais pourquoi travailler avec un revenu garanti? Il le faudrait, avance le professeur Duclos, parce que la moitié de ce revenu dépendrait d'une contribution au bien-être de la société (en travail rémunéré ou bénévole). « Il faudra d'abord changer les mentalités », reconnaît-il, mais cette participation est essentielle pour favoriser l'inclusion sociale.

Les autres invités à ce débat, qui débutera à 19 h 30, seront Marc de Koninck, président du comité de développement social chez Centraide-Québec, Vivian Labrie, coordonnatrice du Collectif pour un Québec sans pauvreté, et Carole Parent, présidente du conseil d'administration du Fonds d'emprunt économique communautaire de Québec. On réserve sa place dans l'auditorium du Musée de la civilisation au: 643-2153. Coût : 3 \$.

MANTEAUX
MANTEAUX

Ayez
fière allure,
tout en étant
au chaud

Manteau en duvet garni
d'un capuchon amovible,
par Zero Xposure
Seulement chez
Manteaux Manteaux

99\$
rég. 190\$

La maison
du manteau
au Québec

manteaux.com
1 888 MANTEAU

Quantités limitées. La sélection
peut varier d'un magasin à l'autre.

LINEN CHEST

IL NE RESTE QUE 2 JOURS

VENTE

D'ENTREPÔT ANNUELLE EN MAGASIN
PLUS DE 3 000 000 \$ D'INVENTAIRE À LIQUIDER



DES ÉCONOMIES
À TRAVERS NOS
MAGASINS SUR
UNE IMMENSE
SÉLECTION DE
MARCHANDISE

NOUS PAYONS
LA **TPS**
ET LA **TVQ**
SUR TOUS LES ARTICLES
MARQUÉS D'UNE
ÉTIQUETTE ROUGE!

ACHETEZ UN ARTICLE,
OBTENEZ-EN UN
GRATUITEMENT

SUR TOUS LES ARTICLES
MARQUÉS D'UNE
ÉTIQUETTE BLEUE

NOS PRIX SONT IMBATTABLES ! COMPAREZ, VOUS SÊREZ CONVAINCUS !

Place Laurier, Ste-Foy : (418) 658-5218

UN COUP DE PÉDALE À 13 000 \$



Pédaler fort peut donner de bons résultats. La preuve : André Provencher, éditeur du SOLEIL, a remis la somme de 13 000 \$ à la Fondation des Gouverneurs après avoir participé à leur randonnée cycliste annuelle, en septembre. La Fondation se chargera de répartir le montant en bourses de 500 \$ à 2000 \$ parmi les meilleurs jeunes athlètes de la région. « C'est vraiment le premier coup de pouce qui les aide à faire le saut au niveau professionnel », souligne M. Provencher. Pour la 25^e année de la randonnée, il assurait la présidence d'honneur avec Charles Dionne, cycliste professionnel. « J'ai moi-même bénéficié de ces bourses plus jeune, et ça m'a beaucoup aidé », commente-t-il. La Fondation est déjà à « reprendre son bâton de pèlerin » afin de dénicher d'autres partenaires pour 2006. Sur la photo : Sylvain Proulx, président du conseil d'administration de la Fondation, Charles Dionne, René Côté, président de la Randonnée des Gouverneurs, et André Provencher.

HARRY POTTER

Un groupe de musique débouté

TORONTO (PC) — La Cour supérieure de l'Ontario a rejeté, hier, la demande d'un groupe de musique folk de Winnipeg d'empêcher la sortie du quatrième film de Harry Potter au Canada en raison d'une possible confusion entre le nom de leur groupe et des personnages de l'histoire.

Le groupe The Wyrd Sisters a tenté d'empêcher la sortie du film *Harry Potter et la Coupe de feu*, prévue pour le 18 novembre, arguant que le groupe de musique fictif, présent dans le film, ruinerait leur carrière. Le groupe demandait 40 millions \$ en dommages et intérêts de Warner Bros, qui distribue le film. Bien qu'il n'y ait aucune mention dans la production cinématographique

des Wyrd Sisters, le roman de J.K. Rowling duquel le film est tiré fait référence à un groupe de sorcières chevelues appelé les Weir sisters.

« Je ne crois pas que la présence de trois musiciens dans le film causera une tromperie suffisamment grave pour affecter la valeur du nom The Wyrd Sisters pour les codemandeurs », a dit le juge Colin Campbell.

Formé en 1990, The Wyrd Sisters a argué que la franchise de Harry Potter ruinerait sa réputation.

Les membres du groupe ont affirmé que le public allait confondre leur musique folk avec le groupe créé pour le film, qui inclut des membres des groupes Radiohead et Pulp.

Wendake se prononce

Référéndum sur le sort des enfants d'Élizabeth Vincent aujourd'hui

CLAUDE VAILLANCOURT
Cvailancourt@lesoleil.com

Le référendum que tiennent aujourd'hui les Hurons-Wendats sur l'expulsion ou non des enfants de la contrebandière Élisabeth Vincent des trois maisons confisquées par les tribunaux, en marge de son trafic de cigarettes, est loin de clore le débat sur la tolérance de la criminalité dans les réserves indiennes. Il permettra aussi de savoir si les autochtones, en commettant des gestes illégaux, croient pouvoir rester à l'abri des saisies, un droit que leur reconnaît la Loi sur les Indiens.

« Le fait de redonner les propriétés à des personnes reconnues coupables

de gestes criminels conforterait d'autres personnes à agir dans le même sens et cela ternirait, de façon grave, la réputation, la crédibilité et l'image de notre nation auprès de l'opinion publique et auprès de nos nombreux partenaires privés et gouvernementaux dans divers dossiers », analyse Raymond Picard, directeur du développement économique, des services techniques, des terres et de l'habitation de la communauté, dans une note confidentielle, adressée le 15 janvier 2004 au Conseil de la nation huronne-wendate, lequel était alors sous la gouverne du grand chef Wellie Picard.

« Il faut comprendre que, pour le tribunal et le système de justice en général, il ne s'agit pas ici d'une question de droit à défendre, mais de crime, et que si l'on encourageait ou si on le tolérât, cela ne pourrait que déstabiliser davantage la gestion politique, l'économie, le développement et le climat social de notre communauté », poursuivait le fonctionnaire dans la « note de service » dont LE SOLEIL a obtenu copie.

M. Picard, qui a ignoré les appels du SOLEIL — à l'exemple de beaucoup de personnalités de la communauté —, résume à lui seul l'enjeu de ce référendum dont la mise en œuvre a été confiée à l'ancien directeur général des élections du Québec Pierre F. Côté.

Au terme de cette consultation populaire, le Conseil de la nation, présidé par le grand chef Max Gros-Louis, devra valider, en assemblée, le vœu des 2400 électeurs, dont la moitié vivent en dehors de Wendake.

LES CHEFS FAMILIAUX

Mais si les chefs familiaux maintiennent leur position, en dépit d'un résultat favorable à l'expulsion, le Cercle des sages, une structure qui a forcé la tenue de la consultation populaire, n'aurait possiblement d'autre choix que de demander la mise sous tutelle de leur Conseil auprès du ministère des Affaires indiennes du Canada, murmure-t-on à Wendake.

« Ça n'ira pas jusque-là », prédit Sylvain Picard, président du conseil d'administration d'Investissement Premières Nations du Québec, une société en commandite vouée au développement économique des Premières Nations. « Jamais un chef de famille ne va oser aller

contre le vœu de la population. Et s'il devait le faire malgré tout, il devra démissionner. » Pourtant, dans les assemblées précédentes, Richard Picard, le chef familial de l'homme d'affaires, a ouvertement défié le vœu majoritaire de la famille Picard-Lainé en optant pour le maintien des enfants dans les maisons de leur mère.

LA VENTE DE CIGARETTES

Sylvain Picard et le directeur exécutif de la Société de crédit commercial autochtone, Jean Vincent, du temps qu'ils étaient agents de développement économique de la Société de développement wendat et que Max Gros-Louis agissait déjà comme grand chef, avaient prédit, à leur façon, que la vente de cigarettes, dans les réserves amérindiennes, allait causer du brouhaha.

Vincent et Picard écrivaient que « certains membres de la communauté entretenaient des activités fort lucratives liées au commerce du tabac ». Or, selon leurs informations, « tout porte à croire que nos concitoyens hurons achètent leurs stocks directe-

ment des Mohawks, ces derniers s'approvisionnant d'abord auprès des commerçants de la réserve de Saint-Régis », aujourd'hui Kanasetake.

Pour eux, « seuls quelques individus s'enrichissent... alors qu'une telle pratique n'est pas dénuée de risques ».

Détectant une « zone grise » dans la Loi sur les Indiens, laquelle permettrait cependant « d'exercer certains droits », les deux hommes élaboraient divers scénarios pour le Conseil.

Finalement, le Conseil a laissé faire les choses malgré l'opinion que les deux hommes formulaient dans le scénario n° 2 : « Le fait de ne pas intervenir et de fermer les yeux revient à laisser les forces du marché régir le commerce des cigarettes vendues hors taxe sur la réserve », écrivaient-ils. Nous pouvons d'ores et déjà soupçonner que plusieurs autres agents économiques planifient présentement d'entrer dans la course. Encore une fois, les bénéfices réalisés iront dans les poches d'individus alors que les conséquences risquent de frapper l'ensemble de la communauté.

« C'est bien ce que l'on avait prédit », confiait Sylvain Picard, hier.

Et pour lui, le dossier est clair : les tribunaux se sont prononcés sur le sujet après une lutte de plusieurs années. « Ces gens-là, dit-il, vivent dans des maisons confisquées sans rien payer en retour. Moi, je dois rembourser mon prêt jusqu'à la dernière cenne pour devenir le propriétaire de ma maison. Oublier ce fait, c'est mettre en cause tout notre système d'acquisition à l'habitation. »

2400
électeurs
sont
appelés
à voter

fitness l'entrepôt

Là où vous trouverez de VRAIS RABAIS!

Offrez-vous la forme!

Support à vélo I-Magic

- Le Tacx Cycleforce I-Magic est le premier Virtual Reality Trainer au monde à faire de vos rêves une réalité
- Le I-Magic se branche à un ordinateur PC
- En utilisant votre propre vélo, sélectionnez un environnement et mesurez-vous à des concurrents

Prix de détail suggéré : 1699\$

SEULEMENT 3 EN MAGASIN

Prix Fitness Entrepôt **999\$**

1999\$

NOUVEAU

Tapis roulant Bodyguard T240

Super tapis de course
Meilleur achat
Meilleure garantie
Qualité-prix
Moteur : 2,75 HP DC

3499\$

Tapis roulant Bodyguard T280C

12 programmes
Moteur : 3 HP DC
Courroie orthopédique
20 po x 57 po
11 MPH
15% inclinaison

2499\$

Tapis roulant Bodyguard T260

9 programmes
Moteur : 2,75 HP DC
0,5 à 10 MPH
15% inclinaison
Poids d'utilisateur : max. 350 lb

699\$

Spinner Elite

- Roue d'entraînement signature LG de 19 kg
- Ajustement avant-arrière de la selle
- Selle de couleur agencée et plus

1099\$

Spinner Luxor

- Guidon de type course
- Protège-sueur et porte-bouteille stylisé
- Ajustement de tension et pneu d'urgence facile d'accès
- Selle coulissante pour réglage rapide
- Pédales à double accès

MAGASIN ENTREPÔT

355, rue Marais • **418 688-8352**

CHICOUTIMI

1915, boul. Talbot
418 549-9669

jusqu'à 36 mois sans intérêt

(sous réserve de l'approbation du service de crédit)

DIMANCHE 6 novembre EN SOIRÉE

BINGO DES CHUTES

www.bingodeschutes.com

4175, Boul. Ste-Anne Beauport
667-0921

Licence 0718 51324-1

TOUS LES JOURS

EN APRÈS-MIDI 13H ET EN SOIRÉE 18H45

106,3 FM

PREMIÈRE CHAÎNE

ÉLECTIONS MUNICIPALES:

L'annonce des résultats dans la grande région de Québec

avec Michel Lamarche

DIMANCHE 6 NOVEMBRE DÈS 20 h

Réalisation: Robert Prévost

www.radio-canada.ca/quebec

LE PLUS GROS TÉLESCOPE AU MONDE

Un Québécois parmi les maîtres d'œuvre

PATRICIA CLOUTIER
Pcloutier@lesoleil.com

■ Le Canada et les États-Unis sont à la veille de construire le plus gros télescope au monde: le TMT. Luc Simard, un astronome québécois de 37 ans, relève le défi de coordonner une partie du projet.

« Quand on m'a proposé de travailler là-dessus, j'ai dit : « Oui, s'il vous plaît ! » J'ai commencé à faire de l'astronomie dans ma cour à l'âge de sept ans avec un télescope de six pouces. Alors, imaginez un télescope de 30 mètres ! », lance-t-il en entrevue téléphonique depuis son domicile de Victoria, en Colombie-Britannique.

Pour M. Simard, la réalisation de ce rêve de jeunesse est excitante, mais revêt aussi un caractère officiel. « C'est certainement le télescope qui va dominer l'astronomie pour les 50 prochaines années », prédit-il.

En effet, le télescope TMT (pour Thirty Meter Telescope) sera aussi large qu'un terrain de football américain et pèsera 2600 tonnes. Son dôme pourrait contenir un Boeing 747 et ses caméras auront la taille de petites maisons. Si bien que les humains pourront y entrer pour en faire l'entretien. « C'est vraiment gigantesque », s'exclame-t-il.

Le but de ce télescope géant n'est pas de voir plus loin dans l'univers,

mais de voir mieux. « On pourra observer avec une grande précision les planètes qui se forment autour des autres étoiles », explique M. Simard.

Contrairement aux télescopes habituels, qui sont de forme allongée, le TMT est plutôt rond, avec une lentille composée de 780 petits miroirs hexagonaux, qui ne forment finalement qu'une seule surface.

Il est difficile de prédire ce que les scientifiques vont trouver avec leur nouveau joujou. Quand même, ils espèrent découvrir la première lumière de l'univers (après le big-bang) et également s'il y a de la vie sur d'autres planètes.

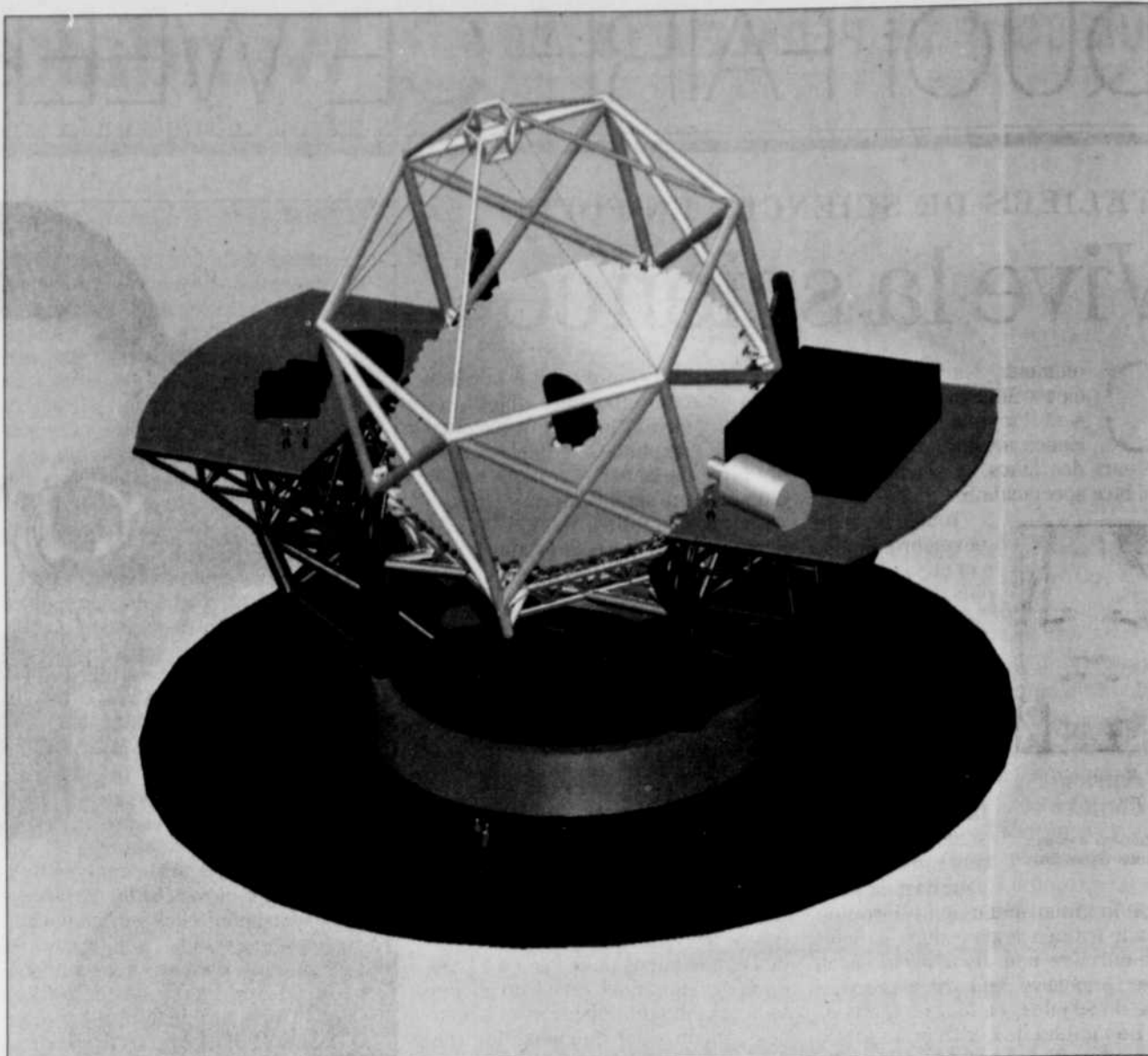
À l'heure actuelle, les télescopes Kirk sont les plus volumineux sur terre et leur lentille est 10 fois moins grande que celle du TMT.

PROJET UNIQUE

Le TMT est un projet unique au monde et réalisé de façon conjointe entre les États-Unis et le Canada. Les scientifiques américains en avaient fait leur priorité et les scientifiques canadiens, au lieu de travailler sur leurs propres modèles, se sont joints à eux en 2003.

Le Canada mettra donc son grain de sel au TMT à la hauteur de 25 %. « Je pense qu'étant donné les circonstances, c'est quand même un bon morceau de la tarte », commente M. Simard.

En tant que chercheur pour le Conseil national de recherches Canada, Luc Simard et un collègue, David Crampton, sont tous deux responsables des instruments faits au Canada qui entourent le télescope, comme les caméras ou les spectrographes, ces « créateurs d'arc-en-ciel ». Ainsi, ils coordonneront les contrats de recherche dans une vingtaine d'universités canadiennes, dont l'Université Laval.



Le télescope mesurera 30 mètres de diamètre, si bien que ses caméras auront la taille de petites maisons.

Le grand responsable du projet canadien est le Dr Raymond Carlberg, de l'Université de Toronto.

Les travaux de construction du télescope devraient commencer en 2008 et se terminer en 2015

Les travaux de construction du télescope devraient commencer en 2008 et se terminer en 2015. Toutefois, le financement n'est pas encore assuré. Les gouvernements autant que les entreprises privées seront sollicités. « Je pense que le financement sera possible. C'est certain que c'est de la re-

cherche pure, mais on va développer un savoir unique au monde, qui servira peut-être à des applications totalement en dehors de l'astronomie », fait valoir M. Simard.

Reste ensuite à décider de l'endroit le plus propice à l'installation de ce géant. « Il nous faut des conditions maximales, comme une montagne très élevée pour être au-dessus des nuages et un climat très sec », explique-t-il. Selon lui, seulement deux endroits dans le monde offrent ces caractéristiques à l'heure actuelle, soit le Chili ou le volcan Mona Kéa, à Hawaï.

PETIT TRAIN VA LOIN

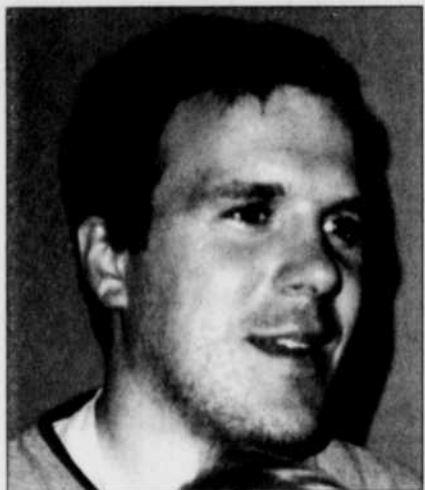
Luc Simard est natif de Sainte-Foy. Il a fait ses études collégiales à St. La-

wrence et son baccalauréat en astronomie à l'Université Queen's de Kingston. Il s'est ensuite dirigé vers l'ouest du pays pour compléter une maîtrise et un doctorat en astrophysique à l'Université de Victoria.

Puis, il a été attiré par l'Oncle Sam, réalisant son postdoctorat en Californie et en Arizona.

« J'ai ensuite décidé de revenir au Canada, parce que je sentais que les chercheurs avaient un bon plan d'action et que les gouvernements, de même que l'entreprise privée, nous appuyaient », raconte-t-il. Et à 37 ans, sa carrière de chercheur ne fait que commencer.

Les curieux peuvent avoir plus d'information sur le télescope au www.tmt.org.



COURTOISIE LUC SIMARD

Natif de Sainte-Foy, l'astronome Luc Simard est très heureux de participer à l'élaboration du télescope TMT.

Nous sommes doublement désolés pour nos concurrents.



Hyundai Tucson 2005

Prix de satisfaction AutoPacific® 1^{er} rang dans la catégorie véhicule utilitaire sport compact

QUOI FAIRE CE WEEK-END

ATELIERS DE SCIENCES EN FOLIE

Vive la science !

Comment surprendre et émerveiller vos petits mous-
ses? Par une simple expé-
rience scientifique! Quand
elle sort des labos, la science a de
quoi être spectaculaire.



Patricia
Cloutier

Collaboration spéciale
P.Cloutier@lesoleil.com

Tout le mois de novembre, Sciences en folie donne des ateliers pour les 3 à 12 ans dans différentes bibliothèques de Québec. On y traite de l'espace sous tous ses aspects. « On veut montrer aux enfants à quoi ressemble vraiment une comète. Pour y arriver, on utilise de la glace sèche, qui laisse une grande traînée de poussière et de fumée derrière elle. Ils adorent ça! », lance Geneviève Béchard, copropriétaire de Sciences en folie de Québec.

Le mandat de l'entreprise est de faire interagir les enfants, afin qu'ils trouvent eux-mêmes les réponses à leurs questions. Et pas de grands discours à saveur académique! Ce sont plutôt des étudiants spécialement formés et mordus d'animation qui donnent les ateliers.

Chaque enfant repart aussi avec un objet qu'il a fabriqué après une séance de Sciences en folie. Pour la série de présentations sur l'espace, par exemple, les gamins repartiront avec un minivaisseau spatial.

Établie depuis cinq ans à Québec, Sciences en folie est une franchise de Mad Science, une entreprise montréalaise présente aujourd'hui dans une vingtaine de pays.

Le but de l'organisme est de partager sa folie de la science, grâce à une soixantaine d'ateliers portant sur divers sujets, comme les déversements de pétrole, la chimie en cuisine, les polymères, la chaleur, etc. « Ce sont

des concepts compliqués à la base, mais en manipulant des objets, les enfants peuvent tout à fait les comprendre », explique M^{me} Béchard. Même faire de la barbe à papa relève d'un procédé scientifique!

Sciences en folie promène ses ateliers dans les écoles, mais aussi dans les festivals, les camps d'été et les fêtes d'anniversaire.

Un autre spectacle scientifique, qui porte cette fois-ci sur l'eau, le feu, la terre et l'air, sera donné à la bibliothèque Gabrielle-Roy pour les enfants de 5 à 12 ans (lundi 7 novembre et vendredi 25 novembre, 13h30, gratuit).

Avides de faire vos propres expériences scientifiques? Une panoplie de sites Internet peuvent aider les familles à organiser un petit laboratoire à la bonne franquette, sur la table de la cuisine.

Le site du club Les Débrouillards (www.lesdebrouillards.qc.ca) offre des expériences pour les 9 à 14 ans dans des domaines aussi variés que la botanique ou l'électricité. Un enseignant du cégep du Vieux-Montréal propose aussi des expériences à réaliser avec des enfants plus jeunes (www.cvm.qc.ca/gmaisonneuve/exp.htm).

■ Horaire de l'atelier Espace...ultime frontière de Sciences en folie

- 6 novembre, 14 h: bibliothèque Saint-Albert
- 12 novembre, 11h: Le Tournesol
- 12 novembre, 14h: Collège-des-Jésuites
- 13 novembre, 11h: Jean-Baptiste-Dubé
- 13 novembre, 14h: Canardière
- 26 novembre, 11h: Les Saules
- 26 novembre, 14h: Saint-Charles
- 27 novembre, 11h: Chrystine-Brouillet

Les ateliers sont gratuits.

Plus d'information en appelant dans chaque bibliothèque.



Tout le mois de novembre, Sciences en folie fait le tour des bibliothèques de la région pour causer de l'espace sous tous ses aspects aux enfants de 3 à 12 ans.

AUTRES SUGGESTIONS

Raquettes en puissance

Dernière chance de profiter du Challenge Bell cette fin de semaine, avec la

présentation des demi-finales et des finales. Les meilleures joueuses de tennis devraient offrir un spectacle à couper le souffle.

- Quand : 5 novembre, 12h30 et 6 novembre, 13h30
- Où : PEPS de l'Université Laval

- Coût : de 15 \$ à 110 \$. Gratuit pour les enfants de moins de six ans.
- Info : 653-1234

La magie des vieux livres

C'est à la demande générale que le public veut revoir *La Librairie*, une charmante pièce de théâtre s'adressant aux 8 à 12 ans. Vivez les aventures fantastiques d'une jeune amoureuse des livres.

- Quand : les dimanches 6, 13 et 20 novembre, 15h
- Où : théâtre Les Gros Bees, 1143, Saint-Jean
- Coût : 14 \$ (enfant) 17 \$ (adulte)
- Info : 522-7880

Un an déjà!

Le magasin de jouets Benjo veut célébrer son premier anniversaire en compagnie d'une ribambelle d'enfants. Au menu: câlins de mascottes, de même que des ateliers de jonglerie et d'origami.

- Quand : 5 novembre, 9h30 à 17h et 6 novembre, 11h à 17h
- Où : 550, Charest Est
- Coût : entrée gratuite
- Info : 640-0001

Touche personnalisée

Amateurs de bricolage, à vos ciseaux! En trois heures, vous pouvez apprendre diverses techniques de reliure dans une ambiance décontractée, entre amis ou en famille (groupes de trois personnes et plus). Suffit de réserver sa place!

- Quand : de jour, de soir et les fins de semaine
- Où : Reliure Multi-Services, 78, chemin du Domaine, Beaumont
- Coût : 35 \$ par atelier (matériel compris)
- Info : 837-5747



Hyundai Santa Fe 2005

Prix de satisfaction AutoPacific® 1^{er} rang dans la catégorie véhicule utilitaire sport intermédiaire standard



Au cours des cinq dernières années, le Santa Fe a remporté le prix de satisfaction AutoPacific à quatre reprises. Cette année, le Tucson joint les rangs. Ça nous fait deux nouveaux prix à ajouter à notre collection. Bienvenue dans la nouvelle ère de Hyundai.

LA CAPITALE ET SES RÉGIONS

ÉLECTIONS MUNICIPALES

COURSE À LA MAIRIE

Trop de débats, selon les parties concernées

JEAN-FRANÇOIS CLICHE
JFCliche@lesoleil.com

■ Jamais dans l'histoire politique du Québec une campagne électorale n'aura été ponctuée par un si grand nombre de débats. Et jamais dans l'avenir cette formule ne devra être reproduite car elle sert plutôt mal l'information publique, estiment toutes les parties impliquées dans la course à la mairie de Québec.

Le dernier débat de la campagne municipale a eu lieu samedi, sur les ondes de TQS. C'était rien de moins que la 15^e tribune du genre, alors qu'une période électorale, peu importe l'ordre de gouvernement, n'en comporte usuellement qu'une ou deux. La présente course à la mairie de Québec aura donc été un véritable laboratoire, mais l'expérience ne semble pas avoir donné de résultats concluants.

« Il y a eu une espèce de surenchère de débats, constate Richard Thibault, stratège de l'Action civique (ACQ) et propriétaire d'une boîte de communications. Chaque organisme voulait le sien, chaque média voulait le sien. Je ne suis pas sûr que cela ait bien servi l'électeur. Dans un débat contradictoire, l'objectif est de déstabiliser l'adversaire, et non de présenter un programme. (...) Ce qu'il reste, à la fin, c'est une sorte d'impression favorable ou défavorable pour un candidat, mais très peu d'information. »

Tous les organisateurs interrogés par LE SOLEIL s'entendent d'ailleurs sur ce point : la profusion de débats aura donné une importance démesurée au volet négatif du message des candidats (soit les critiques qu'ils s'adressent) et une place réduite aux engagements et à l'explication des programmes.

« Les débats, dit Éric Duhaime, directeur de campagne de Vision Québec, c'est pour les *one-liners*, pour les attaques. Tu ne veux pas trop exposer ton programme dans un débat, parce que les autres vont en profiter pour l'attaquer. (...) En plus, tu peux sortir à peu près n'importe

quoi sur ces tribunes-là, parce qu'il y a tellement de faits et de chiffres qui sont lancés que tu ne peux pas tout vérifier. Dans une campagne normale, on aurait fait une conférence de presse le lendemain du débat de TQS pour dire que, contrairement à ce qu'a affirmé Claude Larose, la Ville n'a pas construit 15-20 terrains de soccer depuis 2001, mais seulement trois ou quatre. Mais là, on n'a pas pu. »

M. Duhaime a en outre constaté qu'il n'aurait peut-être pas servi à grand-chose d'organiser un point de presse, puisque presque toute l'attention des médias était monopolisée par les débats.

« ON AFFIRME, ON AFFIRME »

Pour une fois, la meneuse dans les sondages, Andrée Boucher, est d'accord avec Vision Québec. « C'est tout à fait exact. Cela dépend des règles du jeu, mais on a toujours plus de temps pour accuser que pour se défendre. Alors on affirme, on affirme, on affirme et on laisse les choses en suspens. »

Bien que Robert Boulay, attaché de presse du chef du Renouveau municipal (RMQ), Claude Larose, estime lui aussi que « 15 débats, c'est beaucoup trop », il ne croit toutefois pas que cette profusion ait créé une impression de redondance chez l'électorat — en dehors des journalistes, du moins.

« C'est certain qu'on se répète, mais c'est toujours pour des publics différents, note-t-il. L'auditoire de TQS n'est pas le même que celui de Radio-Canada. »

M. Boulay admet que le RMQ, qui a accepté tou-



En ce qui a trait aux débats, la présente course à la mairie de Québec aura été un véritable laboratoire, mais l'expérience ne semble pas avoir donné de résultats concluants.

tes les tribunes, s'est un peu fait prendre à son propre jeu. « On s'était dit que Claude Larose avait un bon bilan et qu'il était capable de se défendre sur tous les plans. Alors on s'est dit qu'on n'en refuserait aucun. Mais on ne s'attendait pas à en faire 15 », dit-il, soulignant que M. Larose est le seul à avoir participé à tous les débats.

Éric Duhaime calcule par ailleurs que cette forme de campagne a pu avantager M^{me} Boucher, qui n'avait pas de plate-forme électorale « classique » à défendre. C'est peut-être pour cette raison que la principale intéressée est la moins sévère à l'égard de la façon dont se déroule la présente campagne.

« Faire juste un débat, ça peut être dangereux parce que si tu te fais piéger, tu ne peux pas te reprendre. Mais de là à en faire 15, c'est une autre paire de manches », dit M^{me} Boucher, qui a d'ailleurs passé son tour plusieurs fois.

« Une chose que je déplore, par contre, c'est que des organismes subventionnés par la Ville de Québec (comme le Centre local de développement) tiennent leurs propres débats, parce que ça biaise les discussions. Ces gens-là, souvent, ne sont pas là pour entendre ce que les candidats ont à dire, mais pour se faire confirmer ce qu'ils ont (leurs subventions). Il y en a que j'ai refusé de faire à cause de ça. »

ANALYSE

RETOUR SUR LA CAMPAGNE ÉLECTORALE

Les jeux sont faits... ou presque

■ Si les astres gardent jusqu'à demain leur alignement favorable à Andrée Boucher, celle-ci devrait accéder à la mairie de Québec. Sans pancartes. Sans machine électorale. Presque sans financement. Retour sur les six semaines d'une campagne électorale sans précédent.

Disons-le tout de suite : malgré le feu croisé — et nourri — de ses adversaires, l'ex-mairesse de Sainte-Foy n'a pas eu une campagne aussi ardue qu'il n'y paraît. Car à bien y regarder, elle était la seule personnalité en lice capable de créer un réel engouement, un mouvement d'opinion en sa faveur. Aucun des trois autres ne s'est avéré en mesure d'en susciter ou d'en entretenir un.

Le nouveau chef de l'Action civique (ACQ), opposition officielle sortante, Pierre-Michel Boucard, était trop peu connu du grand public pour soulever son enthousiasme. Arrivé sur le tard, on peut difficilement lui reprocher d'avoir manqué de temps pour se faire apprécier — ou pour maîtriser tous les enjeux de façon satisfaisante. M. Boucard a, certes, gagné quelques points dans les sondages, sans toutefois se détacher des environs du 10%. On doit cependant lui reconnaître d'avoir insufflé, en trois mois, une vie nouvelle à un parti qui n'allait nulle part.

Son vis-à-vis du Renouveau municipal (RMQ, au pouvoir), Claude Larose, aura été égal à lui-même. Minutieux, très préparé, connaissant tous ses dossiers sur le bout des doigts, M. Larose a mené une campagne presque sans

faillite. Cependant, quelles que soient nos vues sur la qualité du bilan de l'administration L'Allier, il demeurera toujours qu'un règne de 16 ans finit invariablement par générer son lot d'insatisfactions. Au surplus, la banlieue, deux fois plus peuplée que les quartiers centraux, a traditionnellement tendance à élire des maires plutôt conservateurs et pojadistes, alors que le RMQ est un parti social-démocrate.

Ajoutons à cela l'image de technocrate froid, distant et cérébral collant à la peau de M. Larose et on obtient une candidature dont la cote dans les enquêtes d'opinion refuse obstinément, et depuis des mois, de s'éloigner des 20%.

DÉGRINGOLADE

Reste Marc Bellemare, chef de Vision Québec. L'ancien ministre de la Justice a, lui, bénéficié d'une incontestable vague de sympathie dans les mois qui ont



Jean-François Cliche
JFCliche@lesoleil.com

suivi son entrée officielle dans la course, en mars dernier. Le hic, c'est qu'elle ne s'est pas maintenue : en sept mois, M. Bellemare est passé de 36% à 11% des intentions de vote (avant répartition des indécis).

Plusieurs facteurs doivent se conjuguer pour causer pareil effondrement, le principal étant à nos yeux l'absence prolongée d'une réponse énergique aux allégations de financement politique frauduleux lancées par les adversaires de Vision Québec. M. Bellemare dit n'avoir pas voulu s'y attarder pour éviter de leur accorder plus de valeur qu'elles n'en ont et pour pouvoir consacrer plus de temps à d'autres thèmes. Quoi qu'il en soit, il a fallu attendre jusqu'au débat télévisé de Radio-Canada, le 20 octobre, avant de voir M. Bellemare se défendre vigoureusement et contre-attaquer sur ce terrain, en défiant M. Larose de révéler ses sources de financement et en rappelant à M^{me} Boucher qu'un certain Marc-Yvan Côté était son organisateur en 2001. La tactique a manifestement fonctionné, puisque personne, depuis, n'embête plus Vision Québec avec cette question. Mais à ce moment, il ne restait qu'un peu plus de deux semaines avant le scrutin. Le dommage était fait.

On remarquera que l'ex-mairesse de Sainte-Foy n'est ni uniquement ni même principalement l'artisan de cet écroulement. Le climat de méfiance provoqué par la Commission Gomery à l'égard de tout ce qui est politique a

sans doute amplifié les dégâts ; il a aussi pu profiter à M^{me} Boucher, réputée libre de toute attache parce que sans source de financement. Mais si les rivaux de M. Bellemare ont pu passer le premier mois de la campagne à frapper allègrement sur ce clou, c'est surtout parce qu'il les a laissés faire.

M^{me} Boucher est donc devenue, un peu par sa faute, certes, mais aussi par la force des choses, la seule candidate capable de se rallier un large mouvement de sympathie. Et en ce sens, oui, elle a eu la campagne la plus facile des quatre candidats.

PLUSIEURS CAUSES

S'il doit y avoir une surprise demain, donc, elle devra forcément être le produit de plusieurs causes poussant toutes dans le même sens. Malgré tout ce que le RMQ dit de la force de sa machine électorale, son chef Claude Larose ne pourra pas gagner sans avoir induit des changements significatifs dans les intentions de vote. Peut-être pourra-t-il le faire en ralliant le vote anti-Boucher, mais notre dernier sondage révélait une avance de 24 points (42% contre 18) pour M^{me} Boucher. Ce Gallup, avouons-le, remonte à deux semaines, ce qui laisse ouverte la possibilité d'une remontée. Notons toutefois aussi qu'il suggérerait plutôt un début de cristallisation des votes, ce qui avantagerait l'ex-mairesse.

Alors, au risque de paraître banal : la clef résidera dans le taux de participa-

tion. Étonnamment, la redoutable Fidécenne a gagné le cœur des 18 à 34 ans, dont elle rafle pas moins de 48% des intentions de vote, dans notre dernière enquête statistique. Seule une faible proportion de ceux-là, on le sait, se rendent aux urnes. Les 55 ans et plus ont quant à eux toujours eu un faible pour M^{me} Boucher (49%) — en plus de faire leur devoir de citoyen plus souvent que leurs cadets.

Or, si le temps se fait mauvais, demain, comme le souhaitent à mots à peine couverts (et de façon assez peu gracieuse, d'ailleurs) certaines personnes au RMQ et chez Vision Québec, ces aînés ne voteront pas en aussi grand nombre qu'à l'habitude. Dans ce cas, la balance du pouvoir reviendra aux 35 à 54 ans, tranche d'âge où la lutte est beaucoup plus serrée. Il y a deux semaines, 33% d'entre eux appuyaient Andrée Boucher, et 28% penchaient du côté de Claude Larose, la différence étant inférieure à la marge d'erreur.

Les résultats de demain pourraient donc très bien être nettement plus serrés que ceux de notre plus récent coup de sonde. Mais il faudra un alignement des planètes (et des nuages) bien particulier pour faire perdre cette élection à M^{me} Boucher.

**Les aînés
vont rester
chez eux si
le temps est
mauvais**

DEMAIN

DANS LE SOLEIL

Les
**ÉLECTIONS
MUNICIPALES**
sur Cyberpresse



sur **cyberpresse.ca**

Pour suivre en direct les résultats des élections municipales à Québec, à Lévis et dans tout l'Est du Québec, nous vous donnons rendez-vous demain soir sur le site <http://lesoleil.cyberpresse.ca>. Les gagnants, les perdants, commentaires et réactions.

Demain sur Cyberpresse

ÉLECTIONS MUNICIPALES



Le vote électronique est-il fiable ?

ISABELLE MATHIEU
IMathieu@lesoleil.com

■ La ville de Québec vit une petite révolution technologique cette année avec l'arrivée du scrutin électronique. Au panier, les bulletins de vote en papier ! Mais le vote électronique est-il fiable ? Explications, par Thomas Gagnon, président de PG Mensys Systèmes Information, la compagnie qui fournit les terminaux de vote.

Q Est-ce que des pirates informatiques pourraient trafiquer le vote électronique ?

R Non. Chaque terminal électronique (il y en aura 400 environ dans toute la ville) est indépendant, non relié à un réseau. Le terminal est branché uniquement à une prise de courant électrique et à une imprimante.

Q Qu'est-ce qui arrive en cas de panne de courant ? Les votes déjà enregistrés sont-ils perdus ?

R Non. Chaque terminal est muni de piles avec une autonomie de quatre ou cinq heures. Chaque terminal possède une double mémoire, qui entrepose les informations chiffrées, la liste des votes émis pour chaque candidat. Si une mémoire flanche, l'autre prend la relève.

Q Est-ce que le vote de chaque électeur est imprimé ?

R Non. Chaque terminal est connecté à une imprimante et au cours de la journée du vote, des listes de résultats seront imprimées. La liste finale ne sera imprimée qu'après la fermeture des bureaux de vote.

Q L'électeur va utiliser une carte à puce pour activer le terminal de vote. Est-ce que cette carte peut être trafiquée ?

R Non. Cette carte de la même grosseur qu'une carte de guichet automatique est protégée. Sur la carte, la seule chose qui sera inscrite (encodée), c'est



Le greffier de la Ville et président des élections à Québec, René Damphousse, montre la carte à puce qui sera utilisée demain.

la section de vote. Après avoir voté, la carte est redonnée au personnel électoral. Elle va être réinitialisée à chaque fois qu'on l'entre dans la machine de vote et elle ne contient aucune information sur l'identité de l'électeur.

Q Qu'en est-il des ordinateurs qui gèrent la liste électorale ?

R Ils sont reliés en réseau à la base de données qui contient la liste électorale fournie par la présidence de l'élection. Les ordinateurs ne contiennent aucune mention du vote, seulement une liste des électeurs, qui permet de « rayer » ceux qui se présentent comme des « ayant voté ». On va envoyer par Internet à toutes

les heures une information aux partis et aux équipes pour dire qu'une nouvelle liste à jour est disponible. Eux, ils ont un accès sécurisé pour la consulter et faire leur pointage téléphonique pour faire sortir le vote.

Q Est-ce qu'on garde un système manuel comme copie de sécurité ?

R Il y aura un système manuel en parallèle à la table des scrutateurs. On va pouvoir valider si le nombre de personnes ayant voté sur la liste manuelle balance avec les listes des terminaux électroniques. Les résultats du vote seront aussi contre-vérifiés par des employés d'élection à l'aide de chiffriers et de calculatrices.

Q Est-ce que le vote électronique permet le recomptage judiciaire ?

R Le recomptage judiciaire se faisait sur l'interprétation des bulletins de vote en papier, à savoir si tel bulletin était acceptable, si tel autre ne l'était pas. Là, il n'y a pas de papier ! Là, la seule chose qu'on peut faire, c'est de redemander des listes de résultats.

Q Est-ce que l'électeur recevra un coupon confirmant qu'il a bien voté ?

R Quand on appuie sur le bouton de confirmation, c'est comme si on jette le bulletin de vote dans l'urne. Il n'y a pas de papier.

Recul pour les handicapés visuels

■ Le vote électronique constitue un recul démocratique pour 112 375 aveugles et amblyopes (semi-voyants) du Québec, dont 7800 habitent la région de Québec, estime leur regroupement provincial. « Environ 90 % des personnes semi-voyantes pouvaient voter sans assistance sur les bulletins en papier noir où c'était écrit en blanc, explique Véronique Vézina, du Regroupement des personnes aveugles et amblyopes du Québec. On parle d'à peu près 7000 personnes à Québec. » Comme elle l'a expérimenté elle-même dimanche au vote par anticipation, le vote électronique n'est pas adapté aux handicapés visuels. « L'écran est gris foncé et les lettres sont très petites, dit Véronique Vézina. Je ne pouvais pas lire l'écran et j'ai eu besoin d'aide. » La porte-parole du Regroupement estime que pour faciliter le vote des non-voyants, les terminaux de vote électronique devraient être munis d'inscription en braille ou d'une synthèse vocale avec écouteur, comme cela existe déjà pour certains guichets automatiques. Les handicapés visuels verraient ainsi leur droit à la confidentialité respecté, ajoute M^{me} Vézina. Isabelle Mathieu

Voici la présentation d'un candidat dans le district 29 Du Colisée de l'arrondissement Limoilou, que nous n'avons pu joindre au moment de publier le portrait du district.

INDÉPENDANT

JACQUES ASSELIN

70 ans
Comptable agréé, directeur retraité des enquêtes aux Affaires municipales



Q Problème principal

Le déneigement

Q Sa solution : C'est un problème réel et il faut un plan de déneigement prévoyant, entre autres moyens, des services prioritaires dans les rues à haute densité de logements. Je pense notamment aux rues des Lilas, des Bouleaux, des Chênes, Sapinière-Dorion, D'Assise et Guyenne.

POUR VOUS
ÉVITER
L'EXPLORATION
D'UN Océan DE
PRIX.



ON
PENSE
À TOUT
NOLITOURS.COM

1299\$ - 1449\$

VARADERO
Cuba
Hotel Palma Real
3+★ TOUT compris
7 nuits
samedis, 7, 14 janv.

1299\$

PUERTO PLATA
République Dominicaine
Occidental Caribbean Village
3+★ TOUT compris
7 nuits
lundi, 9 janv.

1329\$

PUNTA CANA
République Dominicaine
Club Grand Paradise Bavaro
3+★ TOUT compris 24 heures
7 nuits
dimanche, 18 déc.

1399\$

CAYO COCO
Cuba
El Senador
4+★ TOUT compris
7 nuits
vendredi, 6 janv.

1439\$

HOLGUIN
Cuba
Playa Costa Verde
4+★ TOUT compris
7 nuits
dimanche, 18 déc.

1449\$

1489\$ - 1729\$

VARADERO
Cuba
Hotel Palma Real
3+★ TOUT compris
7 nuits
samedi, 24 déc.

1489\$

CAYO COCO
Cuba
El Senador
4+★ TOUT compris
7 nuits
vendredi, 23 déc.

1589\$

VARADERO
Cuba
Barceló Solymar
4+★ TOUT compris
7 nuits
samedi, 31 déc.

1659\$

CANCUN
Mexique
Hotetur Beach Paradise
3+★ TOUT compris
7 nuits
samedis, 7, 14 janv.

1689\$

CAYO COCO
Cuba
Tryp Cayo Coco
4+★ TOUT compris
7 nuits
vendredi, 30 déc.

1729\$

PLUS DE 1729\$

PUNTA CANA
République Dominicaine
IFA Bavaro Village Beach Resort
3+★ TOUT compris
7 nuits
dimanche, 25 déc.

1749\$

HOLGUIN
Cuba
Brisas Guardalavaca
4+★ TOUT compris
7 nuits
dimanche, 1 janv.

1769\$

PUERTO PLATA
République Dominicaine
Bahia Principe San Juan
4+★ TOUT compris 24 heures
7 nuits
lundi, 26 déc.

1869\$

PUNTA CANA
République Dominicaine
Ocean Cana Beach Resort
4+★ TOUT compris 24 heures
7 nuits
vendredi, 23 déc.

2249\$

RIVIERA MAYA
Mexique
Real Playa del Carmen
3+★ TOUT compris 24 heures
7 nuits
samedi, 24 déc.

2249\$

FORFAIT DU JOUR >

PUERTO PLATA
République Dominicaine
Casa Marina Beach & Reef
3+★ TOUT compris
7 nuits - lundi, 19 déc.

1299\$

VISITEZ NOLITOURS.COM/lesoleil POUR TOUT SAVOIR SUR CETTE DESTINATION ET SUR PLUS DE 100 AUTRES FORFAITS TOUT INCLUS.

POUR EFFECTUER UNE RÉSERVATION,
CONTACTEZ VOTRE AGENCE DE VOYAGE.

Voyages Sears
1 888 787-7878

**RÉSEAU
ENSEMBLE**
www.ensembletravel.ca

CLUB VOYAGES
1 877-7-ETOILE

Voyages
1 888 549-5559

Départs de Québec, prix par personne en occupation double en chambre standard, sauf si spécifié autrement. Les prix incluent les taxes aéroportuaires, la TPS et la TVG. Les vols sont assurés par Air Transat et les places sont limitées. Les prix annuels sont en vigueur au moment de la publication et sont valables pour les nouvelles réservations effectuées jusqu'au 11 octobre 2005. Les primes réservées-foi sont incluses dans les tarifs lorsqu'appliquables. Pour tous les détails et conditions générales, veuillez vous référer à la brochure 2005-2006 de Nolitoours. Nolitoours est membre de Travel A.T. Inc. et titulaire d'un permis du Québec. Prix exclusif, 3,50\$/100\$ de services touristiques pour la contribution des clients au fonds d'indemnisation des clients des agents de voyages.

ÉLECTIONS MUNICIPALES

Garon se définit
comme un capitaineSes adversaires le comparent
plutôt à un dictateurMARC SAINT-PIERRE
MSPierre@lesoleil.com

Dans la présente campagne électorale, le maire sortant de Lévis, Jean Garon, a volontiers parlé de lui comme d'un capitaine qui saura piloter sans coup férir le navire Lévis à travers les vents et marées des difficultés économiques qu'il entrevoit dans sa lunette.

Pour être bien compris, il a rappelé les milliards de dollars qu'il a gérés du temps où il était ministre, de l'Agriculture notamment, et l'auto-suffisance agroalimentaire qu'il a instaurée au Québec.

Il a aussi comparé ses candidats à l'échevinage du Parti des citoyens et des citoyennes (PCC) à un équipage expérimenté qui sera capable de régler n'importe quel type de problème.

Comprendre en l'occurrence, soutenir le développement économique, comme son administration l'a fait depuis quatre ans, jusqu'à recevoir des chambres de commerce le titre de Ville de l'année.

En 2001, aux élections marquant le début de la nouvelle ville née d'une fusion à 10, Jean Garon et son équipe avaient tout balayé, s'emparant de la mairie et de 12 des 15 sièges de conseillers.

Mais à l'été 2004, six de ses équipiers l'ont quitté, entre autres son opposan-

te dans l'actuelle course à la mairie, l'ex-vice-présidente de son comité exécutif et numéro deux de son régime, Danielle Roy-Marinelli, chef du nouveau parti Lévis Force 10.

Ces équipiers qui ont débarqué n'ont pas manqué d'indiquer à l'époque que M. Garon fait sien le rôle d'un capitaine sur son bateau, celui d'être seul maître après Dieu, c'est-à-dire un dictateur.

Dans le courant de la campagne, un ancien collègue de l'Assemblée nationale, l'ex-député de Bellechasse maintenant maire de la Chaudière-Appalaches rurale, Claude Lachance, a affirmé quant à lui que M. Garon «est un faux populiste et un démagogue», «fortement imbu de sa personne». Son organisatrice en chef de la campagne de 2001 et présidente de son PCC pendant deux années, l'avocate Julie-Suzanne Doyon, n'a pas été plus tendre pour lui. Elle a en particulier rabroué M. Garon sur sa déclaration qui a fait le tour du Québec à l'effet que «l'opposition est une nuisance».

Les deux ont souhaité que M. Garon lâche la barre.

C'est ce qu'il appartiendra aux 99 000 électeurs lévisiens de trancher, dimanche.

Plus tôt dans la campagne, un sondage CROP a démontré que plein de Lévisiens partagent cet avis. Le maire sortant est en avance, mais «en danger», ont établi les sondeurs.

Il y a un troisième parti en lice, soit Démocratie Lévis, de Gilles Lehoullier. Dans une lutte à trois, n'importe quoi pourra sortir des urnes, dimanche soir.

Depuis 1976, Jean Garon, 67 ans, n'a jamais connu la défaite.

ANALYSE

Ces appuis qui pèsent lourd

À Lévis, les adhésions publiques ont ponctué la fin de la campagne

MARC SAINT-PIERRE
MSPierre@lesoleil.com

■ Comme si la démocratie municipale lévisienne passait à un système de grands électeurs, c'est le jeu des adhésions publiques aux partis en lice qui a ponctué les derniers milles de la course à la mairie de Lévis.

Le résultat final : Gilles Lehoullier 5, dont trois appuis tombés du ciel ; Danielle Roy-Marinelli 3 ; Jean Garon 0.

Les appuis les plus sonores, en l'occurrence à Danielle Roy-Marinelli, sont venus de deux ex-collègues de M. Garon à l'Assemblée nationale. Ses anciens voisins des Chutes-de-la-Chaudière et de Bellechasse, Denise Carrier-Perreault et Claude Lachance, ont publiquement souhaité l'élection de la chef de Lévis Force 10, ne serait-ce que parce qu'ils avaient un bon souvenir des occasions où ils ont travaillé avec elle.

Dans un appel aux «membres oubliés» du Parti des citoyens et des citoyennes de M. Garon, l'ex-présidente et organisatrice en chef de la campagne de 2001, Julie-Suzanne Doyon, a aussi souhaité l'élection de M^{me} Roy-Marinelli à la mairie.

INTOLÉRANCE

L'ex-députée-ministre des Chutes-de-la-Chaudière n'a pas émis un son contre M. Garon. Mais, comme dans

un remake du départ fracassant du PCC du groupe des quatre conseillers, mai 2004, M^{me} Doyon et M. Lachance ont descendu en flammes son intolérance à toute opposition.

Le GIRAM (Groupe d'initiatives et de recherches appliquées au milieu) n'a pas non plus été tendre en faisant le bilan des réalisations de l'administration Garon, les pots l'emportant largement sur les fleurs qu'il a pu lui accorder.

Le maire sortant a essuyé les boulets rouges avec philosophie. Ce sont les gagnants qui sont l'objet d'attaques, pas les perdants, a-t-il dit. Il a pu aussi compter sur la profession de foi du doyen des élus de Lévis et candidat du PCC dans Louis-Frédette-Christ-Roi, André Hamel. Celui-ci s'est dressé dans le tir de barrage, comme Salaberry à Châteauguay, pour affirmer que son chef est celui qui a fait progresser Lévis depuis quatre ans et qu'il n'a pas de difficulté à travailler avec lui.

Démocratie Lévis et son chef Gilles Lehoullier pouvaient déjà compter depuis une huitaine sur l'appui public des groupes SOS Vieux-Lévis et Stoppp (Stop aux porcheries à Pintendre et à Pointe-Lévy), le groupe vert indiquant en prime qu'il y a lieu de «voter massivement» contre Jean Garon.

Comme des bouées de sauvetage, sont arrivés *in extremis* trois autres appuis à sa formation politique, soit du maire de la première ville unifiée de Lévis, Robert Guay ; d'un ancien conseiller municipal de Saint-Nicolas et équipier de Vision Rive-Sud, André Jacob ; et de Pierre Lamonde, un ancien conseiller de Bernières qui na-

guère aurait été «membre de l'organisation de Jean Garon».

SUR LE TERRAIN

Mais le gagnant ou la gagnante, ce sont les 99 041 électeurs lévisiens, 5500 de plus qu'en 2001, qui vont en décider dimanche. Une décision qui sera prise sur le fond de scène kafkaïen des projets controversés de Rabaska, de Kevlar, de l'Hôtel Saint-Nicolas, du développement domiciliaire de l'Abbaye, d'AIM, de la réglementation porcine à Pintendre-Pointe-Lévy.

Sur ce fond de scène apparaît également un fanion vert, le candidat indépendant à la mairie, Mathieu Castonguay, ayant décidé de le brandir, en attendant d'être le porte-couleurs du Parti vert du Canada, aux prochaines élections fédérales.

Le contexte, c'est également la mouvance adéquate, sortie d'une boîte à surprise aux élections québécoises de 2003, qui pourra ne pas rester indifférente au style populiste de M. Garon.

Mais dans une lutte à trois, il peut survenir n'importe quoi. En cours de campagne, un sondage CROP a établi que M. Garon disposait d'une avance, mais aussi qu'il était «en danger», Danielle Roy-Marinelli le talonnant de près.

Sur le terrain, les 48 candidats des trois formations politiques en sont conscients. Ils ont de leur propre aveu continué jusqu'à la dernière minute à rencontrer leurs électeurs et leur expliquer le programme de leur parti, dans le porte-à-porte notamment. Des échos qui proviennent des candidats indépendants, au nombre de six avec M. Castonguay, il ressort que c'est le même tableau.

Plus tôt cette semaine, la conseillère sortante dans Saint-David, Lise Brochu-Asselin, indiquait qu'elle avait jusqu'à ce moment fait 2000 portes. Dans le propos des autres candidats, il est apparu que la plupart ont fait pareil.

Le service LESSARD
Le meilleur rapport qualité service

Alignement des roues (4)
54.99\$
Comprenant : L'inspection visuelle des roues avant et arrière, la vérification informatisée de l'alignement et la rectification si requise.
Travail effectué par un technicien certifié par Hyundai.

Vidange d'huile, changement de filtre et inspection en 19 points
21.95\$
Véhicules Hyundai seulement. Valable jusqu'au 9 décembre 2005.

LESSARD HYUNDAI
Le meilleur rapport qualité service

659, Boul. St-Joseph, Québec
Entre Pierre-Bertrand et Laurentien
623-5471
Ouvert le soir jusqu'à 21h du lundi au jeudi

Pour 6,99\$ (valeur de 39,99\$) obtenez ce réveil haute technologie avec rappel-réveil et un thermomètre d'intérieur/extérieur, tout en un.

Limite 1 par client. Jusqu'à épuisement des stocks. Taxes en sus. Offre valable jusqu'au 9 décembre 2005.
*Sondage 2006 V6 exclus.

PLUS DE 1000 MANTEAUX À FAIRE RÊVER...
3 étages à découvrir

REMODELAGE
Très grand choix de modèles disponibles pour remodeler votre manteau.
Aussi, possibilité d'échange

Fourrure ZUKI
Agneau retourné ultraléger
CHRIST
Fourrure tricotée «Paula Lishman»

Fourrures DU VIEUX-PORT

Estimation gratuite partout en province sans frais : 1 866 672-6688

55, rue Saint-Pierre, Québec
692-6686

LE PLUS GRAND CHOIX DE FOURRURES À QUÉBEC POUR HOMME ET FEMME

Tu entres au secondaire l'an prochain ?

Examens d'admission
dans les écoles secondaires de la Commission scolaire des Navigateurs

PROGRAMMES « COMMISSION SCOLAIRE »

EXAMENS D'ADMISSION
• Programme Citoyens du monde •
ÉCOLE SECONDAIRE DE L'AUBIER, Saint-Romuald
Le samedi 5 novembre, de 9 h 30 à 11 h 30
Information : (418) 839-9468

PRÉINSCRIPTION
• Programmes Arts, Langues et Sports •
Offerts à l'École Saint-Joseph (primaire) et à l'École Pointe-Lévy (secondaire)
Date limite d'inscription : **16 décembre 2005**
PORTES OUVERTES à l'École Pointe-Lévy :
le dimanche 6 novembre, de 13 h 30 à 16 h 30
Information : (418) 838-8404

PROGRAMMES « ÉCOLE »

ÉCOLE SECONDAIRE BEAURIVAGE, Saint-Agapit

EXAMENS D'ADMISSION
• Langues et culture internationale •
Les samedis 19 ou 26 novembre, de 9 h à 12 h
SOIRÉE D'INFORMATION : LE MARDI 15 NOVEMBRE À 19 H
Information : (418) 888-3961

ÉCOLE SECONDAIRE CHAMPAGNAT, GUILLAUME-COUTURE, Lévis

EXAMENS D'ADMISSION
• Anglais-Informatique • Programme d'éducation internationale •
École secondaire Champagnat, Lévis
Le samedi 5 novembre, de 9 h à 12 h
Information : (418) 838-8500
ou
École secondaire Guillaume-Couture, Lévis
Le samedi 12 novembre, de 9 h à 12 h
Information : (418) 838-8550

ÉCOLE SECONDAIRE DE L'AUBIER, Saint-Romuald

PRÉINSCRIPTION POUR LES PROFILS : • Football anglais • Arts visuels •
• Informatique-Entrepreneuriat • Guitare et chant populaire •
Du 15 novembre au 15 décembre 2005
Information : (418) 839-9468

ÉCOLE PRIMAIRE-SECONDAIRE DE LA CLÉ-DU-BOISÉ, Saint-Étienne

PRÉINSCRIPTION : • Anglais intensif • Football 1^{re} secondaire •
Janvier 2006
Information : (418) 831-1010

ÉCOLE SECONDAIRE DE L'ENVOI, Saint-Nicolas

PRÉINSCRIPTION POUR LES PROGRAMMES ET PROFILS : • Langues internationales • Arts visuels et médiatiques •
• Musique et vidéoclip • Basket-ball •
Du 15 novembre au 15 décembre 2005
Information : (418) 831-6264

ÉCOLE SECONDAIRE DE L'HORIZON, Saint-Jean-Christophe

EXAMENS D'ADMISSION
• Langues internationales •
Les samedis 5 ou 12 novembre, de 9 h à 12 h
SOIRÉE D'INFORMATION : LE MARDI 8 NOVEMBRE À 19 H
Information : (418) 926-3205

ÉCOLE SECONDAIRE PAMPHILE-LE MAY, Sainte-Croix

PRÉINSCRIPTION : • Langues et communications internationales •
Date limite le 1^{er} décembre
SOIRÉE D'INFORMATION : LE MARDI 8 NOVEMBRE À 19 H
Information : (418) 926-3205

COMMISSION SCOLAIRE DES NAVIGATEURS

ÉLECTIONS MUNICIPALES

L'ANCIENNE-LORETTE ET SAINT-AUGUSTIN

Réintégration... après reconstitution

La députée France Hamel rappelle que l'élection dans ces deux municipalités n'est pas référendaire

PIERRE-ANDRÉ NORMANDIN
PANormandin@lesoleil.com

■ À la veille du scrutin municipal, la députée de La Peltrie, France Hamel, a cru bon de rappeler aux candidats refusionnistes que l'élection de demain n'était pas référendaire. En cas de victoire, L'Ancienne-Lorette et Saint-Augustin pourront réintégrer Québec... après avoir été reconstituées.

«Oui, il sera possible, dès le 1^{er} janvier 2006, de demander le retour dans la Ville de Québec si tel est le désir des nouveaux élus. Ce processus s'appelle annexion», a indiqué M^{me} Hamel lors d'une conférence de presse, hier matin. Pour ce faire, les villes reconstituées devront respecter toutes les étapes prescrites par la Loi sur l'organisation territoriale municipale.

«Il n'y aura pas de refusion possible au lendemain de l'élection», a assuré M^{me} Hamel. Vérifications faites auprès du bureau de la ministre des Affaires municipales, le gouvernement n'a toujours pas l'intention de mettre le frein au processus de reconstitution, peu importe le résultat.

France Hamel se défend de prendre position pour le camp des villes reconstituées. Dans son allocution, elle a néanmoins rejeté en bloc les informations présentées par le camp des refusionnistes tout au long de la campagne dominée par le dossier des défusions.

«Je ne voulais pas me mêler de la campagne municipale, mais j'ai constaté à travers tout ce que j'ai entendu que ce n'est pas clair pour les citoyens», s'est défendu M^{me} Hamel, d'où son intervention dans la campagne à deux jours du vote de demain.

Contrairement à la députée de La Peltrie, la ministre Normandeau a refusé d'accorder des entrevues aux médias afin de ne pas interférer dans les élections de L'Ancienne-Lorette et de Saint-Augustin.

REFUSIONNISTES CHOQUÉS

Les dirigeants de l'Union L'Ancienne-Lorette—Québec et d'Ensemble Saint-Augustin—Québec, respectivement Christian Lévesque et Serge Hamel, n'ont pas apprécié l'intervention de M^{me} Hamel. Les deux hommes voient dans ce geste un retour d'ascenseur pour deux anciens collaborateurs qui se présentent dans les équipes en faveur des villes reconstituées.

«Le vote ne peut être plus clair. Il n'y a que deux candidats avec une opinion différente l'une de l'autre. Les gens, quand ils vont se prononcer, vont savoir que c'est un retour avec la Ville de Québec, sinon c'est un retour à une ville isolée», a estimé Christian Lévesque. À son avis, la ministre Normandeau n'aura d'autre choix que de renverser le résultat du référendum de juin 2004.

Les deux refusionnistes se basent sur la «jurisprudence» de Cap-aux-Meules qui a réintégré la municipalité des Îles-de-la-Madeleine en mars 2005 après avoir voté en faveur de la défusion. Serge Hamel a même dit que la ministre Normandeau aurait fait preuve d'ouverture à cet égard, infor-



«Je ne voulais pas me mêler de la campagne municipale, mais j'ai constaté à travers tout ce que j'ai entendu que ce n'est pas clair pour les citoyens», a noté M^{me} Hamel pour expliquer son intervention dans la campagne électorale.

mation vivement démentie par son attaché de presse, Jonathan Trudeau.

Même s'ils n'obtiennent pas 35% des votes demain — comme ont dû faire les défusionnistes en juin 2004 —, les refusionnistes estiment qu'il auront la légitimité d'arrêter le processus de défusion. «Les gens ont été informés. S'ils ne vont pas voter, c'est qu'ils laissent la décision à d'autres», a dit Christian Lévesque.

UN VENT DE CHANGEMENT

Autant les refusionnistes de L'Ancienne-Lorette que ceux de Saint-Augustin disent avoir senti un «vent de changement» au cours de la campagne. Christian Lévesque affirme que les inondations à L'Ancienne-Lorette ont fait comprendre à plusieurs l'importance d'appartenir à la grande ville de Québec. Il a d'ailleurs salué la décision du maire de Québec, Jean-Paul L'Allier, de débloquer 500 000 \$ pour les sinistrés en vertu des pouvoirs exceptionnels accordés par la Loi sur les cités et villes.

MONTMAGNY

Lutte économique à la mairie

SYLVAIN FOURNIER
Collaboration spéciale

MONTMAGNY — Le développement économique de Montmagny est au centre des préoccupations des quatre candidats qui visent le siège du maire sortant, Jean-Claude Croteau.

Après 12 ans, M. Croteau laisse la mairie avec un dossier de réalisations bien rempli et le sentiment du devoir accompli, et ce, malgré les embûches qui ont jalonné son parcours. La plaie la plus difficile à panser est certes la fermeture de l'usine Whirlpool en mai 2004, qui a causé la perte de plus de 600 emplois et appauvri Montmagny d'une masse salariale annuelle de 22 millions \$.

Journaliste radiophonique depuis 17 ans, le candidat Michel Beausoleil veut réorienter sa carrière dans l'enseignement et la création d'une nouvelle agence de presse régionale dans Chaudière-Appalaches.

Son programme électoral est basé sur les valeurs humaines et la communication. Se disant saturé par les discours actuels, M. Beausoleil souhaite prendre les moyens pour faire de la politique autrement, en faisant entre autres un retour à l'essentiel. Il a lancé un premier grand défi collectif à la population de Montmagny en l'invitant à afficher le plus haut taux de votation au Québec.

Conseiller municipal dans les années 90 et récemment retraité de la compagnie Telus, où il occupait les fonctions de directeur régional de l'exploitation, Jean-Guy Desrosiers veut mettre les Montmagnois en «mode action», le fer de lance de sa campagne électorale.

Fort de l'appui de quatre candidats aux postes de conseillers, M. Desrosiers compte «assumer pleinement ses responsabilités» et travailler en étroite collaboration avec le député provincial afin d'aider Montmagny à se relever des pertes d'emploi subies ces deux dernières années.

M. Desrosiers n'a fait qu'une seule promesse: geler le compte de taxes pour la prochaine année.

Conseiller durant les deux derniers mandats et maintenant candidat à la mairie, Bertrand Guimont n'a pas tar-

dé à réagir à l'engagement de son adversaire.

«L'essence augmente et la gestion des déchets et des matières recyclables nous promet une augmentation importante. Où devons-nous couper? Si je n'ai pas ces réponses, je devrai considérer que cette promesse de M. Desrosiers est faite par unique soif de pouvoir et une ignorance totale des obligations d'une municipalité. Geler les taxes une année pour payer deux fois plus l'année suivante, on a déjà vécu cette situation en 1993 et non, je ne suis pas intéressé. Je veux une administration responsable qui est soucieuse de respecter le citoyen et sa capacité de payer», a commenté M. Guimont.

Premier candidat à se lancer dans la campagne, M. Guimont mise sur son expérience et sur sa grande disponibilité et, surtout, le développement de partenariats pour mener à terme ses objectifs de développement.

Le soutien au développement industriel, la création d'emplois et le maintien des taxes au plus bas niveau sont quelques-uns des objectifs fixés par M. Guimont.

Seule femme candidate à la mairie, Lise M. Vachon entend «considérer les acquis, bâtir sur le présent pour construire l'avenir», le thème de sa campagne. M^{me} Vachon veut arrêter les études pour passer à l'action en accomplissant les projets déjà sur la table. «Montmagny doit être proactive et devenir leader. Elle doit aussi reprendre son titre de capitale industrielle de la région», affirme celle qui opte pour une «vision concrète et réaliste» des choses.

Elle veut favoriser l'implantation d'industries en encourageant l'acquisition de terrains et en offrant des avantages compétitifs. Selon elle, le renouveau économique ne passe pas forcément par l'établissement de grandes industries.

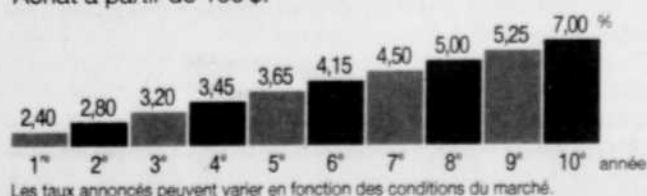
Le plus grand nombre d'électeurs qui s'est présenté au vote par anticipation dimanche (près d'une centaine de plus qu'en 2001) laisse présager un taux de participation important entre 65 et 70%, prédit le président d'élection Félix Michaud. Quelque 9455 citoyens ont droit de vote dimanche.

L'épargne fait le bonheur:

1 800 463-5229

Obligations à taux progressif

Capital garanti à 100 %.
Taux avantageux garantis pour 10 ans.
Remboursables sans pénalité, chaque année,
à leur date anniversaire.
Achat à partir de 100 \$.



BONI DE

1%

la première année
pour les nouveaux
fonds REER.

Téléphonez-nous du lundi au vendredi, de 8 h à 20 h,
et les samedis d'octobre et de novembre, de 10 h à 16 h.
Passez nous voir au 333, Grande Allée Est,
du lundi au vendredi, de 8 h à 17 h.

www.epq.gouv.qc.ca

Épargne
Placements

Québec

Grand solde
Automnal

30%

Jourdain
AISANCE & ÉLÉGANCE

Les promenades du Vieux-Québec
35, rue De Buade, Québec (Québec) G1R 4A2
(418) 692-9904

LA SEMAINE POLITIQUE

ON A NOTÉ



CITATION DE LA SEMAINE

« Il y a des semaines plus dures que d'autres. »

Seul commentaire de Marc-Yvan Côté, au SOLEIL, à la suite du rapport Gomery, où il est blâmé. Banni à vie du parti par Paul Martin, il s'expliquera davantage lors d'une conférence de presse, lundi.

ÉPHÉMÉRIDES

5 NOVEMBRE 1981 Le gouvernement fédéral et neuf provinces s'entendent sur une formule d'amendement qui permettra le rapatriement de la Constitution. Seul le gouvernement du Québec s'oppose à cette démarche. Pour exprimer leur mécontentement, les négociateurs québécois donneront à la nuit qui a précédé cette entente le surnom de « nuit des longs couteaux ».

7 NOVEMBRE 1976 André Fortin succède à Réal Caouette au poste de chef du Crédit social canadien. Ce dernier, miné par des problèmes de santé, avait annoncé son départ de la vie politique quelques mois auparavant.

9 NOVEMBRE 1978 Le ministre de l'Agriculture du Québec, Jean Garon, dépose à l'Assemblée nationale la Loi sur la protection du territoire agricole. Cette loi, qui vise la conservation de terres à des fins strictement agricoles, est une des plus importantes adoptées par le gouvernement du Parti québécois depuis son élection.

10 NOVEMBRE 1987 Alors qu'une grave crise de direction secoue le Parti québécois, le chef Pierre Marc Johnson affirme ne pas vouloir présider aux déchirements internes de sa formation et décide de remettre sa démission.

Source: « Le Bilan du siècle », Université de Sherbrooke

ÉPINGLE AU BABILLARD

LA TÊTE AILLEURS

Assis presque côte-à-côte, trois députés libéraux ont démontré un vif intérêt pour les débats qui ont cours en Chambre. Simultanément, Vincent Auclair jouait aux cartes sur son *palm*, Francine Gaudet remplissait une grande grille de mots croisés pendant qu'André Gabis consultait des plans de rénovation. Est-ce cela qu'on appelle être « au-dessus de la mêlée »?

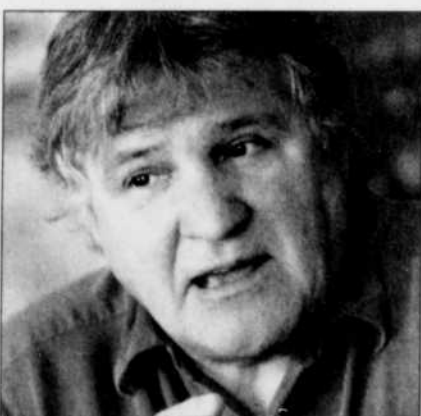
LA PROTECTRICE PART

La protectrice du citoyen, Pauline Champoux-Lesage, ne sollicitera pas un nouveau mandat de cinq ans. Le président de l'Assemblée nationale a déposé une lettre de M^{me} Champoux-Lesage qui indique qu'elle ne souhaite pas poursuivre ses activités au-delà du 3 janvier 2006. Le mandat de la deuxième femme à occuper ce poste avait été fort médiatisé alors qu'elle succédait à Daniel Jacoby, dont la gestion avait été critiquée par le vérificateur général. Le protecteur du citoyen doit contribuer à faire corriger les injustices commises par le gouvernement du Québec.

ENTREVUE ÉCLAIR

Croire ou ne pas croire

Paul Bégin est le président de l'Association péquiste de Louis-Hébert. Il a été député et ministre péquiste de 1994 à 2002 et député indépendant jusqu'en 2003.



Paul Bégin

Q La controverse entourant la consommation passée de cocaïne d'André Boisclair est-elle en train de faire dérailler complètement la course à la direction du Parti québécois?

R Voulez-vous nous foutre la paix avec le fait que Boisclair a pris de la drogue? Maintenant, il y a deux choix possibles: vous croyez ce que M. Boisclair vous dit et vous allez voter en sa faveur ou vous pensez que ça va nuire au Parti et vous allez voter contre. On ne peut pas creuser plus que ça. Ce qui avait à être dit a été dit.

Q Et, visiblement, il n'en dira pas plus.

R Tout ça, c'est tomber dans le cycle d'essayer d'en remettre encore. Aujourd'hui, on est rendu au moment où on doit prendre une décision: si je pense qu'avec Boisclair, ça ne nuira pas ce qu'il a fait, ce qu'on ne sait pas, ce qu'il ne dit pas ou tout ce qu'on peut imaginer, donc je vote pour lui. Inversement, vous ne le croyez pas, vous avez des craintes pour le Parti, pour la souveraineté, vous votez contre. Point à la ligne, foutez-nous la paix avec le reste.

Q La vraie question que les gens doivent se poser, au fond, c'est s'ils sont prêts à vivre avec quelqu'un qui a posé ce geste.

R La semaine prochaine, c'est ce qui va devoir être fait. Là, on a entendu tous les arguments. On peut les aimer, on peut ne pas les aimer. Ça a été dit. Décidons. Il n'y a personne qui va pouvoir dire mardi (le 15 novembre), au moment de voter, « Je ne sais pas, Boisclair n'a pas répondu ». C'est oui ou non. C'est sûr qu'on pourrait ap-

prendre d'autres choses et on va tous être déçu. À ce moment-là, il faut voter contre Boisclair.

Q Que faut-il faire pour remettre les idées à l'avant-scène?

R Il faut que ça arrête cette histoire-là. Il ne s'agit pas d'être pour ou contre Boisclair. Choisissons un climat politique sain, une campagne saine et que le meilleur gagne.

Q Est-ce qu'il s'agit d'un appui à M. Boisclair?

R Non, ce n'est ni un appui, ni un non-appui. C'est un désir profond que les membres fassent un choix éclairé et qu'ils puissent passer à autre chose que des discussions reposant sur des hypothèses, des ragots, des histoires, n'importe quoi. Il faut se brancher.

Q Le temps presse, non?

R Il nous reste une semaine, un beau débat sur la santé et qui intéresse la population. C'est le temps qu'on se redresse tout le monde. Avec les sondages qu'on a présentement, ce n'est pas le temps de perdre le bénéfice de ça.

Propos recueillis par Mylène Moisan

ANALYSE

Les faux amis



MYLÈNE MOISAN

MMoisan@lesoleil.com

Quand il a été élu premier ministre du Québec, Jean Charest a dû se dire — secrètement — qu'avec des libéraux à Ottawa, tout allait baigner dans l'huile. Mais jamais il n'avait pu prévoir que l'huile allait devenir si chaude...

M. Charest a vite déchanté. Avec le dépôt du rapport Gomery cette semaine, on se rend compte — une fois encore — combien les libéraux du Québec sont à la merci de ce qui se passe chez leurs amis fédéraux. Et, une fois de plus, le PLQ a bien du mal à faire croire qu'il est totalement indépendant du PLC. Quand Jean Lapierre a nommé les 10 hommes bannis à vie, mercredi, le téléphone s'est aussi mis à sonner à Québec.

Il a fallu attendre au lendemain avant que Benoît Pelletier ne tranche: « Nous sommes le Parti libéral du Québec, un parti différent et indépendant. Même qu'il est bien connu que, sur certaines questions, nous avons des vues carrément opposées. On est fiers d'être membres du Parti libéral du Québec, mais il y a des gens qui, malheureusement, confondent les deux partis, qui ne voient pas toutes les nuances. »

La veille encore, il tergiversait sur le sort à réserver aux 10 individus accusés par le juge Gomery d'avoir touché à l'argent sale des commandites, notamment Marc-Yvan Côté, organisa-

► L'événement de la semaine

■ FAIT

□ Le rapport Gomery a éclaboussé les libéraux du Québec

■ ENJEU

□ Le gouvernement Charest fait constamment les frais des frasques des libéraux à Ottawa

■ À SUIVRE

□ Jusqu'à quel point l'enquête du directeur général des élections du Québec, Marcel Blanchet, permettra de prendre la mesure des liens qui unissent le PLC et le PLQ?

teur pour les libéraux provinciaux au moins jusqu'en 2000. « On va prendre connaissance du rapport et bien l'examiner, avait-il répondu, prudent. Nous, on a tout intérêt, comme politicien et comme parti politique, à s'assurer que notre intégrité soit reconnue et que les gens nous perçoivent comme tel. » Les ministres Michel Després et Monique Gagnon-Tremblay, entre autres, ont même refusé de commenter l'affaire.

Jeudi, le directeur général des élections, Marcel Blanchet, a annoncé qu'il fera enquête sur les informations contenues dans l'explosif rapport Gomery. En clair, il cherche à savoir si des enveloppes sont parties de l'aile québécoise du Parti libéral du Canada pour atterrir dans les bureaux du Parti libéral du Québec. En passant, entre autres, par les mains de Marc-Yvan Côté.

Si les libéraux du Québec ont autant de misère à prendre leurs distances des libéraux fédéraux, c'est que tout le monde sait que, sur le terrain, c'est rouge bonnet et bonnet rouge. C'est un secret de Polichinelle que les deux organisations tra-

vaillent main dans la main à chaque élection. Que plusieurs bénévoles n'hésitent pas à répondre à l'appel, qu'il vienne d'Ottawa ou de Québec. Plusieurs témoins entendus par le juge Gomery ont, le plus candidement du monde, admis l'évidence.

Alors que péquistes et bloquistes ne se gênent pas pour miser sur leurs affinités, les libéraux du Québec doivent continuellement faire des pieds et des mains pour prouver qu'ils n'ont rien à voir avec les méchants libéraux à Ottawa. Il est toujours surprenant de voir Jean Charest répéter combien les souverainistes sont de connivence, comme si c'était une insulte.

Au fond, le premier ministre du Québec est peut-être un peu jaloux, lui qui aurait bien aimé que ces amis libéraux à Ottawa lui rende la vie un peu plus facile, au lieu de l'empoisonner. Ça tient pour le scandale des commandites, les ententes conclues à l'arraché et pour les négociations qui n'en finissent pas. Et qui font qu'un bon et loyal libéral comme Thomas Mulcair dit commencer à comprendre les péquistes...

Avec des amis comme les libéraux fédéraux, les libéraux provinciaux n'ont pas vraiment besoin d'ennemis.

SUR LA ROUTE



CONVOQUE, CONVOQUE PAS, CONVOQUE...

Les journalistes ne savaient pas sur quel pied danser, jeudi, alors que le Conseil du trésor convoquait la presse pour un rencontre sur les négos du secteur public à 13h15. Un deuxième communiqué annulait la conférence. Oh surprise, un troisième avis signalait que la conférence aurait lieu à... 13h. En espérant que le Conseil du trésor n'agisse pas ainsi avec les syndicats!



LES FINANCES DU QUÉBEC... EN ARABE

Le grand succès de librairie *Finances d'un Québec souverain* s'apprête à déferler sur la planète. Le fascicule concocté par le député François Legault est maintenant traduit en anglais, en espagnol et en arabe. Pour quoi en arabe? C'est un début, il y aura d'autres traductions, dit l'opposition péquiste. À quand une apparition de M. Legault à *Tout le monde en parle*, version Al-Jazeera?



DANS LE BEURRE

Tout comme le débat sur l'avenir du Québec, la question sur la couleur de la margarine revient périodiquement hanter l'actualité. C'est arrivé cette semaine quand le député péquiste Maxime Arseneau a voulu déposer en Chambre un contenant de margarine jaune, acheté dans un Wal-Mart de Québec. Le président de l'Assemblée a refusé, même si la leader de l'opposition a tenté de faire accepter la chose comme un « paquet »...



MATTHIEU 23, 14-19

« Sépulchres blanchis », a lancé Jacques Dupuis aux péquistes à qui il reproche d'offrir des promotions à ceux qui contournent des lois. Il aurait été anti-parlementaire de citer longuement l'attaque de Jésus aux Pharisiens, qui « au dehors paraissent beaux, mais qui au dedans sont pleins d'ossements de morts. Ainsi au dehors vous paraissez justes (...), mais au dedans, vous êtes pleins d'hypocrisie et d'iniquité. »



EFFET BOOMERANG

La ministre des Affaires municipales et des Régions, Nathalie Normandeau, a fait sensation auprès de ses collègues en apportant en Chambre *L'Humilité d'un gagnant*, la courte biographie de son vis-à-vis, Richard Legendre. En bonne lectrice, M^{me} Normandeau a pris soin d'annoter certains passages de l'ouvrage. Le champion de tennis doit s'attendre à se faire servir quelques smashes.

► La semaine politique

La page « La semaine politique » est préparée par notre équipe de journalistes et chercheuse du Bureau du SOLEIL à l'Assemblée nationale. N'hésitez pas à nous faire part de vos suggestions, sujets d'analyse, nouvelles brèves, chronique Sur la route ou toute autre idée de reportage.

Écrivez-nous à : anationale@lesoleil.com

Vous pouvez aussi joindre un membre de l'équipe :

Simon Boivin : SBoivin@lesoleil.com

Gilbert Leduc : GLeduc@lesoleil.com

Monique Bherer : MBherer@lesoleil.com

Mylène Moisan : MMoisan@lesoleil.com

Michel Corbeil : MCorbeil@lesoleil.com

Raymond Giroux : RGiroux@lesoleil.com

Téléphonez-nous à : (418) 528-5666

LE MONDE DES **FONCTIONNAIRES**

Convergence dans les Centres locaux d'emplois

« Il n'y aura aucune fermeture de centres locaux d'emploi. Il n'y aura aucune perte d'emploi. L'encadrement, par contre, va diminuer car on veut renforcer les services de première ligne. Enfin, je ne veux, et ce, sous aucune considération, que l'on diminue les services à la clientèle. »



Gilbert
Leduc

GLeduc@lesoleil.com

En entrevue au SOLEIL, la ministre de l'Emploi et de la Solidarité sociale, Michelle Courchesne, a fait le point sur l'état d'avancement du projet de convergence dont l'objectif est d'unifier, à compter du 1^{er} avril 2006, les réseaux actuels d'Emploi-Québec et de la

Sécurité du revenu « afin de simplifier la démarche de la personne qui a besoin de nos services pour retrouver son autonomie financière ».

Elle a tenu, aussi, à rassurer les 6800 employés de son ministère.

En effet, la fusion des deux mégaréseaux — dont le budget totalise 4 milliards \$ — est la source d'inquiétudes parmi le personnel. On craint, entre autres, un recours accru à la sous-traitance notamment du côté des ressources externes spécialisées en matière de développement de l'employabilité.

Le projet de convergence s'inscrit dans le Plan de modernisation de l'État présenté au printemps 2004.

« Le projet ne doit pas être compris comme étant une réorganisation bête à administrer pour sauver de l'argent », a insisté M^{me} Courchesne tout en reconnaissant d'emblée que des économies seront réalisées au bout de la course ne serait-ce que par la réduction du nombre de strates d'encadrement. Les gestionnaires



Trimballé d'Emploi-Québec à la Sécurité du revenu ou vice-versa, le citoyen est souvent obligé de raconter son histoire à deux fonctionnaires différents.

identifiés « excédentaires » seront redéployés au sein du ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale ou ailleurs dans la fonction publique.

« Pour moi, la base de cette importante réorganisation, c'est la nécessité de renforcer la notion d'accompagnement des personnes qui se présentent soit à Emploi-Québec ou soit à la Sécurité du revenu. »

Même s'ils sont regroupés physiquement dans les centres locaux d'emplois (CLE), les deux réseaux fonctionnent actuellement en silo. Trimballé d'Emploi-Québec à la Sécurité du revenu ou vice-versa, le citoyen est souvent obligé de raconter son histoire à deux fonctionnaires différents qui, dans la plupart des cas, ne se parlent même pas.

« Dorénavant, l'accueil et le suivi du dossier d'une personne seront faits par un seul et même fonctionnaire. Ça va assurer une mise en mouvement plus efficace des mesures venant en aide à notre clientèle », a expliqué la ministre Courchesne.

Ainsi, la personne qui se présente à un CLE et qui ne se bute à aucun obstacle l'empêchant d'intégrer le mar-

ché du travail de façon autonome sera dirigée vers la « salle multiservices ». Dans le cas où elle a besoin d'accompagnement, elle sera prise en charge sur-le-champ et un « parcours élaboré » sera établi.

La personne qui n'est pas apte à travailler sera dirigée vers la « ligne d'affaires Solidarité sociale », où elle se verra offrir des services adaptés à ses besoins, notamment en matière de formation.

Le ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale a testé son projet de convergence dans deux régions. Les résultats ont été concluants. Par exemple, il a été possible de retrancher deux jours au traitement des nouvelles demandes d'assistance-emploi. Le nombre de participants en emploi provenant de la clientèle de l'assistance-emploi a augmenté de 10 %.

« En allant rencontrer les employés sur le terrain, j'ai cru comprendre que la nouvelle façon de faire leur apportait beaucoup de satisfaction au plan professionnel. Leur travail est plus complet », a fait remarquer M^{me} Courchesne en soulignant qu'elle avait demandé à ses sous-ministres de mettre sur pied des programmes de forma-

tion pour aider le personnel à s'adapter aux nouveaux défis du ministère.

Depuis plusieurs années, le Syndicat de la fonction publique du Québec (SFPQ) s'élève contre le recours de plus en plus fréquent à des ressources externes pour offrir des services d'aide à l'employabilité. En lisant dans le rapport du comité directeur du projet de convergence, déposé en septembre dernier, qu'il fallait « utiliser davantage » ces ressources externes, le SFPQ y voit un bar ouvert à la sous-traitance.

Dans les négociations actuelles avec le Conseil du trésor pour le renouvellement des conventions collectives de ses 40 000 membres, le syndicat tente d'arracher des garanties auprès de l'employeur pour qu'il limite à sa plus simple expression l'utilisation de la sous-traitance.

La ministre Michelle Courchesne assure que la convergence des deux réseaux ne débouchera pas sur un accroissement de la sous-traitance. « Depuis plusieurs années, on a des partenariats avec des organismes communautaires comme les Carrefours Jeunesse Emploi, par exemple. Pour l'instant, on ne veut pas ajouter

de nouveaux partenaires. »

Elle a tenu toutefois à préciser que la mission du ministère n'en était pas une de réinsertion en emploi et que le recours à des ressources externes spécialisées en matière de développement de l'employabilité ou à des organismes communautaires possédant déjà une expertise pertinente en la matière était incontournable.

Une fois la convergence réalisée, les CLE pourraient devenir la porte d'entrée de Services Québec, le nouvel organisme gouvernemental qui prend la relève de Communications Québec. « J'aimerais beaucoup voir la réalisation de ce lien, mais ça, c'est un autre dossier... », a indiqué M^{me} Courchesne.

LES ENGAGEMENTS DU FONCTIONNAIRE...

Le 27 août dernier, à Regina, le conseil d'administration de l'Institut de l'administration publique du Canada adoptait un document intitulé *Les Engagements du fonctionnaire*.

Dans la tourmente de l'ouragan Gomery, il vaut la peine d'en souligner quelques extraits pertinents:

- Le fonctionnaire s'engage à défendre consciencieusement la démocratie, la paix, l'ordre et la saine gestion publique.
 - Le fonctionnaire s'engage à collaborer avec le gouvernement en place et à l'administration de l'État.
 - Le fonctionnaire s'engage à comprendre l'intérêt public comme il s'exprime au fil du temps. Le fonctionnaire sert l'intérêt public en servant le gouvernement élu.
 - Le fonctionnaire s'engage à faire preuve de courage dans l'exercice de ses fonctions: le courage de prendre position, de s'exprimer objectivement et d'assumer ses responsabilités auprès du pouvoir politique.
- Bonne réflexion...

Pour vous messieurs

100% laine véritable

Blondo

Jolan

chaussure-conseil pour hommes, femmes et enfants

Place Laurier 651-7418 Place Fleur de Lys 525-6755

Suivant un été très beau et chaud, il est temps de venir choisir votre vêtement de saison

CURZO

LES CUIRS

prêt-à-porter et sur mesure

30% à 50% de réduction sur les vêtements en magasin

curzo.com

BOUTIQUE LES SAULES (Près d'Ameublements Langway)

VIEUX-PORT 85, rue Saulx-au-Matelot 692-1647

ATELIER SAINT-ÉMILE 1720, av. Lapierre 843-1936

Nouveau conseil

05-06

L'Association des diplômés de l'Université Laval vous présente son conseil d'administration **2005-2006**

L'Association des diplômés de l'Université Laval (ADUL) est un organisme sans but lucratif dont la mission est de promouvoir et de maintenir un attachement constant des diplômés envers leur université et d'établir d'une manière permanente des relations utiles et avantageuses entre les diplômés et leur *alma mater*.

Bureau de direction



PRÉSIDENTE
Marie Morneau
(Journalisme 1976)
Vice-présidente
HKDP Communications & affaires publiques



1^{er} VICE-PRÉSIDENT
Jocelyn-F. Rancourt
(Droit 1984)
Associé
Ogilvy Renault



2^e VICE-PRÉSIDENT
François Bélanger
(Droit 1999)
Avocat
Néron Trudel & associés



SECRÉTAIRE GÉNÉRAL
Marc Robichaud
(Gestion des organisations 2000)
Président
Triomphe Marketing et Communication



TRÉSORIER GÉNÉRAL
Claude Montreuil
(Administration 1962)
Associé
Gestion Conseil Caron

Administrateurs



Suzanne Delisle
(Administration 1989)
Gestion Sovar inc.
Directrice financière



Jean-François Fournier
(Droit 1977)
Avocat
Dion Roy Parent Rivard Fournier



Marie-Claude Giraudo
(Consommation 1977)
Directrice générale
Fondation pour l'éducation à la coopération



Marie-Claude Lévesque
(Droit 1991)
Avocate
Samson Bélair Deloitte & Touche



Jean-Pierre Plamondon
(Génie civil 1971)
Ingénieur principal
Groupe Roche Ltée



Natalie Quirion
(Administration 1994)
Directrice services aux entreprises
Parc technologique du Québec métropolitain



Maurice Tremblay
(Administration 1977)
Associé principal
Ernst & Young



Diane Lachapelle
(Détachée 1980)
Vice-rectrice au développement et aux relations internationales
Université Laval

Les présidents des clubs de diplômés du Québec

- Abitibi/Témiscamingue : José Mediavilla (Physique 1975)
- Bas Saint-Laurent : Jean-Maurice Richard (Administration 1978)
- Beauce-Appalaches : Raouf A. Manneh (Informatique 1986)
- Côte-Nord : Poste à combler
- Estrie : Étienne Couture (Génie mécanique 1993)
- Mauricie : Noël Meunier (Agriculture 1969)
- Montréal : Patricia Therrien (Actuariat 1989)
- Outaouais : Marie Bergeron (Traduction 1978)
- Québec : François Bélanger (Droit 1999)
- Rivière-du-Loup : Noël Thériault (Pédagogie 1971)
- Saguenay/Lac Saint-Jean : Guy St-Jean (Français 1969)

À titre consultatif

- Présidente sortante de charge : Dominique Houde (Communication 1987)
- Présidente du Comité des diplômés retraités de l'Université Laval (CODRUL) : Roselle Lehoux-Dubé
- Recteur de l'Université Laval : Michel Pigeon (Génie civil 1967) ou son représentant Vice-recteur exécutif : Claude Godbout (Génie forestier 1969)
- Représentant des doyens : Gilles Simard (Musique 1975)
- Directeur général : Robert Tremblay (Administration 1975)

Invités du conseil d'administration

- Adjoint au directeur ADUL : Pierre Gagné
- Secrétaire de gestion ADUL : Stéphanie Allaire

L'APRÈS-GOMERY

Harper promet un ménage complet à Ottawa

OTTAWA (PC) — La campagne électorale n'est pas encore commencée, mais cela n'a pas empêché le chef conservateur, Stephen Harper, de faire une première promesse, hier, en s'engageant à assainir la politique et le gouvernement fédéral s'il est élu premier ministre.

Devant ses députés et plusieurs employés conservateurs, M. Harper a livré un discours au ton électoral, cherchant à positionner son parti comme la seule formation politique à pouvoir réinstaurer l'imputabilité dans le gouvernement.

Trois jours après le dépôt du rapport du juge John Gomery sur le scandale des commandites, l'impact des conclusions commence à se faire sentir. Un nouveau sondage, dévoilé hier, place libéraux et conservateurs au coude à coude.

« Nous devons faire rien de moins que remplacer la culture du "tout-m'est-dû" par une culture de l'imputabilité », a lancé le chef conservateur, reprenant à son compte une expression du rapport Gomery.

La corvée de ménage que promet M. Harper débute dès son arrivée à la tête du gouvernement. Il s'engage à ce que la première loi qu'un gouvernement conservateur adopterait soit la Loi sur la responsabilité fédérale.

Cette loi, qu'il a présentée dans son discours, comporte un train de mesures qui mettrait « fin à l'influence des gros sous à Ottawa et à la culture de lobbying ». Un gouvernement conservateur s'engagerait entre autres à :

□ Limiter les dons de particuliers à des partis ou candidats à un maximum de 1000 \$;

□ Interdire les contributions politiques d'entreprises, de syndicats ou d'organismes ;

□ Étendre à cinq ans la période durant laquelle ministres, personnel po-

litique et hauts fonctionnaires ne pourront devenir lobbyistes ;

□ Mettre en place des mesures pour interdire les contributions politiques secrètes ;

□ Donner plus de pouvoirs au bureau du vérificateur général, au commissaire à l'éthique, renforcer la protection des dénonciateurs et la Loi sur l'accès à l'information ;

□ Tenir un vote secret auprès des députés pour confirmer les nominations des officiers du Parlement.

« On n'a pas besoin de cocktails à 5000 \$ par personne pour avoir des faveurs du premier ministre », a souligné M. Harper, s'attaquant directement aux libéraux de Paul Martin. La politi-

que ne sera plus un tremplin pour une carrière lucrative en faisant du lobbying auprès du gouvernement. »

Réagissant à l'annonce du Parti conservateur, le ministre des Travaux Publics, Scott Brison, a dit accueillir favorablement toutes les idées améliorant « la gouvernance et l'imputabilité ».

Il n'a pu cependant se retenir de décocher quelques flèches à l'endroit du chef de son ancien parti.

« M. Harper n'a toujours pas déclaré publiquement la liste des donateurs à sa campagne au leadership », a indiqué M. Brison, déterrât aussi le passé « lobbyiste » de M. Harper, qui a été pendant quatre ans président de la National Citizens Coalition.

Les attaques se sont poursuivies à qui mieux-mieux tout au cours de la journée, conservateurs et libéraux s'accusant tour à tour de manquement à l'éthique.

Le chef s'engage à adopter une Loi sur la responsabilité fédérale



Paul Martin a martelé que les États-Unis devaient respecter le jugement de l'ALENA.

SOMMET DES AMÉRIQUES

Martin talonne Bush sur le bois d'œuvre

MAR DEL PLATA, Argentine (PC) — Le libre-échange serait un puissant antidote à la pauvreté — si tout le monde jouait selon les règles, a affirmé hier le premier ministre, Paul Martin, dans une attaque à peine voilée contre le président américain George W. Bush.

Lors de la journée d'ouverture du quatrième Sommet des Amériques, qui se tient dans la ville côtière fortifiée de Mar del Plata, le premier ministre a expliqué que le Canada soutenait pleinement la volonté américaine d'étendre la zone de libre-échange à tout le continent américain. Mais Paul Martin n'a pas manqué de soulever le conflit persistant du bois d'œuvre qui oppose le Canada aux États-Unis, juste avant de s'entretenir en privé avec le président mexicain, Vicente Fox.

« Le fait est que le président Fox, le président Bush et moi-même, nous croyons ardemment à la Zone de libre-échange des Amériques (ZLEA). Mais nous savons qu'une telle entente doit être basée sur des règles — et des règles qui doivent être respectées », a-t-il dit.

Paul Martin a remercié le président Fox d'avoir ouvertement appuyé le besoin de respecter le processus de résolution de conflits prévu dans l'Ac-

cord de libre-échange nord-américain (ALENA).

Le conflit s'est envenimé entre Ottawa et Washington depuis le refus américain de respecter une décision rendue par l'ALENA qui stipule que les tarifs douaniers imposés aux importations de bois d'œuvre canadien sont injustifiés. Ces tarifs élevés ont coûté aux producteurs plus de 5 milliards \$.

Les États-Unis ont jusqu'à présent refusé de rembourser les 3,5 milliards \$ demandés par le jugement de l'ALENA.

Lorsqu'il a pris la parole au Sommet plus tard dans la journée, le premier ministre a insisté sur la promesse de créer une zone de libre-échange allant de l'Alaska à la Terre de feu.

« Un pays démocratique qui participe à une économie mondiale peut se développer; il peut investir sa richesse dans des programmes sociaux essentiels, libérant le potentiel de sa population », a-t-il déclaré.

Une telle entente « n'est pas faite pour favoriser les capitalistes », a indiqué Paul Martin. « C'est fait pour donner une chance aux travailleurs, de meilleurs produits et services aux consommateurs du bas de l'échelle salariale jusqu'au sommet. »

Layton hésite toujours

Le chef du NPD refuse de dire s'il appuiera le PLC

OTTAWA (PC) — Le chef du Nouveau Parti démocratique (NPD), Jack Layton, s'est dit déçu, hier, de la réponse du gouvernement Martin à ses propositions en matière de santé, mais sa déception ne semble pas être intenable puisqu'il n'a visiblement pas envie de provoquer des élections immédiatement.

Hier, M. Layton a poursuivi la valse-hésitation qu'il a entreprise depuis le début de la semaine, refusant de dire clairement s'il allait appuyer le gouvernement minoritaire de Paul Martin ou s'il se rangerait du côté du Bloc québécois et du Parti conservateur.

Pour continuer de soutenir les libéraux, les néodémocrates réclament des réformes pour accroître « l'éthique » au gouvernement et, surtout, pour mettre fin à la « privatisation » des soins de santé. Tard jeudi soir, M. Layton a reçu une proposition du ministre de la Santé, Ujjal Dosanjh.

Le NPD souhaite toutefois profiter de la fin de semaine pour analyser plus à fond le document puisqu'il s'agit d'une question « complexe ».

Le chef néodémocrate a refusé de révéler les détails de la proposition, se contentant de dire qu'à première vue, il la juge insuffisante pour arrêter l'expansion des cliniques privées au Canada, comme le réclame son parti.

Depuis le dépôt du rapport du juge John Gomery sur le scandale des commandites, M. Layton entretient un double langage. D'un côté il dénonce d'un ton exaspéré la « corruption » du gouvernement Martin, et de l'autre il répète qu'il préfère un Parlement efficace.

Pressé de questions par les journalistes, le chef du NPD n'a jamais voulu dire si les tractations avec les libéraux comportaient une date de péremption.

GLOBO

CHAUSSURES

Une valeur qui convient à votre style

LES JOURS GLOBO

4 jours seulement
du 3 au 6 novembre 2005

économisez
jusqu'à

50%

sur toutes les
grandes marques !



nous payons les taxes !
sur toute la marchandise à prix régulier

samedi le 5 et
dimanche le 6 novembre

25%
de rabais sur toutes les chaussures

à prix régulier

Boisclair reçoit l'appui de 18 ex-ministres ou députés

■ MONTRÉAL (PC) — Dix-huit anciens ministres ou députés du Parti québécois, parmi lesquels Clément Richard, Yves Duhaime et Marc-André Bédard, signent une lettre d'appui au candidat à la direction du PQ André Boisclair.

Dans la lettre, M. Boisclair y est décrit comme « le rassembleur qu'il nous faut pour faire du Québec un pays ».

Les signataires décrivent M. Boisclair comme « un homme studieux, sérieux, qui sait faire preuve d'une grande rigueur intellectuelle ».

Joint au téléphone, l'un des signataires, l'ancien ministre de la Culture Clément Richard, pense qu'« André Boisclair, malgré ce qu'on lui reproche, à raison, demeure le meilleur candidat ».

C'est un « homme de culture » qui aime les arts, note-t-il entre autres.

Interrogé à savoir si la controverse entourant sa consommation passée de cocaïne lui nuira, M. Richard répond avec un brin d'humour : « J'appelle ça un beau risque » (une expression passée à l'histoire qui fait référence à la tentative de renouvellement du fédéralisme en 1985).

M. Richard avoue qu'il ignorait cette consommation de drogue et l'a appris « en même temps que tout le monde ».

« Comme lui, je le regrette et je suis certain qu'il ne récidivera pas », dit-il.

En entrevue, Marc-André Bédard, qui fut ministre de la Justice et vice-premier ministre, affirme qu'il appuie

Les signataires le décrivent comme « un homme studieux, sérieux, qui sait faire preuve d'une grande rigueur intellectuelle »

M. Boisclair « dans le respect de toutes les autres candidatures », lui qui connaît bien les Louis Bernard et Pauline Marois, entre autres. « Ça n'enlève rien aux autres ».

« Je crois fondamental de se rappeler que la mobilisation pour la souveraineté est essentielle » au sein du Parti québécois, a-t-il souligné.

M. Bédard se dit satisfait des explications données par M. Boisclair sur

sa consommation passée de cocaïne. « Il a reconnu l'erreur qu'il a commise », ajoute-t-il.

« Je crois que la population a une meilleure compréhension de la nature humaine que les personnes qui ne pensent qu'à cogner sur la faute, sans jamais rappeler que cette erreur a été corrigée depuis plusieurs années », a commenté M. Bédard.

VIE PRIVÉE

De son côté, l'ancien ministre Yves Duhaime estime que « l'histoire de la cocaïne relève de sa vie privée, à moins que quelqu'un puisse dire que ça a dérangé ses fonctions » de ministre, ce qui n'a pas été le cas, a-t-il commenté en entrevue.

M. Duhaime souligne aussi à ceux qui demandent à M. Boisclair avec qui il se trouvait, quand il a consommé de la cocaïne, que si celui-ci acceptait de répondre à leur question, il se trouverait à « amener dans la vie publique » des gens qui n'ont peut-être pas choisi d'y œuvrer. « Qu'est-ce qu'on fait de la Charte des droits ? » a demandé M. Duhaime.

Joint au téléphone, l'ancien ministre Rodrigue Biron a dit avoir appuyé M. Boisclair pour sa jeunesse et sa fou-



Marc-André Bédard



Clément Richard



Yves Duhaime

Henri Massé en a assez du « vaudeville »

MONTRÉAL (PC) — Le président de la FTQ, Henri Massé, affirme en avoir assez du « vaudeville » contre le candidat à la direction du Parti québécois André Boisclair et sa consommation passée de cocaïne.

En entrevue avec la Presse canadienne, le coloré président de la FTQ a déploré ce qu'il appelle « une attaque orchestrée et dirigée » contre André Boisclair, qui va finir par nuire au Parti si elle ne cesse pas.

Du même souffle pourtant, il affirme ne pas soutenir André Boisclair, pas plus qu'un autre candidat, puisque la centrale syndicale demeure neutre dans cette course à la direction du PQ.

« À la FTQ, on a décidé d'être neutre dans la course et on va rester neutre jusqu'à la fin. Mais moi, quand je vois ces attaques-là, je commence à trouver André Boisclair pas mal plus sympathique », a commenté le président de la plus grande centrale syndicale québécoise.

« Je vous le dis : ce n'est pas parce qu'on prend pour André Boisclair ; à la FTQ on est neutre. Je

dirais même qu'il y a plus de sympathie pour d'autres candidats que Boisclair. Mais il y en a plusieurs qui commencent à être tannés de ce trainage dans la boue comme ça.

« Je commence à trouver que c'est du vaudeville pas mal », s'est-il exclamé.

M. Massé dit comprendre que les médias interrogent M. Boisclair sur cette consommation passée de cocaïne alors qu'il était ministre, mais n'en revient pas que quatre de ses collègues opposants dans la course aient ainsi ressorti l'histoire cette semaine, après quelques semaines d'accalmie.

« Ça n'a pas de sens des attaques semblables. (...) En gros, le monde que je rencontre disent : "hey, on peut-tu passer à autre chose ?" Il a dit ce qu'il avait à dire. Le monde est tanné que la course au leadership tourne autour de ça », lance le président de la FTQ.

M. Massé dit craindre les effets de la division au sein du Parti. « Ça peut créer des dommages très importants pour l'avenir du Parti québécois. »

ÉDUCATION

Les provinces, sauf l'Ontario, signent une entente avec le fédéral

OTTAWA (PC) — Malgré le refus de l'Ontario de signer le protocole, une entente est intervenue, jeudi, sur l'éducation dans les langues officielles entre le ministère du Patrimoine canadien et les neuf autres provinces.

Hier, la ministre du Patrimoine canadien a confirmé au quotidien *Le Droit* que l'entente sur l'éducation totalisant un milliard de dollars pour les quatre prochaines années avait été paraphée par les ministres de l'Éducation des provinces après deux années de négociations. L'entente couvre la période de 2005-2009.

Sauf que l'Ontario a refusé d'y apposer sa signature, parce qu'elle réclame une somme de 7 millions \$ supplémentaires.

La ministre du Patrimoine canadien, Liza Frulla, a précisé que le protocole était d'une durée de quatre ans et que 35 % de l'enveloppe de 1 milliard \$ était réservée pour des projets bilatéraux avec les provinces.

« Cela va permettre de combler beaucoup de besoins des provinces soit en infrastructures, soit pour l'aide au niveau postsecondaire », a-t-elle expliqué.

La ministre du Patrimoine n'a pas manqué de souligner que le protocole avait été accepté en mai par les 10 provinces et trois territoires. En juin, l'Ontario a toutefois émis des réserves.

baltazar
objets urbains

Théière
eva solo
design danois
99⁹⁵

dans le nouveau st-roch

461, rue saint-joseph est québec 418.524.1991

www.cjmds.qc.ca
Pour vous à Jésus-Marie



Examens d'admission 2006-2007

Primaire

12 novembre 2005, à 8 h 30 - 2^e à 6^e année
5 novembre 2005, à 8 h 30 - 1^{re} année

Secondaire

19 et 26 novembre 2005, à 9 h - 1^{re} secondaire

Préscolaire

14 et 15 janvier 2006

*Pour les 2^e à 5^e secondaire, veuillez communiquer avec le Service des admissions et faire parvenir le dossier scolaire.

Séance d'information PEI secondaire

9 novembre 2005, 19 h 30



COLLÈGE JÉSUS-MARIE DE SILLERY

2047, chemin St-Louis, Sillery
Tél. : (418) 687-9250
admission@cjmds.qc.ca

MITSUBISHI GARANTIT SES VÉHICULES JUSQU'EN 2015

OUTLANDER 2006

transp. et prep. inc. **295\$**

0\$ comptant Location 60 mois 0%

1^{er} paiement gratuit

QUÉBEC MITSUBISHI

Le seul concessionnaire Mitsubishi au Québec

1000, boul. Pierre-Bertrand sud, Vanier, 514-222-2225 • 1-866-50MITSU

www.quebecmitsubishi.com

LANCER 2006

transp. et prep. inc. **213\$**

Le plus GROS concessionnaire au Québec

Location crédits, allocation de 20 000 km par année. Transport et préparation inclus. Taxes en sus. Le Outlander est un modèle 2006, 2PM, 5 vit. C01. Le Lancer est un modèle ES 2006, 5 vit. C01.

RECOURS COLLECTIF DES EX-EMPLOYÉS DU MAGASIN DE JONQUIÈRE

Wal-Mart gagne la première bataille

MONTREAL (PC) — Wal-Mart vient de remporter une bataille en Cour supérieure dans le dossier du recours collectif que tentaient d'intenter contre elle d'anciens employés de son magasin de Jonquière.

Sa propre requête pour faire déclarer irrecevable la requête pour autorisation d'intenter un recours collectif a en effet été accueillie par la Cour supérieure, à Montréal.

Un ancien employé du magasin de Jonquière, Alain Pedneault, avait demandé l'autorisation d'intenter un recours collectif contre Wal-Mart au nom des anciens employés qui avaient perdu leur emploi, comme lui, à cause de la fermeture du magasin, le 29 avril dernier.

Mais avant même que sa requête pour autorisation soit entendue, la Cour supérieure avait été saisie d'une requête déposée par Wal-Mart Canada, lui demandant de décliner compétence.

Les avocats de Wal-Mart avaient plaidé qu'il appartenait à la Commission des relations du travail (CRT), un tribunal administratif spécialisé dans les relations du travail, de traiter ce dossier relié au Code du travail.

Le juge Marc Beaudoin a retenu cette interprétation, disant que « l'essence du litige en est un de relations de travail ».

Il conclut que la Commission des relations du travail « a le pouvoir de

mettre en application la Charte québécoise des droits et libertés de la personne et d'accorder des dommages exemplaires et/ou punitifs » si elle le juge à propos.

Le litige en est un de relations de travail, selon le juge

Il ajoute que « tout ce que demande M. Pedneault dans ses conclusions, la CRT a le pouvoir de lui accorder ».

En fait, la Commission des relations du travail a déjà été saisie de 79 plaintes d'anciens employés à cause des pertes d'emploi qui ont découlé de la fermeture du magasin de Jonquière. Et la Commission a déjà rendu, en septembre dernier, une décision dans le cas de certaines de ces plaintes, une décision

favorable aux ex-travailleurs. Wal-Mart a toutefois demandé récemment une révision de cette décision.

La direction de Wal-Mart a annoncé la fermeture du magasin peu après qu'un arbitre eut été nommé au dossier par le ministère du Travail, invoquant sa rentabilité déficiente.

La fermeture, d'abord annoncée pour le 6 mai, a finalement eu lieu une semaine plus tôt que prévu, le 29 avril.

RÉACTIONS

« Je ne comprends pas la logique derrière ça », s'est exclamé en entrevue l'avocat du requérant au recours collectif, M^e Gilles Gareau. Selon lui, la Cour supérieure « avait la possibilité de modifier le groupe et d'exclure cer-

taines personnes » (du recours collectif), c'est-à-dire exclure celles qui avaient déjà porté leur cause devant la Commission des relations du travail.

M^e Gareau souhaite examiner le jugement plus à fond et consulter avant de décider s'il interjettera appel.

Du côté de Wal-Mart Canada, le porte-parole Yanik Deschênes s'est dit satisfait. « On souhaite que ça va tourner la page de ce triste épisode-là, l'épisode de Jonquière. On aimerait aller de l'avant parce qu'on croit beaucoup au Québec. »

M. Deschênes dit vouloir désormais miser sur les événements positifs. « On a vraiment fait tout notre possible pour garder ce magasin ouvert. Maintenant, on veut passer à autre chose. »

JE ME SOUVIENS,

Messieurs Martin et Chrétien,
des balles de golf les plus
chères au monde

www.bloquebecois.org/jemesouviens

SCANDALE DES
Libéral
COMMANDITES

BLOC
QUÉBÉCOIS

LE MONDE



HÉLÈNE LAUZIER

SILLERY
1420, POWER
Grand cottage, 5 cc, vastes pièces
éclairées, garage, terrain unique.
P.D. 459 000\$
VOIR AUTRE ANNONCE PAGE E 9

REMAX 1^{er} CHOIX H.L. 687-3211

◀ NOUVEAUX FOYERS DE GRIPPE AVIAIRE EN ASIE A 22
PRISONS SECRÈTES: PAS DE GUANTANAMO ROUMAIN A 23 ▶

IV^e SOMMET DES AMÉRIQUES

Sous le signe de la division

Bush, affaibli aux E.-U. et isolé en Amérique latine, veut reprendre les négociations sur la ZLEA

■ MAR DEL PLATA, Argentine (AFP) — Le continent américain a entamé hier après-midi le IV^e Sommet des Amériques à Mar del Plata sur fond de manifestations et en présence du président George W. Bush, affaibli dans son pays et isolé en Amérique latine, où son projet de Zone de libre-échange des Amériques (ZLEA) divise profondément les 34 participants à ce sommet.

Ce projet américain de vaste marché commun s'étendant de l'Alaska à la Terre de Feu se heurte non seulement à l'opposition du Venezuela, mais aussi à celle de pays pourtant considérés comme des alliés de Washington, comme le Brésil ou l'Argentine.

Ces pays membres du Mercosur, avec l'Uruguay et le Paraguay, rechignent à s'associer à ce projet, faute d'engagements jugés suffisants de la part des États-Unis concernant l'ouverture de ses marchés agricoles. Le sujet est à ce point sensible qu'il n'avait toujours pas été agréé par les ministres des Affaires étrangères des 34 participants à ce sommet, en fin de matinée hier.

Les ministres espéraient toutefois parvenir à un accord sur le paragraphe concernant la ZLEA avant l'ouverture formelle du sommet prévu en milieu d'après-midi.

Les États-Unis, mais aussi le Mexique, le Canada, les pays centroaméricains, des Caraïbes et le Chili, sont favorables à une reprise des négociations sur la ZLEA dès 2006, ce que refusent le Venezuela et le Mercosur.

Le président vénézuélien a profité de la tribune offerte par le Sommet pour



Environ 300 manifestants, la tête couverte de passe-montagnes, se sont massés le long des très hautes barrières métalliques érigées pour isoler le théâtre auditorium où étaient réunis les chefs des 34 pays du continent ou leurs représentants.

proposer une alternative à la ZLEA en suggérant une Alliance contre la pauvreté dotée de 100 milliards \$ de financements et inspirée de l'Alliance pour le progrès de l'ancien président américain John F. Kennedy.

La lutte contre la pauvreté est précisément l'un des principaux sujets que l'Argentine a voulu mettre à l'ordre du jour de cette réunion.

L'Amérique latine a enregistré l'an dernier une croissance record d'environ 5,5 %, sans parvenir à réduire la pauvreté qui touche plus de 220 de ses 512 millions habitants.

ÉCHAUFFOURÉES

Des échauffourées se sont produites hier après-midi à l'ouverture du Sommet, entre des groupes radicaux et les forces de l'ordre et se sont soldées par l'arrestation de 64 per-

sonnes, a-t-on appris de sources policières.

Environ 300 manifestants, la tête couverte de passe-montagnes, se sont massés le long des très hautes barrières métalliques érigées pour isoler le théâtre auditorium où étaient réunis les présidents des 34 pays du continent ou leurs représentants (sauf Cuba, exclu faute de gouvernement démocratique).

Les jeunes manifestants, opposés farouchement à la politique économique néolibérale américaine et à la guerre en Irak, ont jeté des pierres sur les forces de sécurité fortement équipées et regroupées derrière les barrières. Celles-ci ont répliqué par des tirs nourris de gaz lacrymogène,

Voir DIVISION en A 22 ▶

Plus d'information Page A 22



Les 34 dirigeants alignés pour la photo officielle du Sommet.

PARTICIPEZ À NOTRE CONCOURS: *La fête des récoltes*

12 600\$ en prix à gagner

soit, un bon d'achat de 5 000\$ chez Tanguay et 152 bons d'achats, d'une valeur de 50\$ chacun, valides dans toutes les succursales Le Jardin Mobile, pour une valeur de 7 600\$

(1 bon d'achat de 50 \$ par semaine, par succursale, durant 8 semaines)

En collaboration avec: **TANGUAY** Les coupons de participation et les règlements du concours sont disponibles dans toutes nos succursales de Jardin Mobile.

De plus, durant ce concours, procurez-vous **LE SOLEIL** au prix de **47¢**, taxes incluses, le **SAMEDI** 5 novembre 2005, dans toutes les succursales Le Jardin Mobile.

Tomates de serre

importées
préemballées
catégorie no 1

97¢
la livre

2,14\$ / kg



Bananes

importées

27¢
la livre

60¢ / kg

Poires «Bartlett»
des États-Unis
préemballées
catégorie no 1

97¢
la livre

2,14\$ / kg

Salade frisée verte
de la Californie
grossesse #24
catégorie no 1

97¢
chacune

1,97\$ / kg

La fête des récoltes
avec Le Jardin Mobile en collaboration avec Tanguay
Participez à notre concours en complétant ce coupon et en le déposant dans les boîtes prévues à cette fin dans une des succursales de Jardin Mobile, avant 21 heures, dimanche le 6 novembre 2005.
Nous pourrions alors mettre en jeu d'achat, d'une valeur de 5000\$, valide chez Tanguay ou l'un des 152 bons d'achat de 50\$ chacun, valide dans toutes les succursales de Jardin Mobile.
Les règlements de participation de ce concours sont disponibles dans toutes les succursales de Jardin Mobile.

NOM _____
ADRESSE _____
RÉSIDENCE _____
CODE POSTAL _____
BUREAU _____

Ananas
«GOLDEN RISE»
mûr sur le plant
prêt à manger
du Costa Rica
gr. #6 ou 7
cat. no 1

197¢
chacun

1,97\$ / kg

Champignons
j'ai
entiers blancs
de l'Ontario
catégorie no 1

97¢
chacun

contenant de 227 g

Spéciaux valides jusqu'au lundi 7 novembre 2005, dans toutes nos succursales. Ouvert 7 jours, 7 soirs de 9h à 21h. Nous nous réservons le droit de limiter les quantités. Photos à titre indicatif seulement.

GRIPPE AVIAIRE

Nouveaux foyers en Chine et au Vietnam

Tokyo ordonne l'abattage de 180 000 poulets

PÉKIN et TOKYO (AFP et AP) — Deux nouveaux foyers de grippe aviaire ont été annoncés hier en Chine et au Vietnam, soulignant l'ampleur de la tâche qui attend les autorités sanitaires mondiales au moment où elles doivent se réunir à partir de lundi à Genève pour leur plus important Sommet du genre.

Un nouveau foyer du virus H5N1, le plus dangereux, a été détecté dans la province de Liaoning, a indiqué l'Organisation mondiale de la santé animale (OIE), précisant que près de 9000 poulets étaient morts de la maladie.

Dans le Vietnam voisin, un nouveau foyer a été annoncé dans la province de Bac Giang, à 70 km au nord de la capitale, Hanoi. L'épidémiologiste y a tué 4000 volailles, a déclaré un responsable du département vétérinaire provincial. Une quarantaine et de strictes mesures de contrôle ont été décrétées jeudi dans les trois communes touchées (Yen Lu, Van Trung et Tang Tien), ont assuré les autorités. Au moins 41 personnes sont mortes au Vietnam des suites de la grippe aviaire, sur une soixantaine au total en Asie, depuis fin 2003.

La Chine n'a, quant à elle, encore annoncé aucun cas de grippe humaine d'origine aviaire. Le foyer annoncé hier est le quatrième enregistré dans le pays en un peu plus de deux semaines, après la Mongolie intérieure, l'Anhui et le Hunan.

Près de 370 000 volailles ont été abattues dans un rayon de trois kilomètres autour du foyer d'infection et la province du Liaoning procédait à la vaccination de 13,9 millions d'animaux. Le ministère chinois de l'Agric-

culture a précisé que le H5N1 avait affecté des élevages familiaux du district de Heishan situés sur la route des oiseaux migrateurs qui se rendent de l'Extrême-Orient vers l'Australie.

AU JAPON

Par ailleurs, les autorités sanitaires japonaises vont procéder à l'abattage de 180 000 poulets après la détection de signes de grippe aviaire dans un élevage du nord de l'archipel.

Des tests anticorps ont montré que les poulets ont été exposés à un virus de la grippe aviaire de la famille H5 mais ont survécu, a dit le responsable vétérinaire. Aucun virus actif de la grippe aviaire n'a été découvert.

Par ailleurs, la Chine a interdit l'importation de volailles et de viande de volailles en provenance de 14 pays, dont plusieurs durement touchés dans la région. Au Vietnam, les autorités ont annoncé hier le déroulement d'exercices dans les principales villes du pays, à partir de la mi-novembre.

Ces annonces de nouveaux foyers interviennent à trois jours du Sommet, à partir de lundi à Genève, entre l'Organisation mondiale de la santé (OMS), l'Organisation de l'ONU pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) et la Banque mondiale notamment. «Genève est le Sommet de la dernière chance», commente l'hebdomadaire médical britannique *Lancet*.

Les experts redoutent que le virus, jusqu'à présent largement limité aux animaux, ne mue en une souche capable de contaminer à grande échelle l'homme, déclenchant une pandémie qui ferait des millions de morts.



Diego Maradona a reçu une ovation au stade de Mar del Plata, après avoir été prié de «dire quelques mots» par le président vénézuélien Hugo Chavez (à gauche).

IV^E SOMMET DES AMÉRIQUES

Chavez et Maradona mobilisent 40 000 personnes

La légende du football argentin a qualifié Bush d'«ordure humaine»

MAR DEL PLATA, Argentine (AFP) — La légende vivante du football argentin Diego Maradona a été la vedette hier à Mar del Plata d'un rassemblement massif de 40 000 personnes où il a appelé à «virer» le président américain, George W. Bush, d'Argentine, peu avant l'ouverture du IV^e Sommet des Amériques.

«Je vous aime. L'Argentine est digne. Virons Bush», a lancé Maradona, recevant l'ovation du stade de Mar del Plata, après avoir été prié de «dire quelques mots» par le président vénézuélien Hugo Chavez. Celui-ci a harangué la foule pendant deux heures et demie, accusant les États-Unis de vouloir envahir son pays.

Une grande pancarte à l'image du guérillero argentin Ernesto Che Guevara dominait la scène au pied de laquelle avaient été placés des portraits des «libérateurs» José Martí, Simon Bolívar et José de San Martín.

Maradona, venu en train spécial de Buenos Aires, a été accueilli à Mar del Plata par une foule, mêlant chants de supporters de football et slogans anti-Bush. Il a qualifié Bush d'«ordure humaine», justifiant sa présence aux mobilisations de Mar del Plata par la nécessité de «démontrer que nous pouvons lui dire "Non"».

Contrairement à ce qui était prévu, Maradona n'a pas pris la tête d'une marche de plus de 10 000 personnes contre Bush et le projet américain de Zone de libre-échange des Amériques (ZLEA) et s'est directement rendu au stade, point d'arrivée du défilé.

Le cortège était mené par le chef indigène bolivien Evo Morales, le Prix Nobel de la paix argentin Adolfo Pérez Esquivel et la présidente des Mères de la place de Mai (familles de disparus de la dictature) Hebe de Bonafini. Malgré la pluie et un vent froid, les grandes organisations de gauche argentines avaient envoyé des milliers de militants. «Pour l'Amérique latine, la ZLEA est synonyme de mort, pauvreté et marginalisation», a dénoncé M. Esquivel, en faisant l'éloge de la politique castriste.

La délégation cubaine, formée de 300 artistes, intellectuels et sportifs, était l'une des plus bariolées. «Nous sommes là pour dire non à la ZLEA et Bush dehors», a indiqué

Yordania Corrales, 28 ans, une gymnaste ex-médaillée d'or des Jeux de Mar del Plata en 1995. Pour sa première manifestation hors de Cuba, elle a clamé sa fidélité envers Fidel Castro: «le Commandant nous donne la santé, l'éducation, le sport gratuitement».

Parmi les délégations étrangères figuraient des Brésiliens, des Vénézuéliens mais aussi le syndicat des Travailleurs canadiens de l'automobile (TCA), «le plus important du pays avec 250 000 membres», a indiqué Richard Walker, l'un de ses membres. «Nous sommes là pour protester contre Bush, pour demander un meilleur accès des Amériques à la santé et pour éliminer les dettes afin que des pays comme l'Argentine repartent de zéro», a-t-il expliqué.

Pour lui, «même si ce n'est pas une manifestation seulement anti-Bush, c'est essentiellement contre lui», «contre la guerre en Irak dans laquelle il a entraîné son peuple» et «contre la ZLEA qui comme le montre l'ALENA (accord de libre-échange entre les États-Unis, le Canada et le Mexique) est néfaste pour le continent».

DIVISION

Suite de la A 21

provoquant la dispersion désordonnée des protestataires dans les rues avoisinantes.

Les policiers ont réussi à contenir les manifestants au-delà du cordon le plus éloigné — environ 600 mètres — du théâtre auditorium où venait de commencer le Sommet des Amériques par un spectacle de chants et de danse.

Plus d'une quinzaine de commerces, souvent dépendants de capitaux étrangers, ont été détériorés ou pillés par les protestataires.

TÉLÉ EN DIRECT

Les principales chaînes américaines de télévision ont interrompu hier après-midi leur programmation pour diffuser en direct les images de manifestations à Mar del Plata.

CNN, MSNBC et Fox ont passé en boucle des images d'affrontements entre policiers et manifestants dans les rues de Mar del Plata, où les 34 chefs d'État sont réunis.

La chaîne MSNBC a qualifié ces manifestants «d'antiaméricains» alors que les journalistes de Fox (chaîne conservatrice) ont souligné que le président du Venezuela, Hugo Chavez, tout en étant un hôte du Sommet, a participé à une manifestation contre les États-Unis et l'ont accusé de «subventionner» Cuba.

Interrogé sur CNN, l'ancien président démocrate Jimmy Carter a dénoncé la présence du président Chavez parmi des manifestants hostiles à M. Bush.



Un gendarme monte la garde près d'une ferme «infectée» par la grippe aviaire, à Kergloff, dans l'ouest de la France.

LOTO QUÉBEC			
Résultats			
TVA, le réseau des tirages			
NUMÉRIQUES	LOTS	NUMÉRIQUES	LOTS
905771	50 000 \$	90577	1 000 \$
05771	5 000 \$	9057	100 \$
5771	250 \$	905	10 \$
771	25 \$		
71	5 \$		

LOTO QUÉBEC			
Résultats			
TVA, le réseau des tirages			
NUMÉRIQUES	LOTS	NUMÉRIQUES	LOTS
905771	50 000 \$	90577	1 000 \$
05771	5 000 \$	9057	100 \$
5771	250 \$	905	10 \$
771	25 \$		
71	5 \$		

15 autres lots de 1 000 \$ (non décomposés)

16 autres lots bonis le vendredi 2 décembre 2005

LOTO QUÉBEC			
Résultats			
TVA, le réseau des tirages			
NUMÉRIQUES	LOTS	NUMÉRIQUES	LOTS
905771	50 000 \$	90577	1 000 \$
05771	5 000 \$	9057	100 \$
5771	250 \$	905	10 \$
771	25 \$		
71	5 \$		

LOTO QUÉBEC			
Résultats			
TVA, le réseau des tirages			
NUMÉRIQUES	LOTS	NUMÉRIQUES	LOTS
905771	50 000 \$	90577	1 000 \$
05771	5 000 \$	9057	100 \$
5771	250 \$	905	10 \$
771	25 \$		
71	5 \$		

LOTO QUÉBEC			
Résultats			
TVA, le réseau des tirages			
NUMÉRIQUES	LOTS	NUMÉRIQUES	LOTS
905771	50 000 \$	90577	1 000 \$
05771	5 000 \$	9057	100 \$
5771	250 \$	905	10 \$
771	25 \$		
71	5 \$		

SOYEZ TOUJOURS GENTILS AVEC CEUX QUI JOUENT AU

649

DALE OF NORWAY

7, rue de Buade, Vieux-Québec (418) 692-2268

Stationnement gratuit à l'Hôtel de Ville

Vendeur n°1

JUILLET # 1
AOÛT # 1
SEPTEMBRE # 1
OCTOBRE # 1

C'est avec plaisir que la direction de Lallier Ste-Foy vous informe que M. André Gagné a remporté le titre de vendeur du mois d'octobre 2005.

Toutes nos félicitations!

Quatre mois d'affilée, ça s'est rarement vu! Si M. Gagné connaît autant de succès, c'est qu'il sait satisfaire sa vaste clientèle!

L'hiver est à nos portes et rien de mieux qu'un véhicule neuf ou d'occasion chez Lallier Honda pour contrer les intempéries qui nous attendent. Je vous invite à en faire l'essai! À bientôt!

Lallier

2000, Jean-Talon Nord, Sainte-Foy (boul. Charest Ouest) 687-2525

UNE FORMATION GAGNANTE

LE CAMPUS NOTRE-DAME-DE-FOY

PORTES OUVERTES

Le dimanche 13 novembre de 13 h à 16 h

Venez visiter un site exceptionnel offrant une formation préuniversitaire et technique de qualité.

LE CAMPUS NOTRE-DAME-DE-FOY

5000, rue Clément-Lockquell Saint-Augustin-de-Desmaures G3A 1B3 1 800 463-8041 • Tél.: (418) 872-8041 Téléc.: (418) 872-3448

RÉSEAU DE PRISONS SECRÈTES DE LA CIA

L'armée roumaine ouvre ses portes

LAURA CHIRIAC
Agence France-Presse

MIHAIL KOGALNICEANU, Roumanie — « Mais c'est une plaisanterie ! Des responsables d'Al-Qaida, où ? » Un sourire ironique aux lèvres, le commandant Dan Bucumanu rejette énergiquement l'existence d'un Guantanamo roumain dans sa base de Mihail Kogalniceanu, citée par Human Rights Watch (HRW) comme un site possible de la CIA.

« Rien ne bouge ici sans mon accord et je vous jure que je n'ai jamais été au courant d'une telle affaire. Nous avons le contrôle de toutes les opérations et des installations sur ce site. Cette base est surveillée 24 heures sur 24 et personne n'y a accès sans être enregistré », assure M. Bucumanu, l'un des pilotes les plus réputés de Roumanie.

Les portes du site de Mihail Kogalniceanu, déjà utilisé par l'armée américaine pendant la guerre contre l'Irak comme base arrière et de soutien, étaient ces derniers jours exceptionnellement ouvertes à quelques journalistes, invités par les autorités roumaines à « constater de leurs propres yeux » l'absence du présumé centre de détention de la CIA.

« La Roumanie a longtemps vécu dans le mensonge pendant l'époque communiste. Aujourd'hui, nous voulons être transparents. Vous pouvez visiter chaque salle, chaque hangar », assure pour sa part le porte-parole de cette base, Adrian Vasile.

L'un des meilleurs candidats roumains au statut de base militaire américaine, dans la perspective d'une décision par Washington de redéploiement à l'est de ses troupes, le site de Kogalniceanu, situé à une vingtaine de kilomètres de la mer Noire, s'étend sur plus de 300 hectares.

Vitrine de l'armée roumaine, cette base a déjà reçu la visite de hauts responsables américains, tels le secrétaire à la Défense Donald Rumsfeld, et s'apprête à accueillir la secrétaire d'État Condoleezza Rice, qui se rendra en Roumanie au mois de décembre pour signer un accord sur la création de bases américaines dans ce pays.

« Pendant la guerre en Irak, en 2003, nous avons accueilli ici près de 5000 G.I. Depuis, la base s'est complètement métamorphosée et nos mentalités ont changé : tous les exercices aériens se font aux normes de l'OTAN, la langue de travail est l'anglais », dit fièrement le commandant Bucumanu, diplômé du Collège français interarmées de défense.

« Les Américains ont investi près de 3 millions \$ dans ce site qui correspond entièrement aux exigences de l'Alliance atlantique », ajoute-t-il, montrant fièrement du doigt une piste au tarmac flambant neuf, financée par les États-Unis.

Selon lui, au cours de la seule année 2005, cette base a été le théâtre de huit exercices militaires internationaux. « Comment aurait-elle pu être utilisée comme prison secrète ? s'interroge-t-il. Je ne sais pas qui aurait pu inventer cette histoire. Il s'agit peut-être d'une confusion. En tout cas, elle pourrait porter atteinte à l'image de la Roumanie aux yeux de la communauté internationale », regrette M. Vasile.

Le directeur de l'aéroport Mihail Kogalniceanu, situé à une centaine de mètres de cette base militaire, Corneliu Balan, souligne pour sa part, documents à l'appui, « qu'aucun avion de type Boeing ou Gulfstream » correspondant aux indications évoquées par HRW n'a atterri à Constanta entre 2003 et 2005. « L'atterrissage d'un tel gros porteur n'aurait pas pu passer inaperçu », affirme-t-il.

Le commissaire aux droits de l'homme du Conseil de l'Europe, l'Espagnol Alvaro Gil-Robles, a demandé hier que toute la lumière soit faite sur les allégations parues dans la presse américaine concernant de possibles centres de détention de la CIA en Europe.



L'organisation de défense des droits de l'homme Human Rights Watch (HRW) a montré du doigt l'aéroport polonais de Szczytno-Szymany comme étant un possible site de transfert de la CIA pour des détenus d'Al-Qaida.

La Pologne confirme l'atterrissage d'un mystérieux avion

SZCZYTNO, Pologne (AP) — Il y a deux ans, un Boeing transportant sept personnes en possession d'un passeport américain a atterri à l'aéroport polonais de Szczytno-Szymany, ont confirmé les autorités polonaises.

L'organisation de défense des droits de l'homme Human Rights Watch (HRW) avait auparavant montré du doigt cet aéroport comme étant un possible site de transfert de la CIA pour des détenus d'Al-Qaida.

Les autorités polonaises ont précisé que l'avion avait atterri en pleine nuit à l'ancienne base militaire le 22 septembre 2003, date à laquelle un Boeing 737 impliqué dans le transfert de prisonniers se trouvait à l'aéroport, affirme HRW. Mais elles affirment ne pas être au courant d'un quelconque transfert de prisonniers.

POUR AFFAIRES

Selon le porte-parole des gardes-frontières, Roman Krzeminski, les archives montrent que l'avion transportant sept personnes détentrices d'un passeport américain a atterri à l'aéroport et que cinq autres personnes également en possession d'un passeport américain sont montées à bord. Il a précisé que les documents de ces cinq passagers montraient qu'ils étaient venus en Pologne pour affaires. Selon lui, l'avion est resté une heure à l'aéroport avant de repartir.

HRW soupçonne les autorités américaines d'avoir utilisé l'aéroport pour transférer en secret des terroristes présumés capturés en Afghanistan.

Après les révélations du *Washington Post* selon lesquelles la CIA aurait mis en place des prisons secrètes hors des États-Unis, HRW a affirmé que des preuves laissent penser que l'Agence centrale américaine de renseignement avait transporté en Pologne et en Roumanie des terroristes présumés capturés en Afghanistan. Une conclusion basée sur l'analyse de carnets de vol d'avions de la CIA.

Français de Montréal

Plus de 300 photos de Montréal et de ce qui l'anime

Vingt témoignages de Français établis dans la métropole

Les Éditions LA PRESSE

Offert en librairie et sur www.cyberpresse.ca/librairie

L'authentique ÉQUIPEMENTS NEUFS ET USAGÉS

SKI BAZAR

OUVERT À STONEHAM

Lots de stock neufs et usagés

Modèles de fin de série, liquidation de faillite et de surplus d'inventaire

OUVERT CE WEEK-END

612, 1^{re} Avenue (ancien IGA Stoneham)

(après le golf garder la droite, suivre 1^{re} Avenue)

Rabais fin de saison extraordinaire!

AVEO⁵

DE CHEVROLET

0\$ comptant
0\$ dépôt de sécurité

179\$ par mois*

MARLIN CHEVROLET

* Location 48 mois. Transport et préparation inclus. Taxes et RFRM en sus.

2145, Jean-Talon Sud, Sainte-Foy (Québec) **688-1212**

www.marlinchev.gmcanada.com

LE 6 NOVEMBRE, L'IMPORTANT, C'EST LAROSE

RMQ - Équipe Claude Larose

RMQ

Formé et passé par Jacques Tremblay, agent officiel du Réseau métropolitain de Québec-Équipe Claude Larose

PROFITEZ-EN !
EN NE PAYANT QU'UN PNEU PAR MOIS*

PAYEZ UN PNEU PAR MOIS*

BRIDGESTONE BLIZZAK

Jetez un coup d'œil sur ce choix complet de pneus radiaux d'hiver Bridgestone Blizzak. Tous ces pneus radiaux sont dotés de la technologie avancée UNIT-IT[®], l'unique technologie pour la fabrication des pneus. Ce choix de pneus radiaux Bridgestone Blizzak est offert en un nombre étonnant de 116 dimensions très prisées et chacun vous procurera l'adhérence rassurante dont vous avez besoin pour affronter et vaincre l'hiver !

WS-50 Le Winterbiter

LM-22 Pour véhicules haute performance

LM-25 Pour véhicules de performance

DM-23 Pour SUV et camionnettes

Conforme aux normes de rendement des pneus dans des conditions d'engagement rigoureuses définies par la Rubber Manufacturers Association (RMA) et l'Association canadienne de l'industrie du caoutchouc (CAC).

PNEUS • FREINS • ALIGNEMENT • AMORTISSEURS • ÉCHAPPEMENT • CHANGEMENT D'HUILE • VÉRIFICATION DE SÉCURITÉ

AUTOPNEU AUCLAIR

À l'achat de 4 pneus, avec achat minimal de 250\$ et sur approbation du crédit.

Dans les pneus depuis 25 ans.

DUÉBEC 1220, boul. Charest O. Québec 681-4646

LÉVIS 195, route Kennedy Lévis 833-3282

SAULÉ 3795, boul. Hamel Les Saules 871-6740

BEAUPORT 430, rue Clémenceau Beaufort 661-1212

YANIER 385, rue Lavoie Yanier 683-1010

DIX ANS APRÈS L'ASSASSINAT DE YITZHAK RABIN

Son principal garde du corps demande une nouvelle enquête

JÉRUSALEM (AP) — Il y a 10 ans, hier, Yitzhak Rabin tombait sous les balles de l'extrémiste juif Yigal Amir. Aujourd'hui, l'homme qui était à l'époque le chef de la sécurité du premier ministre israélien et prix Nobel de la paix réclame l'ouverture d'une nouvelle enquête sur l'assassinat qui secoua les certitudes de l'État hébreu.

Le 4 novembre 1995, à l'issue d'une manifestation pour la paix à Tel Aviv, Amir tira trois balles sur le premier ministre travailliste, âgé de 73 ans. Un tabou ultime d'Israël était tombé : un juif avait assassiné un autre juif.

Condamné à la prison à perpétuité, le jeune assassin est devenu une icône pour les Israéliens extrémistes qui s'opposent à l'instauration d'un État palestinien dans les territoires occupés.

Hier, les proches de Rabin se sont réunis sur sa tombe pour allumer les bougies du souvenir à la mémoire de



Le vice-premier ministre, Shimon Pérès, seul survivant du trio ayant reçu le prix Nobel de la paix en 1993, a déposé des fleurs sur la tombe de Rabin.

l'homme qui paya de sa vie d'avoir signé le premier accord avec les Palestiniens.

« Ce qu'il a lancé ne sera jamais oublié, et nous continuerons à agir de la

même manière, jusqu'à aboutir au but le plus noble de notre vie, la paix avec nos voisins », a lancé le vice-premier ministre, Shimon Pérès, seul survi-

vant du trio ayant reçu le Nobel 1993 pour cet accord de paix intérimaire, avec le dirigeant palestinien Yasser Arafat. La commémoration officielle aura lieu le 14 novembre, date anniversaire de la mort de Rabin dans le calendrier judaïque. Mais cette fin de semaine seront organisés des rassemblements au cours desquels doivent prendre la parole l'ancien président américain Bill Clinton ou le président palestinien Mahmoud Abbas.

Dror Yitzhaki, qui dirigeait l'unité de gardes du corps de la sécurité intérieure, ne s'est toujours pas remis de cet échec dont il a assumé la responsabilité, démissionnant après le drame.

Étant donné que des interrogations demeurent sur les événements qui ont mené à l'assassinat, Yitzhaki dit se demander « s'il n'y a pas la place pour monter une autre enquête d'État pour rechercher la vérité ». Par exemple :

cinq mois avant le drame, un sergent d'une unité de renseignement de l'armée entendait dans des toilettes publiques une conversation sur « un petit gars yéménite » — la famille d'Amir est originaire du Yémen — qui avait une arme et l'intention sérieuse de tuer le premier ministre. Cette information n'a jamais été transmise à qui de droit, explique Yitzhaki.

Aujourd'hui, la terrible leçon a peut-être porté. En septembre 2005, alors qu'approchait le retrait unilatéral de la bande de Gaza rejeté par la droite nationaliste, le premier ministre, Ariel Sharon, se déplaçait entouré d'une triple et impressionnante muraille d'agents de la sécurité, et même dans les couloirs de la Knesset, l'un des bâtiments les plus sécurisés du pays. L'idée généralement admise étant désormais que la menace d'assassinat viendrait en priorité de l'extrême droite juive.

Le monde selon garnier

Examen d'admission
1^{re} SECONDAIRE
Les samedis 19 et 26 novembre 2005 de 8 h 30 à 12 h 00

2^e À 5^e SECONDAIRE
Le samedi 26 novembre 2005 de 8 h 30 à 12 h 00

15 ANS

681-0107
www.collegegarnier.qc.ca

LE COLLÈGE SAINT-CHARLES-GARNIER
1150, boul. René-Lévesque Ouest
Québec G1S 1V7

Séances d'information aux parents à chaque examen d'admission.
Durée : 1 heure.

Diplôme d'études secondaires (DES)
et diplôme d'excellence
Saint-Charles-Garnier (DESCG)

INSCRIPTION 681-0107

Meubles Authentika
Du jamais vu!

SOFA ET CAUSEUSE EN CUIR

• 100% cuir "Bycast"
• Cuir épais, fini brillant

• Brun chocolat
• Coutures doubles

1499\$

Personne ne peut battre ça!

850, boul. Pierre-Bertrand Sud, Québec
1 866 829-1333

7 ensembles seulement à ce prix-là!

WWW.CAFAITFRANCHEMENTDUBIENAU PORTE-MONNAIE.COM

3 versements payés*
sur l'avantageuse
Sentra 2006

1 versement payé*
sur les autres surprenants
modèles 2006

SENTRA, ALTIMA, MAXIMA, MURANO, TITAN, ARMADA, X-TRAIL, XTERRA, FRONTIER, PATHFINDER, QUEST, 350Z

NISSAN

*Sur certains termes de location. Sujet à approbation de crédit. Visitez le www.cafaitfranchementdubienauporte-monnaie.com ou votre concessionnaire pour tous les détails.

niisan.ca 1 800 387-0122

Charles et Camilla à La Nouvelle-Orléans

LA NOUVELLE-ORLÉANS (AFP) — Le prince Charles et son épouse Camilla ont visité hier les zones sinistrées de La Nouvelle-Orléans, se déclarant horrifiés par l'ampleur des dégâts causés par le cyclone Katrina fin août.

L'héritier de la couronne britannique et la duchesse de Cornwall ont rencontré pendant environ une heure des victimes de l'ouragan et des travailleurs des services de secours dans un des quartiers les plus touchés par les inondations.

Le couple a également visité une école dans le French Quarter, le cœur historique de la capitale culturelle de la Louisiane. Le prince Charles a salué « l'incroyable faculté de rebondir malgré des pertes effroyables ». « Où il y a de la vie, il y a de l'espoir », a-t-il dit.

Il a ajouté qu'il avait été horrifié par « les terribles destructions » provoquées par Katrina.

Le prince avait décidé jeudi de faire don des 25 000 \$ d'un prix d'urbanisme qui lui a été remis à Washington aux communes de Louisiane ravagées par Katrina. Il a indiqué qu'il souhaitait offrir encore davantage.



« Où il y a de la vie, il y a de l'espoir », a dit le prince Charles.

Charles et Camilla, qui effectuent leur première visite officielle à l'étranger depuis leur mariage, doivent encore se rendre à San Francisco, ultime étape de leur voyage aux États-Unis.

AIDE DE LA FRANCE

Par ailleurs, le ministre français de la Culture, Renaud Donnedieu de Vabres, a promis hier l'aide de la France pour la reconstruction de La Nouvelle-Orléans à l'occasion d'une visite dans la capitale culturelle de la Louisiane.

Le ministre a notamment annoncé le prêt de 50 œuvres d'art appartenant au musée du Louvre au Museum of Modern Art (MoMA) de La Nouvelle-Orléans et rappelé que des entreprises françaises avaient fait don d'environ 20 millions \$ pour la reconstruction de la ville dévastée fin août par le cyclone Katrina. Il a promis que cette aide n'allait pas cesser car les Français « aiment La Nouvelle-Orléans ».

C'est la première fois qu'un représentant du gouvernement français se rend à La Nouvelle-Orléans depuis le passage de Katrina.

Accompagné du maire de la ville, Ray Nagin, M. Donnedieu de Vabres s'est déclaré « très bouleversé » par la désolation qui règne encore dans certains quartiers. Deux mois après le passage de Katrina, environ 40 % des résidents de La Nouvelle-Orléans sont toujours privés d'électricité et environ 20 % n'ont pas accès à l'eau potable.

M. Nagin a rappelé de son côté que des liens très anciens s'étaient noués entre la France et La Nouvelle-Orléans, fondée en 1718 par le Français Jean-Baptiste Le Moyne. « Au nom des citoyens de La Nouvelle-Orléans, je vous dis merci beaucoup », a-t-il dit, en s'exprimant en français pour ces deux derniers mots.

MARCHE RACISTE



Un millier de jeunes ultranationalistes russes ont manifesté hier à Moscou en clamant des slogans racistes, dénonçant les « mafieux azéris », les « trafiquants de drogue tadjiks » et la « vermine américaine », alors que la Russie célébrait la libération de Moscou en 1941 de l'occupation polonaise. « Moscou appartient aux Russes et nous ferons tout pour qu'elle ne se transforme pas en banlieue parisienne » — à forte population immigrée et touchée par des émeutes —, a lancé au micro, perché sur la tribune, Andreï Belov, du Mouvement contre l'immigration illégale.

GRANDE-BRETAGNE

Terrorisme : deux hommes inculpés de meurtre et de complot.

■ LONDRES — Deux hommes arrêtés le mois dernier dans le cadre de la législation antiterroriste ont été inculpés de meurtre et de complot en vue de provoquer une explosion, a annoncé hier Scotland Yard, en précisant que ces inculpations n'étaient pas liées aux attentats de Londres. Les deux hommes, Wasseem Mughal et Younis Tsouli, tous deux âgés de 22 ans, sont poursuivis pour avoir voulu commettre, pour avoir préparé et pour avoir incité à des actes de terrorisme, a indiqué la police britannique dans un communiqué. Scotland Yard n'a pas rendu publique la nationalité de ces inculpés. Au total, ils sont sous le coup respectivement de 10 et 8 chefs d'accusation, dont « complot pour commettre un meurtre » et « complot en vue de provoquer une explosion », a précisé Scotland Yard. Ils ont également été inculpés de « complot pour commettre des actes contre l'ordre public » et « pour extorsion de fonds ». Un troisième homme, Tariq Al-Daour, 19 ans, arrêté en même temps qu'eux, a été inculpé de ces deux derniers chefs. AFP

L'authentique ÉQUIPEMENTS NEUFS ET USAGÉS

SKI BAZAR

OUVERT À STONEHAM

Épargnez jusqu'à **50%**

SUR STOCK 2003-2004-2005

OUVERT CE WEEK-END

612, 1^{re} Avenue (ancien IGA Stoneham) (après le golf garder la droite, suivre 1^{re} Avenue)

LES PRIX LES PLUS BAS SOUS LE SOLEIL

Puerto Plata Villas Gables Beach Resort 1 SEMAINE, TOUT-COMPRIS 1079\$ LE 27 JANVIER	Puerto Plata Villas Gables Beach Resort 2 SEMAINES, TOUT-COMPRIS 1449\$ LE 27 JANVIER	Varadero Playa Almada 1 SEMAINE, TOUT-COMPRIS 1349\$ LE 27 JANVIER	Varadero Playa Almada 2 SEMAINES, TOUT-COMPRIS 1839\$ LE 20 JANVIER	Puerto Plata Victoria Golf Resort 1 SEMAINE, TOUT-COMPRIS 1299\$ LE 3 FÉVRIER	Puerto Plata Palm Royale 1 SEMAINE, TOUT-COMPRIS 1149\$ LES 3 ET 10 FÉVRIER	Varadero Camelia Centro Palmeras 1 SEMAINE, TOUT-COMPRIS 1199\$ LES 5 ET 12 FÉVRIER
Varadero Camelia Playa de Oro 1 SEMAINE, TOUT-COMPRIS 1369\$ LE 12 FÉVRIER	Varadero Playa Almada 1 SEMAINE, TOUT-COMPRIS 1299\$ LE 19 FÉVRIER	Puerto Plata Palm Royale 1 SEMAINE, TOUT-COMPRIS 1289\$ LE 10 MARS	Varadero Playa Almada 2 SEMAINES, TOUT-COMPRIS 1499\$ LE 12 MARS	La Romana Doracosta Beach Resort 1 SEMAINE, TOUT-COMPRIS 959\$ LE 30 MARS	Puerto Plata Victoria House 1 SEMAINE, TOUT-COMPRIS 1649\$ LE 31 MARS	La Romana Doracosta Beach Resort & Casino 1 SEMAINE, TOUT-COMPRIS 1229\$ LE 6 AVRIL

Découvrez des milliers de vacances en ligne!



Les prix sont par personne, basés sur une occupation double. Les prix peuvent changer en fonction de la disponibilité. Les prix sont en vigueur au moment de l'impression et sont valables pour les nouvelles réservations jusqu'au 5 novembre 2005. Les taxes et les frais sont inclus. L'offre inclut vol, hôtel, repas, boissons et transfert. Go Travel Direct est affilié à l'air port de Québec. Val sur les sites de Jean Adrien.

Prix disponibles en ligne seulement à www.gotraveldirect.com. Contribution au fonds d'indemnisation de 3.50 \$ par tranche de mille dollars en supplément.

Aucune
Appréciation de
CARBURANT

La République Dominicaine

GO
TRAVEL DIRECT

GoTravelDirect.com
1.866.749.3344

Inscrivez-vous!

Formulaire d'inscription dans le guide télé voilà! du samedi 19 novembre.

Courez la chance de participer à la grande finale du 8 avril 2006 à l'Assemblée nationale du Québec.



DICTIONNAIRE DES
AMÉRIQUES
QUÉBEC, BERCEAU DE LA FRANCOPHONIE EN AMÉRIQUE

Québec

telequebec.tv

Télé-Québec

Du nouveau cette année

Un seul test de qualification, le samedi 21 janvier 2006. Pour en savoir plus, consultez le site www.dictionnairedesamericques.com

Partenaire majeur :

Québec



LE SOLEIL

LAROUSSE



VENTE



JUSQU'AU 14 NOVEMBRE 2005



À L'ACHAT D'UN
MANTEAU
KANUK, OBTENEZ
GRATUITEMENT
UN FOULARD
D'UNE VALEUR
DE 34,95\$

JUSQU'À

15%
DE RABAIS

sur tous nos manteaux KANUK en magasin.

ET DE PLUS

PROMO Vêtement Plein Air

Applicable sur les marques
suivantes seulement



JUSQU'AU 14 NOVEMBRE 2005

OBTENEZ UN CERTIFICAT CADEAU DE 50\$
SUR ACHAT D'UN VÊTEMENT À 250\$
et plus avant taxes.

OBTENEZ UN CERTIFICAT CADEAU DE 100\$
SUR ACHAT D'UN VÊTEMENT À 500\$
et plus avant taxes.

Cette offre ne peut être jumelée à aucune autre promotion. Applicable
uniquement sur la marchandise en magasin à prix régulier. Valable jusqu'au
14 novembre 2005. Certificat Cadeau applicable sur un achat ultérieur.



12 mois
SANS INTÉRÊT

POUR UN TEMPS
LIMITÉ, PAYEZ SUR
12 MOIS SANS FRAIS, NI
INTÉRÊT! Déclarez un achat...

LATULIPPE

637, de St-Vallier Ouest, Québec, (418) 529-0024,
www.latulippe.com

Législatives sous haute tension en Azerbaïdjan

■ BAKOU (AP) — Défections en cascade parmi les candidats aux législatives de demain en Azerbaïdjan. Dans cette ex-république de l'URSS devenue pays pétrolier stratégique aux mains d'un régime autoritaire et héréditaire, la pression monte, et l'opposition rêve d'emboîter le pas aux révolutions pacifiques qui ont ces dernières années changé la donne en Géorgie, en Ukraine et au Kirghizstan.

Ces derniers temps, le quart des candidats officiellement enregistrés, soit 496 personnes, ont jeté l'éponge, selon la Commission électorale centrale, les organisations de défense des droits de l'homme et les militants de l'opposition affirmant qu'ils ont subi des pressions du régime. Parmi eux, 180 candidats du parti au pouvoir, Nouvel Azerbaïdjan, fondé par feu Gueïdar Aliev et dirigé par son fils et actuel président Ilham Aliev.

« Je crains que cela ne fasse partie d'une campagne gouvernementale contre des candidats qu'il ne veut pas voir gagner », explique Matilda Bogner, représentante à Bakou de Human Rights Watch.

Lorsque le fils de l'ancien apparatchik de l'ère soviétique Gueïdar Aliev, au

pouvoir dans la nouvelle république depuis 1993, a été élu président en 2003, après avoir été adoubé par son père mourant, le scrutin fut jugé non-démocratique et frauduleux par l'OSCE.

Aujourd'hui, la tension est forte à Bakou, nombreux sont ceux qui craignent une répétition de l'expérience, ainsi que de nouvelles émeutes et la répression qui s'ensuivrait. À l'époque, elles s'étaient soldées par trois morts et des centaines d'arrestations.

Les États-Unis sont dans une position fort délicate sur l'Azerbaïdjan, entre leur alliance bien comprise avec ce pays riche en pétrole, frontalier avec l'Iran et la Russie, et leur désir de promouvoir la démocratie dans le monde.

PAYS STRATÉGIQUE

L'Azerbaïdjan, pays de huit millions d'habitants majoritairement chiites, est devenu encore plus stratégique pour Washington avec l'inauguration en mai dernier de l'oléoduc Bakou-Ceyhan-Tbilissi. Le « BCT » relie pour

Les États-Unis sont dans une position fort délicate, entre leur alliance avec un pays riche en pétrole et leur désir de promouvoir la démocratie dans le monde

la première fois la Caspienne à la Méditerranée et permet de se passer des Russes pour approvisionner l'Occident en or noir de la Caspienne... Une nouvelle route pétrolière vue comme un manne pour l'Azerbaïdjan, et susceptible de changer la donne pour toute l'Asie centrale.

Bakou joue également un rôle crucial dans la lutte américaine contre le terrorisme, en Afghanistan puis en Irak, a rappelé Reno Harnish, ambassadeur américain à Bakou. Il a espéré que le scrutin soit vraiment démocratique, jugeant les progrès « impressionnants » ces derniers mois, tout en disant s'inquiéter des risques de violences post-électorales et des récentes arrestations.

Quant à l'alliance de l'opposition, Azadliq (Liberté), qui réunit toutes les tendances, des libéraux aux islamistes, elle tenait sa dernière assemblée préélectorale jeudi à Soumgait, ville industrielle à 40 km au nord de Bakou.

« Le peuple d'Azerbaïdjan est totalement prêt à la victoire de la démocratie, et nous obtiendrons cette victoire avec lui », a lancé Ali Kerimli, chef du Front populaire d'Azerbaïdjan.

Peu y croient, au vu des sévères restrictions et d'une presse totalement aux ordres qui ne cesse d'accuser les candidats de l'opposition d'être des

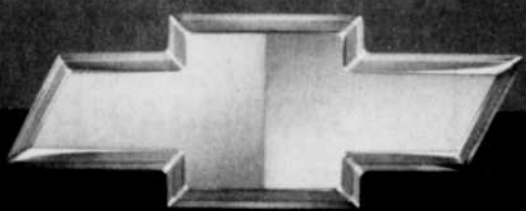
extrémistes, voire des criminels. Mais l'opposition a appris les leçons des révolutions pacifiques qu'ont connues la Géorgie ou l'Ukraine, et espère bien pouvoir faire descendre la population dans la rue en cas de fraudes. Bakou de son côté a promis de réprimer tout trouble à l'ordre public.

TENTATIVE DE PUTSCH

Dernier coup dur pour l'opposition, le mois dernier, les autorités de Bakou faisaient état d'une tentative de putsch, qui aurait été dirigée par Rasoul Gouliev, un des dirigeants de l'opposition en exil, et s'est soldée par l'arrestation d'au moins 12 anciens officiers de l'armée.

Le fils Aliev en a profité pour agiter l'épouvantail d'un retour au chaos : « Ce serait le retour au début des années 90, lorsque des gens en armes ont renversé le gouvernement légitime, lorsque des gangs remplissaient les rues et terrifiaient les citoyens », a-t-il mis en garde à la télévision.

LIQUIDATION DE FIN DE SAISON 2005



Dernière chance de profiter d'offres exceptionnelles sur tous nos modèles 2005.



Uplander



Cobalt



Optra



Malibu Maxx



Malibu



Silverado



Optra familiale



Aveo 5



Optra 5



Jusqu'au 30 novembre, vous obtiendrez une carte d'essence vous donnant droit à des rabais de 20¢ par litre jusqu'à 2 500 litres à l'achat ou à la location de tous les modèles Cobalt et Optra[®].

CHEVROLET Choisis ta route.
gmcanada.com



L'Association des concessionnaires Chevrolet du Québec suggère aux consommateurs de lire ce qui suit. Offres d'une durée limitée, réservées aux particuliers, s'appliquant aux modèles neufs Chevrolet 2005. À l'achat ou à la location des modèles Cobalt et Optra 2005 neufs ou de démonstration en stock et moyennant le versement d'une somme additionnelle de 0,01 \$, le consommateur reçoit une carte de prix préférentiel permettant d'obtenir la réduction sur l'essence (rabais de 20 ¢ par litre jusqu'à concurrence de 2 500 litres.) L'offre s'applique aux véhicules dont la livraison est prise au plus tard le 30 novembre 2005. La réduction de 20 ¢ inclut les taxes applicables. Les cartes sont valides à compter de 72 heures de la livraison et jusqu'au 31 août 2007, uniquement dans les stations Petro-Canada participantes ainsi que dans d'autres établissements approuvés, et ne sont pas monnayables. Une quantité limitée de modèles 2005 est offerte. Un échange entre concessionnaires peut être requis.

Renseignez-vous chez votre concessionnaire participant, au 1 800 463-7463 ou visitez gmcanada.com

EN BREF

GUANTANAMO

Étude indépendante réclamée pour un détenu suicidaire

■ WASHINGTON — Les avocats d'un détenu de la prison américaine de Guantanamo, originaire de Bahreïn, qui a tenté de se suicider lors d'une visite de son avocat, ont réclamé hier un examen psychologique du prisonnier mené par des médecins indépendants. Jumah Al-Dossari, 32 ans, détenu depuis fin 2001 après avoir été capturé au Pakistan sous l'accusation d'être un combattant d'Al-Qaïda, a tenté de se pendre dans des toilettes après s'être ouvert les veines. Selon Amnesty International, Dossari a été torturé et souvent confiné à l'isolement. **AFP**

Trois

Bahreïn libérés

■ MANAMA — Les autorités américaines libéreront aujourd'hui trois des six ressortissants bahreïnais détenus sur la base américaine de Guantanamo à Cuba. Il s'agit d'Adel Kamel Haji, d'Abdallah Majed Al-Nouaimi et de Salman Ibrahim Al-Khalifa. Khalifa est membre de la famille régnante de Bahreïn. Tous trois seront déferés devant le procureur général qui prendra les mesures qui s'imposent dans le cadre des lois en vigueur à Bahreïn. Le gouvernement a préparé un programme pour les réhabiliter et les réintégrer dans la société. **AFP**

Kofi Annan reporte sa visite en Iran

■ NEW YORK — Le secrétaire général de l'ONU, Kofi Annan, a reporté sa visite prévue en Iran à la mi-novembre, après les propos du président iranien concernant Israël, selon son porte-parole. M. Annan avait prévu de se rendre à Téhéran du 11 au 13 novembre. Le président iranien, Mahmoud Ahmadi-nejad, avait appelé la semaine dernière à « rayer de la carte » Israël, déclenchant un tollé dans de nombreux pays du monde. **AFP**

Incendie dans les tours Petronas

■ KUALA LUMPUR — Un incendie s'est déclaré hier soir dans une galerie commerciale des célèbres tours jumelles Petronas à Kuala Lumpur, deuxième gratte-ciel le plus haut du monde, nécessitant l'évacuation de centaines de personnes mais sans faire de blessé, selon les secours et des témoins. Des véhicules de pompiers, des ambulances et des policiers ont afflué sur les lieux du sinistre. L'incendie s'est déclaré dans le centre commercial Suria, qui se déploie sur six niveaux à la base des tours de 88 étages. **AFP**

Vite, un premier ministre ivoirien

■ ABIDJAN — Le premier ministre ivoirien de transition sera désigné « dans les plus brefs délais possibles », a annoncé hier soir le président en exercice de l'Union africaine (UA), le Nigérien Olusegun Obasanjo. « Je veux certifier à tout le monde que vu la façon dont nous avançons, dans les plus brefs délais possible, nous (...) trouverons un nom qui apparaîtra comme généralement acceptable pour toutes les parties », a déclaré à la presse le président nigérien. **AFP**

NORTHERN BANK

Suspect inculpé

■ BELFAST — Un homme de 23 ans a été inculpé hier du cambriolage spectaculaire de la Northern Bank de Belfast, en décembre 2004, attribué à l'IRA. Cette inculpation est la première dans une affaire qui a contribué, l'an dernier, à paralyser le processus de paix en Irlande du Nord. Dominic McEvoy, l'un des cinq suspects arrêtés cette semaine, est accusé du vol de 26,5 millions de livres et d'avoir pris en otage pendant le vol Kevin McMullan, un cadre de la banque, et son épouse Karen. **AFP**



Un médecin traite un policier blessé lors des attaques d'hier, durant lesquelles 15 Irakiens ont été tués. Le premier ministre Ibrahim Jaafari saisisait l'occasion de la fête musulmane du Fitr pour appeler les rebelles à jeter les armes.

IRAK

Des mercenaires dénoncent les mauvais traitements américains

TEGUCIGALPA (AFP) — Deux mercenaires honduriens embauchés par une entreprise américaine de surveillance pour une mission en Irak affirment avoir été trompés, traités comme des esclaves et entraînés pour tuer par l'armée américaine.

Your Solutions, la société spécialisée dans la sécurité privée qui les a recrutés au Honduras, leur avait promis jusqu'à 1200 \$ par journée de travail de huit heures, une couverture médicale et une assurance-vie.

« Le rêve irakien est devenu une torture, nous avions cru à ce qu'ils nous disaient, mais quand nous sommes arrivés nous nous sommes rendus compte qu'ils nous avaient menti », regrette Saul Maradiaga, un retraité de l'armée hondurienne.

Le 8 octobre, un contingent de 165 Honduriens et de 105 Chiliens recrutés par Your Solutions sont arrivés à Bagdad, pour travailler comme agents de sécurité pour surveiller ministères, infrastructures pétrolières ou intérêts privés.

« C'est un entraînement de mercenaires, ils nous apprennent seulement à tuer », affirme Daniel Alvarado Matamoros, un ex-militaire reconverti comme technicien de l'aviation civile au Honduras, qui avait été recruté comme superviseur et traducteur.

Il a finalement été contraint de suivre l'entraînement militaire et a été affecté à la surveillance d'un bâtiment proche de l'ambassade des États-Unis à Bagdad. Comme les autres Honduriens, Chiliens et Péruviens travaillant pour Your Solutions, il dormait dans un dortoir sous tente de 300 lits.

Il a protesté et difficilement obtenu de retourner à Tegucigalpa, en compagnie d'une quinzaine de ses compagnons d'infortune, après 22 jours en Irak. Ils avaient initialement signé un

contrat d'un an. Les autres sont restés, pour les 990 dollars mensuels. « Ils ne vont pas revenir vivants », prédit cet homme de 38 ans, terrifié par sa courte expérience à Bagdad.

COMME DES ANIMAUX

Vêtus d'uniformes kakis, les agents de sécurité de Your Solutions travaillent de 16 à 18 heures par jour dans des zones extrêmement dangereuses et n'ont guère le temps de se reposer.

« Les obus de mortier tombaient comme des fusées de feu d'artifice », témoigne Maradiaga, un père de famille de 35 ans, attiré par la perspective de gagner des milliers de dollars.

« Tous les jours, ajoute Maradiaga, les militaires américains nous réunissaient de 23 h à 1 h. On se couchait à 3 h. Ils nous traitaient comme des esclaves. Pas de soins médicaux. À ceux qui tombaient malades, on leur répondait : "Buvez de l'eau." »

« Ils nous traitaient comme des animaux, les Américains passaient leur temps à nous humilier et nous ont fait travailler sur la ligne de front, où le plus probable est la mort », a confié au journal *El Heraldo* un troisième mercenaire hondurien, Madio Urquia.

Les hommes sélectionnés pour l'Irak par Your Solutions sont des anciens militaires, experts en explosifs ou spécialistes de la protection de personnes.

« Je regrette vraiment qu'ils n'aient pas su saisir leur chance », commente le recruteur de Your Solutions à Tegucigalpa, Benjamin Canales.

Les mercenaires de retour d'Irak demandent au gouvernement hondurien, proaméricain, de sanctionner Your Solutions et exigent le paiement de leurs trois semaines en Irak.

Étes-vous bien équipé pour l'hiver ?

Évidemment, vous connaissez l'avantage des pneus d'hiver sur les pneus quatre saisons ! Les pneus d'hiver permettent de réduire jusqu'à 25 % la distance de freinage et contribuent à prévenir les sorties de route. Mais attention ! Vos pneus d'hiver doivent être en bon état. Par exemple, si la profondeur des rainures est inférieure à 4,8 mm, vous devriez changer vos pneus.

4,8 mm

CONDUITE HIVERNALE

La conduite sécuritaire rime avec de bons pneus d'hiver. Mais rappelez-vous que même avec de bons pneus, il faut adapter votre conduite aux conditions météorologiques et routières : roulez moins vite et gardez plus de distance avec les autres véhicules.

C'est l'hiver MÉFIEZ-VOUS...aussi de vous

Service Goodwrench

L'Info routière

Transports Québec

L'authentique ÉQUIPEMENTS NEUFS ET USAGÉS

SKI BAZAR

OUVERT À STONEHAM

Liquidation

SUR SKIS, BOTTES, VÊTEMENTS
pour tous les niveaux.

Une seule adresse

► OUVERT CE WEEK-END ◀

612, 1^{re} Avenue
(ancien IGA Stoneham)
(après le golf garder la droite, suivre 1^{re} Avenue)

l'Université Laval

au cœur de votre quotidien

UN GÉANT EN ÉMERGENCE
Les échanges commerciaux du Canada avec la Chine

RETROUVAILLES 2005
Plus de 1600 diplômés sont revenus à l'Université

UN CAMPUS EN MUTATION
Projets majeurs en aménagement et infrastructures

À lire aujourd'hui dans le cahier «Zoom»

UNIVERSITÉ LAVAL

Félicitations aux lauréats des Clés d'or

VOS EXPERTS

L'ANNUAL DE L'AUTOMOBILE 2006

Voitures sous-compactes: Toyota Echo • Voitures compactes: Mazda3 • Voitures intermédiaires: Honda Accord Hybride • Voitures pleine grandeur: Chrysler 300 • Voitures pleine grandeur: Dodge Charger • Voitures pleine grandeur: Dodge Magnum • Voitures de luxe (moins de 50 000 \$): BMW Série 3 • Voitures de luxe (entre 50 000 \$ et 100 000 \$): BMW Série 5 • Voitures de luxe (plus de 100 000 \$): Audi A8L • Voitures sport (moins de 50 000 \$): Mazda MX-5 • Voitures sport (moins de 50 000 \$): Ford Mustang • Voitures sport (entre 50 000 \$ et 100 000 \$): Porsche Boxster • Voitures sport (plus de 100 000 \$): Porsche 911 Carrera • Utilitaires sport compacts: Kia Sportage • Utilitaires sport compacts: Hyundai Tucson • Utilitaires sport intermédiaires (moins de 60 000 \$): Honda Pilot • Utilitaires sport intermédiaires (plus de 60 000 \$): Land Rover LR3 • Utilitaires intermédiaires (plus de 60 000 \$): Lexus RX 400h • Utilitaires pleine grandeur: Cadillac Escalade • Fourgonnettes: Mazda5 • Fourgonnettes à vocation commerciale: Dodge Sprinter • Camionnettes compactes: Honda Ridgeline • Camionnettes pleine grandeur: Ford F-150

LES ÉDITIONS DE L'HOMME

www.leshomme.com

Les Éditions LA PRESSE

Louez avant Noël 2005
Obtenez un crédit de 750\$ pour votre déménagement en 2006

Jazz

Résidence pour gens retraités



«On est super bien
chez toi, grand-maman!»

Studio et appartements 3 1/2 ou 4 1/2
À partir de 845\$/mois*



Jazz
Résidence pour gens retraités
777, rue de Belmont, Sainte-Foy
Tél.: 418.650.5553
www.residence-jazz.com

À deux pas de l'avenue Myrand

Lundi au vendredi: 10h à 17h
Samedi et dimanche: 13h à 17h
*Crédit pour le maintien
à domicile soustrait

Imaginez votre retraite ici.

Tout le confort d'un grand hôtel,
un personnel attentif à vos besoins
et les services qu'il vous faut pour
profiter pleinement de la vie:
sécurité assurée 24 heures sur 24,
entretien ménager, salle à manger
avec service, piscine intérieure
et spa, cinéma maison, bistro,
salle d'exercices, animation,
dépanneur, salon de coiffure,
service d'une infirmière, accès
Internet, salon bibliothèque,
stationnement intérieur...
Et ce, à un prix
étonnamment abordable.



ÉTHIOPIE

Des affrontements font au moins 42 morts et 200 blessés

ADDIS ABEBA (AFP) — Quatre personnes ont été tuées hier lors de heurts entre policiers et manifestants à Bahar Dar, à 400 km au nord-ouest d'Addis Abeba, où le calme semblait revenu après trois jours d'affrontements ayant fait au moins 42 morts et plus de 200 blessés.

Le premier ministre éthiopien Meles Zenawi a rejeté la responsabilité des violences de ces derniers jours sur le principal parti d'opposition, le parti de la Coalition pour l'unité et la démocratie (CUDP).

Les heurts ont débuté mardi après un appel de ce parti à de nouvelles actions de protestation contre les résultats des législatives de mai, qui ont donné la victoire au parti au pouvoir, le Front populaire révolutionnaire démocratique éthiopien (EPRDF), et à ses alliés.

Le CUDP «est responsable des dégâts et des pertes en vies humaines» à Addis Abeba, a déclaré le premier ministre, qui s'exprimait pour la première fois sur ces affrontements qui ont opposé policiers, sympathisants de l'opposition et émeutiers.

La police poursuivait hier à Addis Abeba ses arrestations de sympathisants de l'opposition, selon des sources diplomatiques.

ARRESTATIONS

Plus de 2000 personnes ont été arrêtées depuis mardi dans la capitale, ont indiqué des sources diplomatiques concordantes. Selon un cadre du CUDP, plus de 3000 personnes, dont l'ensemble de la direction du parti, ont été arrêtées dans la capitale et 2000 en province.

En province, dans au moins six villes, des étudiants ont manifesté pour réclamer la libération des dirigeants du CUDP, selon des témoins joints depuis Addis Abeba.

À Bahar Dar, quatre personnes ont été tuées et 11 blessées dans des affrontements entre policiers et manifestants, a annoncé la police régionale d'Amhara. Plusieurs policiers et membres des forces de l'ordre ont été blessés.

Selon une source diplomatique, sept civils et un soldat ont été tués et 19 personnes blessées dans ces heurts.

L'ONU envoie une mission en Érythrée

■ NEW YORK — Le Conseil de sécurité de l'ONU a annoncé jeudi sa décision d'envoyer un de ses membres, l'ambassadeur du Japon Kenzo Oshima, en mission d'information en Érythrée et en Éthiopie, alors que l'inquiétude est grande sur les risques d'une reprise du conflit entre ces deux pays voisins. M. Oshima se rendra demain auprès de la Mission de l'ONU en Éthiopie et en Érythrée (MINUEE), en tant que président du groupe de travail du Conseil sur les opérations de maintien de la paix. Il doit visiter le siège de la MINUEE et, si possible, ses installations dans une zone tampon en territoire érythréen qui longe la frontière sur toute sa longueur (1000 km). Bien que devant rencontrer les dirigeants éthiopiens et érythréens, il a affirmé que sa visite n'avait pas pour but de négocier sur le fond du différend entre les deux pays mais «de s'informer de la situation sur le terrain». Les membres du Conseil «restent très préoccupés à la fois par les restrictions inacceptables imposées à la MINUEE, qui doivent être levées, et par l'impasse persistante dans la mise en œuvre de la décision de la commission frontalière Érythrée-Éthiopie. AFP

VENTE DERNIÈRE CHANCE

SUR LES MODÈLES 2005 CHEZ

Frank & Michel
La nouvelle génération

HONDA CR-V



6 EN MAIN

DU JAMAIS VU



EN ACHAT DE
24 À 60 MOIS

HONDA PILOT



4 EN MAIN

HONDA ELEMENT



6 EN MAIN

HONDA ODYSSEY



4 EN MAIN

UNE AUTRE RÉALISATION DE



www.groupe-melior.com

(418) 527-0007

Bureau de location
2142, chemin Saint-Louis
Sillery (Québec) G1T 1P8



Frank & Michel
La nouvelle génération

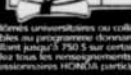
Boischatel
5790, boul. Sainte-Anne,
822-2252
ou 1 800 567-2252

Donnacona
159, rue Commerciale,
boite 274, autoroute 40
285-3220 ou 1 866 704-3220

www.autofranketmichel.com

* sur modèles sélectionnés seulement

RECONNAISSANCE



Les nouveaux diplômés universitaires ou collégiens peuvent
recevoir des réductions sur leurs achats de véhicules Honda.
Demandez les détails à votre concessionnaire Honda.

HONDA



HONDA

HONDA

HONDA

HONDA

HONDA

HONDA

HONDA

HONDA

HONDA

HONDA

HONDA

HONDA

HONDA

HONDA

HONDA

HONDA

HONDA

HONDA

HONDA

HONDA

HONDA

HONDA

HONDA

HONDA

HONDA

HONDA

HONDA

HONDA

HONDA

HONDA

HONDA

HONDA

HONDA

HONDA

HONDA

HONDA

HONDA

HONDA

HONDA

HONDA

HONDA

HONDA

HONDA

HONDA

HONDA

HONDA

Les temps changent

Ici, en hiver, le climat est changeant et surprenant. Restez en contrôle et évitez les surprises sur la route en choisissant un pneu d'hiver. C'est une question de sécurité... et pour nous, Québécois, une question de gros bon sens.

Charlye Ratté

PNEUS RATTÉ

UNIPNEU
MÉCANIQUE

YOKOHAMA
LES SUPERFORMANTS®
AVS WINTER V901
Parfaitement équilibré

- Technologie hybride pour une performance optimale sur surface enneigée, mouillée ou sur pavé sec
- Meilleure adhérence en virage à haute vitesse, réduisant les risques d'aquaplanage et de dérapage
- Composé de silice optimisant la souplesse de la semelle à basse température
- Réduction du bruit de roulement

Du 1^{er} sept. au 15 nov. 2005
Rabais de **60\$** sur facture
à l'achat de 4 pneus
AVS WINTER V901

529-5378

103, 3^e Avenue et 4065, boul. Wilfrid-Hamel Ouest • Ouvert jeudi et vendredi soir, samedi jusqu'à midi • www.pneusratte.com



On vous chausse pour l'hiver.

En location et à l'achat de l'un de ces véhicules

Obtenez en prime 4 pneus Michelin X-ICE[†]



Odyssey EX-L illustrée

C'est vraiment le vaisseau familial par excellence – Guide de l'auto 2006

Odyssey LX 2006

Prix de location

348\$*

par mois/48 mois

0\$

dépôt de sécurité

Incluant
96 000 km • Option 0\$
comptant disponible

Transport et préparation inclus en location seulement

Route : 8,5 L/100 km**

Pilot LX 2006



Pilot EX-L illustré

Bien équipée, beau comportement routier, habitacle spacieux et confortable – Annuel de l'automobile 2006

Prix de location

398\$*

par mois/48 mois

0\$

dépôt de sécurité

Incluant
96 000 km • Option 0\$
comptant disponible

Transport et préparation inclus en location seulement

Route : 9,9 L/100 km**

Ridgeline LX 2006



Ridgeline EX illustré

Camionnette de l'année – Guide de l'auto 2006

Prix de location

398\$*

par mois/48 mois

0\$

dépôt de sécurité

Incluant
96 000 km • Option 0\$
comptant disponible

Transport et préparation inclus en location seulement

Route : 10,1 L/100 km**

OUI, ON A FAIT LE PLEIN

Tous les véhicules Honda sont livrés avec un réservoir plein.

hondaquebec.ca



HONDA

L'ASSOCIATION DES CONCESSIONNAIRES HONDA DU QUÉBEC

POUR OBTENIR L'ADRESSE D'UN CONCESSIONNAIRE PRÈS DE CHEZ VOUS, VISITEZ hondaquebec.ca OU COMPOSEZ LE 1 888 9-HONDA-9.

*Les offres de location-bail sont faites par Honda Canada Finance Inc., sur acceptation du crédit. Cette offre porte sur les véhicules neufs 2006 mentionnés ci-après. Période de location de 48 mois. Odyssey LX (modèle RL3826E), Ridgeline LX (modèle YK1646E) et Pilot LX (modèle YF1816E). Pour les véhicules, sont identifiés : a) le paiement mensuel, b) le montant initial requis ou échange équivalent, c) le montant au terme de la location. Odyssey LX (modèle RL3826E) : a) 348\$, b) 6 607\$, c) 23 311\$. Ridgeline LX (modèle YK1646E) : a) 398\$, b) 5 951\$, c) 25 055\$. Pilot LX (modèle YF1816E) : a) 398\$, b) 6 267\$, c) 25 371\$. Franchise de kilométrage de 96 000 km; frais de 0,12\$ le kilomètre excédentaire. Transport et préparation inclus en location seulement. Frais de publication, taxes, immatriculation, assurance et frais d'administration en sus. Le prix de location des concessionnaires peut être inférieur. Offre d'une durée limitée. Photos à titre indicatif. Voyez votre concessionnaire pour plus de détails. **EnerGuide pour 2006 publiées par NRCan. Consommation de carburant ordinaire sans plomb. Véhicules à transmission automatique. †4 Michelin X-ICE ou pneus de valeur équivalente. Applicable uniquement sur les modèles 2006. L'offre n'est pas transférable, monnayable ou être jumelée. Valable seulement chez vos concessionnaires participants. Offre d'une durée limitée sujette à changement sans préavis par le manufacturier.



Claudia Lemire, généticienne. Aime vraiment son emploi.

*85% des entreprises les plus admirées
au Québec ont recruté sur workopolis.com*

workopolis.com
LE PLUS GROS SITE D'EMPLOIS AU QUÉBEC

ÉDITORIAL

Un vote pour l'avenir



André Provencher
Président et éditeur
AProvencher@lesoleil.com

Comme citoyennes et citoyens, nous irons voter demain et élire les maires de nos municipalités pour les quatre prochaines années. La qualité de la vie démocratique repose d'abord sur l'exercice de ce droit de vote et c'est là une raison fondamentale pour participer massivement à la formation de nos conseils municipaux. Les gouvernements qui en sont issus créent et administrent les programmes qui influencent le plus nos milieux de vie. Et ils auront un rôle déterminant à jouer sur l'évolution de nos agglomérations sous toutes sortes de facettes, autant la circulation automobile et la sécurité que l'habitation et le développement des tissus sociaux, culturels et économiques.

Les municipalités donnent lieu au tout premier niveau de gouvernement, celui duquel nous sommes tous le plus près. Nos liens avec l'administration sont fréquents et souvent personnels, tellement les personnes élues ont la possibilité d'être celles que nous rencontrons chaque semaine au marché d'alimentation, ou encore au match de hockey des jeunes de notre quartier. Ce facteur de proximité est bien réel. Il colore la vie et les agissements de nos conseils municipaux, entraînant le risque parfois d'en diminuer le sens et la portée.

Il paraît évident qu'une perception trop étroite du rôle politique de nos municipalités ne peut être retenue par les électrices et les électeurs. Tout en préservant la familiarité propre à la proximité, notre vote doit reconnaître et

L'administration sortante a démontré tout ce qui peut être accompli par un gouvernement municipal

richesse de notre économie, à la vitalité de nos institutions, à l'affirmation de nos valeurs sociales et communautaires, et à l'expression de notre identité culturelle. La conception du rôle de nos gouvernements municipaux ne doit pas en ce sens être réductrice. Au contraire, elle doit englober les fonctions qui favorisent, dans le respect des juridictions, la concrétisation d'un plan et de projets rattachés à une vision claire, forte, créatrice et dynamique.

L'administration qui quittera à la fin de l'année la direction de la Ville de Québec aura justement démontré sans équivoque tout ce qui peut être accompli par un gouvernement municipal. Une pensée lucide et articulée, un sens aigu de la perspective et une solide continuité dans l'action y ont été porteurs d'impressionnants changements. La ville que laisse Jean-Paul L'Allier au prochain maire est une ville transformée, plus confiante, plus rayonnante et plus influente. Il fait bon y être et y vivre. La ville s'affirme sur tous les plans, culturel comme on le note souvent, social, mais aussi économique. À cet égard, la région de la capitale, en particulier les villes de Québec et de Lévis, font envie grâce au rythme de croissance qu'elles enregistrent. Cette réussite est concrète et repose en bonne partie sur les initiatives et l'entrepreneuriat que supportent les instruments de développement créés avec l'appui des municipalités. Le modèle de l'organisme Pôle Québec Chaudières-Appalaches demeure indiscutablement une référence pour la concertation et l'implication des agents économiques, privés et publics.

Le vote que nous devons exercer demain doit donc s'appuyer sur des valeurs d'avenir. Il doit conduire à la concrétisation d'une vision à long terme plutôt que la solution de problèmes à courte vue.

Le vote que nous devons exercer demain doit s'appuyer sur des valeurs d'avenir

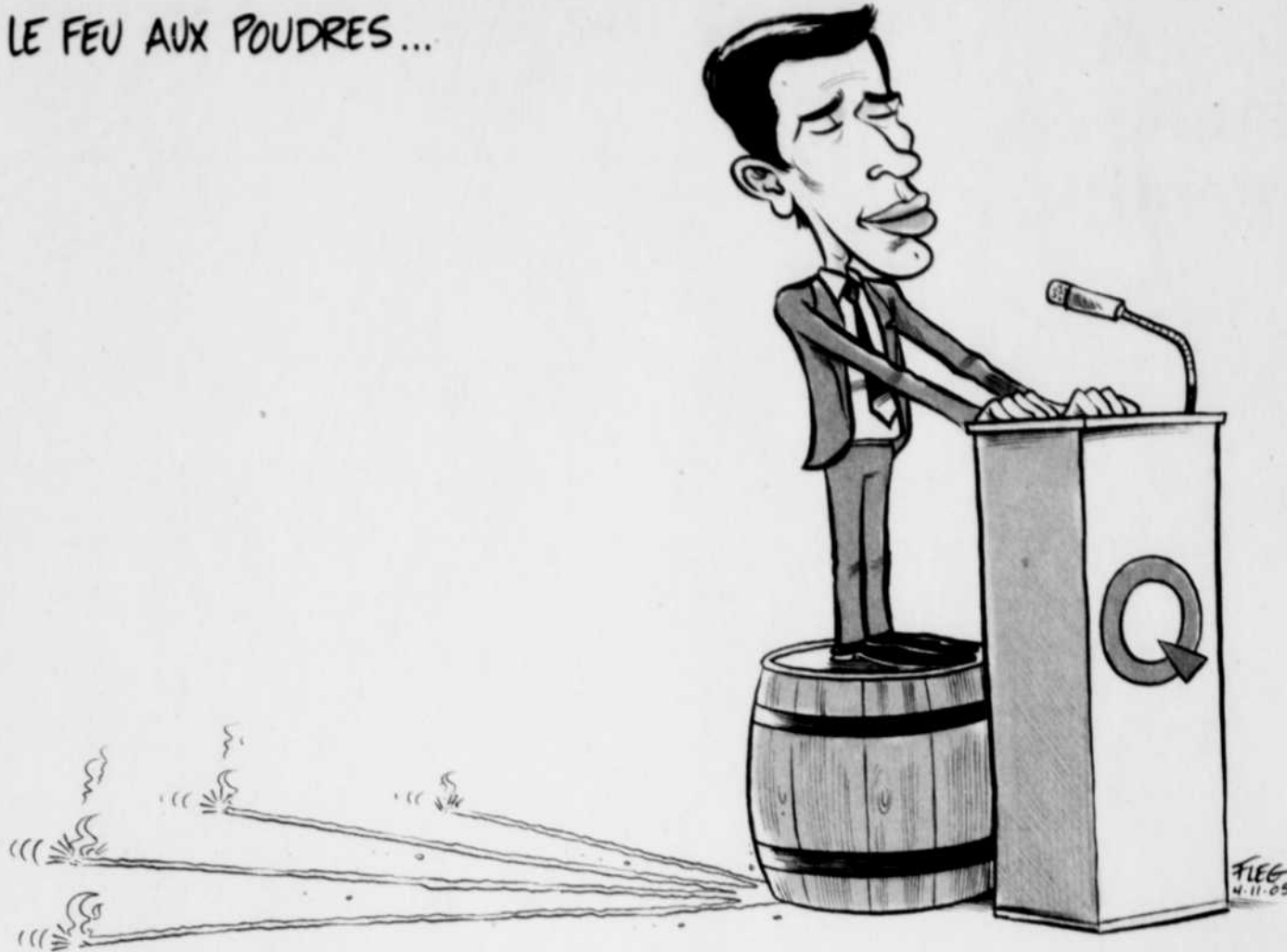
Il doit aussi promouvoir un système de gouvernance adéquat, qui protège les valeurs d'une autorité centrale sans compromettre les avantages de la décentralisation de l'administration sur les plans de l'accessibilité des services et de leur efficacité.

Les municipalités de demain sont encore à construire et non à déconstruire. À cet égard, nous avons besoin de leaders dont la passion pour la ville intègre en tout premier lieu l'ensemble de nos concitoyennes et concitoyens, sans risque de les désunir, ni de provoquer de nouvelles fractures. Le sang qui coule dans le corps de nos nouvelles entités doit rejoindre chacune de ses parties, sans entraves, pour qu'elles puissent s'articuler et se mouvoir comme il se doit. Le maire et ses conseillers municipaux sont les régulateurs de l'afflux sanguin et doivent, à cet égard, agir de telle sorte que l'organisme dispose d'une santé à toute épreuve.

La campagne électorale qui prend fin nous a présenté plusieurs candidates et candidats, et fait connaître leurs différentes options. Généralement, elle fut vivante, éclairante et conforme aux intérêts démocratiques. Dans les agglomérations de Québec et de Lévis, les luttes acharnées que se sont livrées les prétendants ont fait ressortir plusieurs enjeux, certains fondamentaux et d'autres plus accessoires. Nous devons féliciter avec empressement celles et ceux dont la simple candidature renforce le jeu démocratique, et exhorter les élus et les élus à tendre la main au lendemain du vote.

Rappelons tout de même que notre vote de demain doit être inclusif pour tous les membres de nos communautés, consolider nos acquis et préparer solidement l'avenir.

LE FEU AUX POUDRES...



CHRONIQUE

Lucidité solidaire ou solidarité lucide?

Françoise David, avec une trentaine de cosignataires, a répondu au manifeste de Lucien Bouchard, *Pour un Québec lucide*, en publiant un contre-manifeste, intitulé, on pouvait s'en douter, *Pour un Québec solidaire*.

On ne peut que saluer cette initiative. Ce manifeste, nuancé et articulé, expose bien les idées de cette gauche en gestation au Québec. Il s'inscrit dans une démarche qui enrichit le débat public et, surtout, il propose des idées et exprime des sensibilités essentielles pour enrichir et façonner tout projet collectif au Québec.

Mais cette démarche comporte un vice fondamental, le même qui s'est manifesté dans les réactions, parfois vives, au manifeste de Lucien Bouchard. Et c'est l'opposition tout à fait factice entre la lucidité et la solidarité. Je ne veux pas nier qu'il existe une telle chose que des idées de droite ou des idées de gauche, et encore moins prétendre qu'il existerait une quelconque vérité neutre et universelle. Mais le débat actuel n'oppose pas des « néolibéraux » et les « progressistes ». C'est bien davantage un affrontement entre les économiques et les sociaux, entre ceux qui se préoccupent de la production de richesse et ceux qui s'intéressent à sa distribution.

Les deux approches ne s'excluent pas, elles sont complémentaires et même indissociables. Un projet de croissance économique et de responsabilité fiscale qui ne tient pas compte des impératifs de solidarité ne sera pas accepté par les Québécois, et surtout, il va nous mener à un

cul-de-sac. De la même façon, les idéaux de justice sociale et d'entraide qu'exprime Françoise David n'ont strictement aucune chance de se concrétiser dans un Québec fragilisé et sans ressources. C'est cependant une complémentarité inégale. Il y a des raisons à cela.

D'abord, les forces en présence n'ont pas le même poids. M. Bouchard et ses acolytes, essentiellement centristes, proposent une vision très majoritaire dans laquelle se reconnaissent à des degrés divers les libéraux, les adhérents et une bonne partie des électeurs péquistes. M^{me} David et ses cosignataires appartiennent à un courant très minoritaire, même marginal, à gauche de la gauche, anticapitaliste, qui n'est au pouvoir nulle part, sauf peut-être au Venezuela.

Ensuite, en raison du rôle de chacun. Dans cette souhaitable complémentarité, ce sont les économiques qui décrivent les menaces, qui trouvent les solutions, souvent impopulaires, et ce sont les sociaux qui empêchent les dérives, qui alertent sur les réalités qu'une logique économique a tendance à oublier, qui contribuent à ce que les réformes soient équitables, que les sacrifices et les bénéfices soient équitablement répartis, que les potentielles victimes soient protégées. Les économiques sont en quelque sorte les concierges de la société, qui font le ménage, tandis que les sociaux, dans leur rôle de bonne conscience de la société, ne se saliront jamais les mains.

Il suffit de lire *Pour un Québec solidaire* pour comprendre. Ce manifeste refuse carrément d'admettre que des mena-

ces pèsent sur notre société, minimise les effets du choc démographique, le poids de la dette, l'explosion des soins de santé. Il émet des idées sur l'environnement, sur les abris fiscaux, sur les lois du travail, sur l'évasion fiscale, parfois justes. Mais il défend en substance un modèle qui ressemble beaucoup à ce que le Québec connaissait dans les années 70, avant les coupes, la concurrence et les choix. Un projet conservateur dans son essence.

Mais à part l'idée de faire payer les riches, le manifeste n'apporte pas de solutions, aucune idée qui pourrait donner au Québec plus de ressources, favoriser sa croissance, créer des emplois, résister aux pressions. Sans doute parce que ses signataires évitent soigneusement d'ouvrir toute porte à des débats qu'ils veulent éviter. Mais surtout parce qu'ils sont à l'aise avec un certain *statu quo* et estiment que le Québec a déjà tout ce qu'il lui faut pour réaliser ses aspirations : « Le problème n'est donc pas celui de la création de la richesse, mais celui de sa répartition. »

C'est là qu'ils se trompent. D'abord, parce qu'il est faux de prétendre qu'à l'échelle des sociétés industrielles avancées, le Québec se distingue par sa richesse. Mais surtout, parce que la société dont ils rêvent ne pourra pas voir le jour sans une recherche de la prospérité. Le manifeste multiplie les références aux pays scandinaves, vus comme des modèles, en oubliant complètement un élément essentiel.

Le succès des pays de l'Europe du Nord dépend largement du fait que ce sont des sociétés très riches, où la justice sociale a été possible parce que ces pays ont choisi de créer la richesse pour mieux la répartir. Cette création de richesse, essentielle, ne sera possible que si on écoute ce que les économiques ont à dire.



Alain Dubuc
ADubuc@lesoleil.com
Collaboration spéciale

CARREFOUR DES LECTEURS

Par gratitude...

Peu de citoyens de Québec semblent se souvenir du centre-ville de Québec, ce *no man's land* crasseux. Bien peu, à voir les sondages favorisant André Bouchard, celle qui déversait son fiel sur la Ville de Québec et considérait ses citoyens comme des profiteurs à la remorque des banlieues!

Cette « résurrection » du centre-ville n'est pas le fruit du hasard. Nul doute qu'un Jean-Paul L'Allier plus jeune aurait été réélu maire de Québec. Mais Claude Larose fut son bras droit, sinon sa cheville ouvrière. Il fut solidaire de toutes les décisions et le principal agent de leur réalisation, sans jamais s'en attribuer le mérite (ce qui fut peut-être son erreur). Il est devenu ensuite le candidat du Renouveau municipal dans l'honnêteté et la dignité.

À défaut de mémoire, pouvons-nous au moins ouvrir les yeux? Québec est devenue l'une des plus belles villes en Amérique. Hormis son indiscutable compétence, ce ne serait que justice que de voter pour Claude Larose, par simple gratitude.

Pierre Fortin, avocat
Québec

Discours apocalyptique

J'ai écouté sur l'heure du dîner à la radio une intervention de Marc Bellemare.

C'était pathétique. Toujours le même discours apocalyptique sur une éventuelle victoire d'Andrée Boucher. À l'entendre, Wilma ferait moins de dégâts lors de son passage à la mairie. C'est peu dire. On croirait entendre le président Bush quand il nous parle de Saddam. Si vous n'êtes pas capable de vendre votre programme et que les sondages vous défavorisent, cessez de jouer les *bitchs* de service et de vous en prendre à vos adversaires. C'est de la petite politique. Sinon, retirez-vous de la course. Ce serait plus honnête et vous conserveriez le brin de crédibilité qu'il vous reste.

Malheureusement pour vous, votre expérience en politique n'est guère édifiante. Comparée à celle de M^{me} Bouchard... la comparaison ne tient pas la route. Qu'on veuille l'admettre ou non, Sainte-Foy ne serait peut-être pas la même aujourd'hui sans sa saine gestion et sa main de fer. C'est ce que je retiens de son règne à Sainte-Foy et c'est ce que je veux pour ma Ville.

Sylvain Blanchette
Québec

Mon bilan de campagne

Pour illustrer les différents styles de campagne à Québec dans le contexte de l'élection municipale, je suggère l'emploi de quatre mots : poteau, écolo, barreau et radio.

Poteau : Marc Bellemare a fait, avant tout le monde, une campagne de poteau avec ses mégapancartes. L'effet de nouveauté dissipé, il a *frappé le mur* à plusieurs reprises par sa méconnaissance de la politique municipale.

Écolo : Claude Larose a fait une campagne à saveur écolo. Un slogan pour une meilleure vie qui rappelle davantage celui d'un groupe antiavortement ! Des affiches électorales assez jolies mais trop petites pour en déduire durablement le nom du candidat dans votre district. Barreau : Pierre-Michel Bouchard de l'Action civique de Québec a fait une campagne de barreau. Bien qu'il soit avocat, pas facile de défendre l'indéfendable (gel de taxes sur quatre ans et baisse de 100 millions \$ de la dette pour la même période). Les sondages donnent à penser que la population ne croit pas réellement à la faisabilité de ses promesses.

Radio : Andrée Boucher a fait campagne en faisant un usage averti des médias. De par son style minimaliste dans ses dépenses électorales, il y a de la matière à réflexion pour les grosses machines municipales pour leur *post-mortem* électoral. La victoire d'Andrée Boucher sera celle de la simplicité avant tout. L'essentiel n'est pas invisible pour celui qui ne se laisse pas distraire par des pancartes électorales...

André Houle
Beauport

CARL THÉRIAULT
collaboration spéciale

Près de 200 étudiants étrangers fréquentent le campus de Rimouski de l'UQAR, composé de 2500 étudiants.

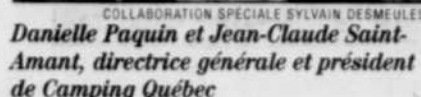
■ **BAIE-COMEAU** — Un homme d'une vingtaine d'années de Baie-Comeau a tenu les policiers en haleine pendant quelques heures jeudi soir en se barricadant avec une arme dans une résidence de la rue Legardeur. L'homme, en détresse psychologique selon la Sûreté du Québec du poste de la MRC Manicouagan, s'est barricadé vers 15 h 45 et il a rendu les armes deux heures plus tard après s'être entretenu avec les policiers. Un périmètre de sécurité a été érigé, mais il n'a pas été nécessaire d'évacuer les résidences des alentours. Aucune accusation criminelle ne devrait être retenue contre l'individu. *Steve Paradis (collaboration spéciale)*

SYLVAIN DESMEULES
Collaboration spéciale

Il existe 822 terrains de camping et près de 40 % des emplacements sont concentrés dans les régions de la Montérégie, de l'Estrie et des Laurentides. « Les nouveaux campings sont presque inexistants, ils grandissent de l'intérieur », fait remarquer Danielle

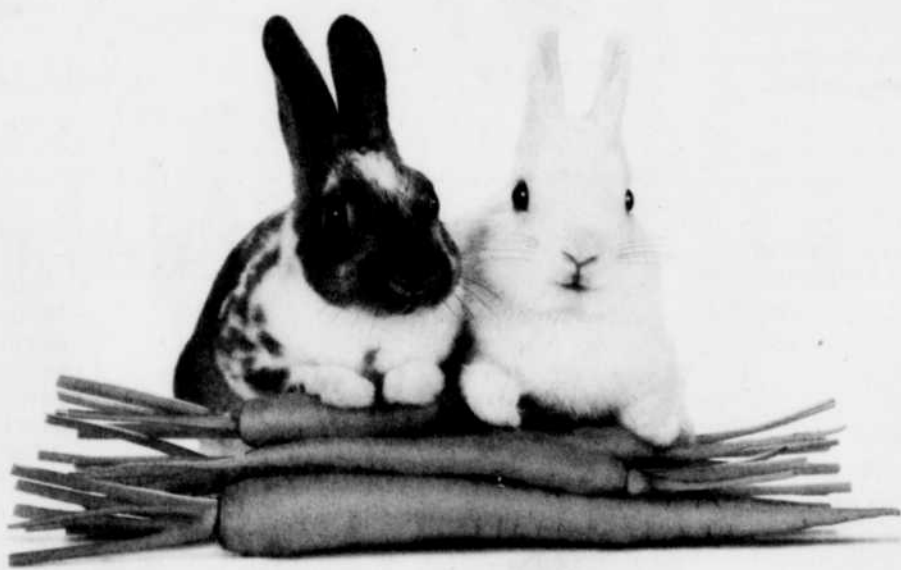
En 2004, ils ont été 460 000 campeurs dans la province, répartis entre saisonniers (20 %) et voyageurs (80 %). Les chiffres de 2005, bien qu'incomplets, se situent au même niveau. Les dépenses de ces adeptes du plein air dépassent les 500 millions \$. Le campeur-type a entre 25 et 44 ans, avec un diplôme au moins collégial, un revenu familial supérieur à 60 000 \$ et s'adonne à cette activité entre quatre et huit fois par année. Que recherche-t-il? Le repos, la nature, le social, l'aventure et la liberté, des valeurs toutes contenues dans le camping.

Enfin, s'il a été démontré que le taux moyen de rentabilité variait entre 17,2% et 25% selon le nombre et la grosseur des campings, de 100 à 150 emplacements étant le format idéal, il n'en demeure pas moins que les tarifs n'ont guère évolué au cours des dernières années, ce qu'admet M. Saint-Amant : « Pour augmenter notre chif-



Jusqu'à demain, les congressistes tiennent leur congrès annuel comme une véritable opération séduction autant d'outils fournis pour séduire les élus, les consommateurs et les acheteurs. Camping Québec a aussi remis ses prix d'excellence hier. Sur le territoire couvert par LE SOLEIL, seul le camping Belle-Vue, dans Lotbinière sur la Rive-Sud, s'est illustré. En plus du prix Développement et innovation, l'entreprise a mérité le prix du public issu du vote populaire des campeurs.

Des carottes pour les yeux,
un sans-fil pour les oreilles.



Motorola V262



LG 125



Samsung A670
Phototéléphone



LG 6190 FastapTM
Phototéléphone



Motorola V710
Phototéléphone



LG 535
Phototéléphone

GRATUIT*

GRATUIT*
 (avec un contrat de 1 an)

29,99\$*
(avec un contrat de 3 ans)

49,99\$*

149,99\$*

179,99\$*

DE PLUS, abonnez-vous à PARLEZ-MOI 25 dès aujourd'hui :

25\$/mois†

Profitez des appels locaux entrants illimités,
de 1 000 minutes d'appel la nuit et
le week-end et davantage.

TELUS
mobilité^{MO}
le futur est simple

TEIUS

le futur est simple™

Pour en savoir davantage sur ces super offres, passez nous voir à une boutique TELUS Mobilité, chez un détaillant autorisé ou chez l'un de nos marchands. Consultez telusmobilité.com ou composez le 1 866 262-2966 aujourd'hui.

➔ FUTURE SHOP

EN 50408

BEST

teleplus

Demetrius

— 56 —

485

(Offre valable jusqu'au 31 décembre 2005 avec nouvelles mises en service au Québec seulement. Le prix et la disponibilité des téléphones peuvent varier. *Prix net en vigueur à la signature d'un contrat de 1 an (Motorola V262 et LG 125) ou de 3 ans (Samsung A670, LG 1910, LG S25 et Motorola V710) après avoir obtenu un magasin ou crédit prêt au compte et affiché un prochain relevé mensuel de TELUS Mobility. †Les taxes, les frais d'activation, les frais de service et les frais de transport sont inclus dans le prix de vente. ‡Le coût des minutes incluses dans le cadre du forfait, les frais d'itinérance, le temps d'attente additionnel, les frais pour les services payables à l'usage, les frais mensuels d'accès au réseau et les frais mensuels pour le service d'accès d'urgence 311 peuvent varier en sus. ©2005 TELUS Mobility.